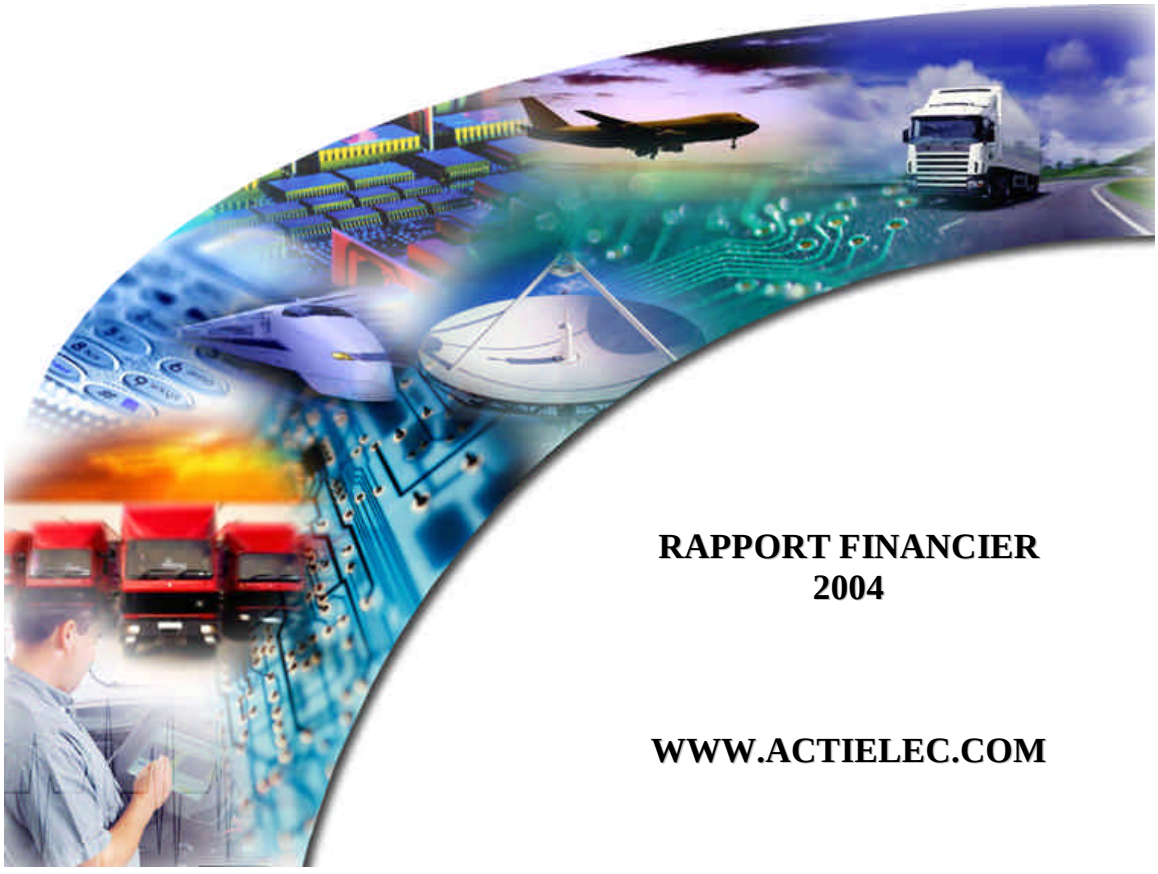
ACTIELEC Technologies

AUTOMOTIVE & TELECOMMUNICATIONS



RAPPORT FINANCIER 2004

WWW.ACTIELEC.COM

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES **3**
1. RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE **5**
1.1 ACTIELEC TECHNOLOGIES :COMPTES CONSOLIDÉS 6
1.2 ACTIELEC TECHNOLOGIES : COMPTES SOCIAUX 15
1.3 TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES 18
1.4 LES DIRIGEANTS SOCIAUX 18
1.5 LES COMMISSAIRES AUX COMPTES 29
1.6 LES SALARIÉS 29
1.7 LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES 29
1.8 LES CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITÉ 30
1.9 LES CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITÉ 35
1.10 PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS 42
1.11 ANNEXES AU PRÉSENT RAPPORT 42
1.12 CONCLUSION 42
2. COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2004 ..... **44**
2.1 BILAN CONSOLIDÉ 44
2.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ 46
2.3 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 48
2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ 67
2.5 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 69
3. COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2004 ..... **72**
3.1. BILAN 72
3.2. COMPTE DE RÉSULTAT 74
3.1 ANNEXE 76
3.2 RAPPORT GÉNÉRAL ET RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 84
4. ORDRE DU JOUR & RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 9 MAI 2005 ..... **97**
4.1 ORDRE DU JOUR 97
4.2 RÉSOLUTIONS 97
5. CONTACTS **99**

1. RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

ACTIELEC Technologies
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au Capital de 14.271.156 €
Siège Social : 25, chemin de Pouvourville
31400 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 542 080 791

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 9 MAI 2005

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE
incluant le rapport de gestion du Groupe

Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, pour vous exposer l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004, entendre les rapports du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, vous demander de statuer sur les comptes de cet exercice, l'affectation des résultats et la reconduite des conventions en cours.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées et les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre Société et celle de notre Groupe.

Les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004 ont été établis en suivant les mêmes modes de présentation que ceux utilisés lors de la clôture de l'exercice précédent.

La description des normes IAS/IFRS qui sont le plus susceptibles d'affecter les comptes consolidés est réalisée dans l'annexe aux comptes consolidés (cf. § 2.3.27).

Il est cependant à préciser que le Groupe a dû consacrer du temps pour la préparation du passage, notamment avec des réunions d'analyse des normes et de leurs incidences et la mise en place d'un nouveau logiciel de consolidation.

1.1 ACTIELEC TECHNOLOGIES :COMPTES CONSOLIDES

Le Groupe et les Branches dont nous vous décrivons l'activité 2004 sont constitués des entités suivantes :

Nom	Siège	% de Contrôle	Secteur d'Activité
ACTIELEC Technologies SA	Toulouse	Sté consolidante	Holding Animatrice
Automotive			
ACTIA SA	Toulouse	99,97	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA MULLER SERVICES SA	Toulouse	99,99	Fabrication et distribution de matériels mécaniques pour garages et centres de contrôle
TECNOFRANCE SA	Méry sur Oise	99,50	Sans activité industrielle
AUTOTECH SARL	Méry sur Oise	71,58	Sans activité industrielle
PARMA	Méry sur Oise	100,00	Immobilier
AIXIA SA	Le Bourget du Lac	99,91	Etudes et fabrications électroniques
ATON SYSTEMES SA	Maison Alfort	87,80	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA UK LTD	Newtown *(Pays de Galles)*	100,00	Etudes et fabrications électroniques
TEKHNE LTD	Farnborough *(Angleterre)*	100,00	Sans activité industrielle depuis 1995
ACTIA VIDEOBUS SAS	Getafe Madrid *(Espagne)*	100,00	Etudes et fabrications de matériels audio et vidéo
ACTIA AUTOMOTIVE	Getafe Madrid *(Espagne)*	80,01	Distribution de produits de diagnostic
SCI Los Olivos	Getafe Madrid *(Espagne)*	39,99	Immobilier
KARFA SA de CV	Mexico (*Mexique*)	90,00	Gestion de participations
ACTIA DE MEXICO SA de CV	Mexico (*Mexique*)	100,00	Fabrication et distribution de matériels audio et vidéo
ACTIA DO BRASIL LTD	Porto Alegre (*Brésil*)	90,00	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA INC	Elkhart-Indiana (*USA)*	100,00	Société sans activité
ATAL SARL	Tabor (*Rep.Tchèque*)	89,98	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA ITALIA SPA	Torino *(Italie)*	100,00	Etudes et fabrications électroniques
I + ME ACTIA GMBH	Braunsweig (*Allemagne*)	100,00	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA CORP.	Elkhart-Indiana (*USA)*	100,00	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA NL BV	Nuenen *(Pays-Bas)*	100,00	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA POLTIK SP Sarl	Lodz *(Pologne)*	70,00	Etudes et fabrications électroniques
CIPI SA	Tunis (*Tunisie*)	65,60	Fabrications électroniques
ACTIA INDIA PRIVATE LTD	New Delhi (Inde)	51,00	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA CHINA	Shangaï (Chine)	100,00	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA NORDIC	Spanga (Suède)	52,00	Etudes et fabrications électroniques
Télécommunications			
SODIELEC SA	St Georges de Luzençon	90,47	Etudes et fabrications électroniques
SCI SODIMOB	St Georges de Luzençon	60,00	Immobilier
PILGRIM SA	Toulouse	99,99	Etudes et fabrications électroniques
SCI de l'Oratoire	Toulouse	100,00	Immobilier
SCI Les Coteaux de Pouvourville	Toulouse	27,50	Immobilier

1.1.1 Les résultats consolidés

Les comptes consolidés de notre Groupe font apparaître un Chiffre d'Affaires de 227,7 M€ en hausse de 14,7 % et un Résultat Net Part du Groupe avant amortissement des survaleurs de 5,5 M€ (3,5 M€ en 2003), en hausse de 57,9 %.

Au titre de l'exercice 2004 les résultats consolidés s'établissent comme suit :

Chiffre d'Affaires net	227.741.485 €
Produits d'Exploitation	240.008.667 €
Résultat d'Exploitation	9.063.173 €
Résultat Courant Avant Impôts	5.797.131 €
Résultat d'Ensemble Consolidé après A.E.A	4.428.913 €
Résultat Net Part du Groupe après A.E.A	3.866.442 €
Dotations aux A.E.A.	1 651 975 €
EBITDA (cf. § 1.1.8.3)	15.760.186 €

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes.

Activité globale du Groupe au cours de l'exercice écoulé

Le Chiffre d'Affaires a connu une progression significative qui vous sera expliquée en paragraphe 1.1.3.1.

La situation financière s'est améliorée au cours de l'exercice, notamment :
- Par le renforcement des fonds propres au travers de l'augmentation de capital réalisée en octobre 2004 ;
- Par le remboursement, au cours de l'exercice, d'emprunts moyen et long terme (3 M€) ;
- Par le résultat de l'exercice.

La croissance du Chiffre d'Affaires a contribué à une augmentation du BFR, notamment au travers des postes clients, fournisseurs et stocks.

1.1.2 Faits marquants de l'exercice 2004

1.1.2.1 La fusion des Sociétés de la Branche Télécommunications

Afin d'optimiser l'exploitation de la branche, une fusion a été opérée entre SODIELEC et ses trois filiales.
Cette fusion permet d'optimiser les synergies entre les différentes Sociétés, de réaliser des économies d'échelles et de réduire certains coûts administratifs, ainsi qu'une utilisation plus rationnelle de leurs moyens. Elle a permis la mise en place d'une organisation structurelle autour de 3 sites industriels de production spécialisés par métier, de 4 Business Units (Broadcast – Stations Terriennes – Réseaux Hertziens – Aéronautique et défense) et de 4 marques. En maximisant les synergies, elle doit également permettre de renforcer la crédibilité de la nouvelle structure sur les marchés et d'organiser son développement international.
La deuxième étape de cette réorganisation a consisté au regroupement des activités se situant sur les sites de Manosque et du Puy-Sainte-Réparade (PSR). Le déménagement s'est achevé en février 2005. Cette relocalisation sera pleinement opérationnelle à compter du 2ème semestre 2005. Le plan social afférent à ce regroupement a été provisionné sur l'exercice 2004 (272 k€). Ces deux opérations généreront une baisse des coûts salariaux de l'ordre de 2,5 % pour les exercices à venir.
Enfin, cette fusion a aussi permis une meilleure utilisation des déficits fiscaux au sein de la branche. En conséquence la reconnaissance dans les comptes consolidés d'impôts différés actifs a été complétée.

1.1.2.2 Les nouvelles filiales internationales

ACTIA, filiale du Groupe ACTIELEC Technologies, a signé un accord en avril 2004 qui lui a permis d'acquérir en fin d'année la majorité (52 %) de NIRA COMPONENTS AB en Suède. Notre investissement s'est élevé à 750 k€.
Située à Göteborg et Stockholm, la Société comprend notamment un bureau d'études et de fabrication dans le domaine de l'électronique automobile. Après la Chine en 2003, ACTIA a ainsi complété son implantation internationale dans un 15ème pays, la Suède.
Grâce à l'acquisition de cette filiale, ACTIA a signé un premier contrat avec VOLVO TRUCKS pour l'équipement de la gestion de flotte. Il connaît une extension possible pour Renault Trucks, Mack et VCE.
Cette filiale a réalisé un Chiffre d'Affaires de 3,5 M€ sur neuf mois (avril – décembre 2004).

1.1.2.3 Les opérations sur les participations intra groupes existantes

ACTIA a renforcé sa participation dans ATON Systèmes par le rachat d'actions à des salariés du Groupe. Elle est ainsi passée de 75,97 % à 87,80 %.
Par ailleurs, au travers de sa filiale, ACTIELEC Technologies a augmenté sa participation dans ACTIA DO BRASIL en passant de 80,00 à 90,00 %.
La SCI LES COTEAUX DE POUVOURVILLE (Société mise en équivalence détenue à 27,50 %) a réalisé une opération de cession-bail sur ses immeubles, avec les sociétés CMCIC LEASE et AUXIMURS.

1.1.3 Progrès réalisés et difficultés rencontrées

1.1.3.1 Les progrès réalisés

L'année 2004 s'est surtout caractérisée par l'amélioration de la qualité de notre production. Ainsi, après 6 mois de travail, la filiale tunisienne a reçu l'agrément pour la fabrication des cartes destinées indirectement à RENAULT et PEUGEOT.
L'expérience acquise ainsi que la certification ISO 14001 et ISO 9001 obtenues par ACTIA ont permis au site de production de Colomiers de remporter le contrat avec AIRBUS pour le doublement de la production et la pérennisation des cartes électroniques. Ce marché est par ailleurs soumis à un audit régulier réalisé par AIRBUS.
Le Groupe a donc procédé, tout au long de l'année, à une rationalisation et à une modernisation de son outil de production, s'élevant au rang des meilleures technologies de production électronique.
Par ailleurs, le Groupe a profité des marges de manœuvre procurées par l'amélioration de son résultat financier pour investir en R&D, et se place très positivement sur quelques affaires :

- ✓ Stations terriennes H.D. (Haut Débit) ;
- ✓ TNT (Télévision Numérique Terrestre) ;
- ✓ Chronotachygraphes et capteurs ;
- ✓ Diagnostic multimarques ;
- ✓ Endoscope ;
- ✓ Tableau de bord pour bus ;
- ✓ Flasher FCU (Flasher Control Unit) ;

Qui lui permettent d'augmenter son portefeuille de produits-clés pour l'avenir.

1.1.3.2 Les difficultés rencontrées

Les tensions sur le marché des composants et des métaux se sont globalement traduites dans nos comptes par :

- ➢ une moindre maîtrise de nos coûts d'achat par rapport au prévisionnel ;
- ➢ une augmentation de nos stocks pour se mettre à l'abri des retards de livraison.

Par ailleurs, l'augmentation des prix matières a impacté négativement nos coûts.

Concernant les provisions liées aux devises :

- l'impact de l'évolution du taux du dollar n'affecte pas le flux courant des opérations dans le Groupe (la production et la facturation en dollars intervenant sur la même zone) ;
- seule une provision de 616 k€ concernant une révision de prix sur un marché français a été comptabilisée sur l'exercice 2004.

1.1.3.3 Les priorités pour 2005

Les efforts 2005 vont porter sur les points suivants :

- Poursuite de l'amélioration de la rentabilité ;
- Réduction des stocks ;
- Réduction des coûts d'achat par l'outsourcing ;
- Lancement de nouveaux produits-clés au plan mondial.

1.1.4 Activité Recherche & Développement

L'activité R&D est toujours importante, maintenant à un niveau élevé la technicité du Groupe. Le tableau ci-dessous résume l'évolution de son coût total (charges de l'année, refacturation clients et immobilisations ; hors amortissements de l'exercice) :

En M€	2000	2001	2002	2003	2004
Automotive	19,5	23,7	23,6	19,1	24,4
Télécommunication	8,3	10,1	8,7	9,6	11,3
Océanographie	0,3	1,3	0,3	-	-
TOTAL	**28,1**	**35,1**	**32,6**	**28,7**	**35,7**
% C.A.	20,9%	19,1%	18,5%	14,5%	15,7%

Les dépenses 2004 de 35,7 M€ se répartissent entre charges pour 19,4 M€, R&D vendue pour 12,9 M€ et immobilisations pour 3,4 M€.

1.1.4.1 Branche Automotive

Le total des dépenses de la R&D en 2004 a été de 24 422 k€, ventilé en :

- ✓ Coût des études vendues 11.337 k€,
- ✓ Immobilisations 1.708 k€,
- ✓ Charges de l'année 11.377 k€.

1.1.4.2 Branche Télécommunications

Le total des dépenses de la R&D en 2004 a été de 11 273 k€, ventilé en :

- ✓ Coût des études vendues 1.553 k€,
- ✓ Immobilisations 1.718 k€,
- ✓ Charges de l'année 8.002 k€.

1.1.5 Evènements importants depuis la clôture

Courant janvier 2005, 2 des 3 sites de SODIELEC situés à Manosque ont été déménagés au Puy Sainte Réparade.
Par ailleurs, le 4 février 2005, le Groupe ACTIELEC Technologies a réalisé une opération de cession-bail sur son bâtiment situé à Colomiers avec la Société NATIOCREDIMURS.

1.1.6 Situation de l'endettement

Au cours de l'exercice 2004, l'endettement du Groupe s'est nettement amélioré passant d'un ratio « Endettement Net / Fonds Propres » de 137 % au 31/12/03 à 96 % au 31/12/04 (cf. § 2.3.12).

Les efforts conjugués sur les comptes de résultat 2003 (retour à l'équilibre après un exercice 2002 difficile) et 2004, la résistance face à l'augmentation des coûts matières, l'augmentation de capital et le travail sur la structure de la dette ont permis de réduire l'endettement court terme de 2,2 M€, l'endettement moyen et long terme de 1,7 M€ et d'améliorer les fonds propres de 10,1 M€.

1.1.7 Engagements hors bilant et risques significatifs

1.1.7.1 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan et les garanties sur éléments de l'actif sont détaillés dans l'annexe aux comptes consolidés (cf. § 2.3.24 et 2.3.25)et représentent respectivement un montant de 12,1 M€ et 11,3 M€ au 31 décembre 2004.

1.1.7.2 Risque de liquidité

La part des concours bancaires à moins d'un an est de 38.614 k€ au 31 décembre 2004 dont le détail figure dans l'annexe aux comptes consolidés (cf. § 2.3.12).

Certains emprunts bancaires, pour un montant global de 7,6 M€, sont assortis de clauses de remboursement anticipé et/ou de convenants tels que le respect de certains ratios financiers.

Pour les trois principaux emprunts, les conditions suivantes sont à respecter :

- Pour les deux premiers représentant 2,0 M€, une clause d'exigibilité serait actionnée si les capitaux propres d'ACTIELEC Technologies S.A. devenaient inférieurs à la moitié du Capital Social.
- Pour le troisième, représentant 4,0 M€, trois ratios financiers doivent être respectés au niveau de la Branche Automotive :
  - ✓ Dette financière nette consolidée / Fonds propres
  - ✓ Dette financière nette consolidée / E.B.E. consolidé
  - ✓ Cash flow libre consolidé / Dette financière consolidée

L'ensemble des clauses relatives aux 7,6 M€ sont respectées au 31 Décembre 2004.

1.1.7.3 Risque de change

Le Groupe, dans les pays où les risques sur les monnaies sont les plus sensibles, pratique, depuis 1999, des facturations en Euros pour tous les flux intra groupes et limite la durée du Crédit Client sur les pays à monnaie fondante.

Chaque entité se couvre contre le risque de change en fonction de ses opérations en devise et de son appréciation du risque.

1.1.7.4 Risque de taux

Le Groupe a souscrit 35 % de ses crédits Moyen et Long Terme à taux fixe contre 65 % à taux variable (dont les encours sont garantis par des contrats de CAP ou de SWAP pour 62 %).

Les en-cours de Crédits Court Terme sont utilisés sur des bases de taux variables.

Au 31 décembre 2004, ACTIELEC Technologies S.A. avait souscrit :

- ✓ un CAP sur 2,6 M€ d'emprunts au taux maximum de 4,5% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003,
- ✓ un SWAP (taux variable vers taux fixe) sur 2,6 M€ d'emprunts au taux de 2,76% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003.

ACTIA S.A. exerce une surveillance quotidienne des taux. Au 31 décembre 2004, la Société avait souscrit :

- ✓ un CAP sur 3,0 M€ d'emprunts au taux maximum de 4,25% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003,
- ✓ un SWAP (taux variable vers taux fixe) sur 3,0 M€ au taux de 2,77% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003.

Le taux de couverture s'élève donc à 62 % au 31 décembre 2004.

1.1.8 L'activité du Groupe par branches d'activités

1.1.8.1 Branche Automotive

Libellé	**2004**	**2003**
Chiffre d'Affaires net	177.817.547 €	151.228.187 €
Produits d'Exploitation	184.186.059 €	155.824.454 €
Résultat d'Exploitation	5.052.786 €	5.152.724 €
Résultat Courant Avant Impôts	2.370.437 €	2.014.752 €
Résultat d'Ensemble Consolidé après A.E.A	669.706 €	9.497 €
Résultat Net Part du Groupe après A.E.A	465.557 €	168.982 €
Dotations aux A.E.A.	926.408 €	827.970 €
EBITDA (cf. § 1.1.8.3)	9.445.143 €	8.652.422 €

La décomposition de l'activité entre les trois « Business Units » est la suivante :

- ✓ BU Diagnostic 91 245 k€,
- ✓ BU Systèmes Embarqués 64 871 k€,
- ✓ BU Services 21 702 k€,

<u>B.U. Diagnostic :</u>

- ➢ MITSUBISHI Europe a été le premier client du B.U. Diagnostic en 2004. Le marché ponctuel signé avec ce grand constructeur automobile concerne le déploiement en Europe de son nouvel outil de diagnostic, le MUT3. Ce marché a permis un rapprochement avec d'autres constructeurs asiatiques qui souhaitent développer leur Hardware en Europe et qui sont intéressés par le savoir-faire du Groupe avec MITSUBISHI.
- ➢ Groupe PSA : lancement commercial réussi de plusieurs nouveaux produits.
  - ✓ CITROËN : dépassement des prévisions initiales de plus de 30% avec le renouvellement de la gamme d'outils de diagnostic Lexia3.

- ✓ PEUGEOT : commercialisation de plusieurs équipements de diagnostic ; nouvelle interface de communication externe ; nouveau boîtier de mesure.
- ✓ Diagnostic usine : deux projets ont été gagnés, ce qui permet d'avoir une offre complète dans le domaine de la production automobile.

- RENAULT TRUCKS : poursuite de la commercialisation du nouvel outil de diagnostic DiagNG3 et préparation du lancement de deux nouveaux produits. Pour l'un d'eux, le dépôt d'un brevet est à l'étude. Les essais avec Renault Truck sont concluants.
- MERCEDES : activité très soutenue avec STARBASIC.
- FIAT : plus de 6 000 SMART EXAMINER vendus.
- Edition logicielle : augmentation constante des études vendues en 2004 :
  - Production de mise à jour de logiciels de diagnostic et de réparation
  - Services associés : fourniture de plate forme Internet de mise à jour, télédiag.

B.U. Systèmes Embarqués :

Poursuite du développement de notre stratégie commerciale correspondant aux attentes des marchés véhicules industriels :

- OEM (Own Equipment Manufacturer) pour Constructeurs de véhicules :
  - ✓ Bus et Cars avec Irisbus, système Multibus et tableau de bord Podium. Avec le Smartach (tachygraphe digital) et le démarrage en série du tableau de bord Podium un Chiffre d'Affaires annuel important devrait être atteint à compter de 2006. Par ailleurs, le potentiel avec d'autres constructeurs sur ces produits paraît très sérieux.
  - ✓ Camions, avec SCANIA et VOLVO-RENAULT TRUCKS ; par ailleurs, le Smartach a été retenu par DAIMLER CHRYSLER et le Groupe FIAT-IVECO-IRISBUS. Le retard d'un an pris (sur décision de Bruxelles) sur le Smartach a impacté le résultat d'exploitation de l'année.
  - ✓ Véhicules industriels avec deux constructeurs européens de matériel de manutention.
  - ✓ Véhicules militaires en Europe et aux USA.
- Notre activité est basée sur un savoir faire et une famille de produits dans les domaines techniques suivants :
  - ✓ Multiplexage : poursuite du succès commercial (40% du Chiffre d'Affaires).
  - ✓ Puissance : passage en série du nouveau dévolteur 20 Amp, mauvaise année pour le véhicule électrique qui semble s'arrêter.
  - ✓ Instrumentation : une année de réussite sur de nouvelles affaires.
  - ✓ Capteur sécurisé : transfert du développement ElectricFil vers ACTIA.
  - ✓ Télématique : vente du D96 en France, développement du tachygraphe digital Smartach et d'équipements techniques pour un nouveau client OEM : le Chiffre d'Affaires potentiel et la marge de ce dernier équipement sont supérieurs à ceux envisagés sur le tachygraphe digital.
  - ✓ Sécurité : mise en œuvre des technologies et savoir faire de sécurité pour l'obtention des certificats Smartach conformément à l'Annexe 1B .
- Le coût de production des calculateurs a été amélioré en fabricant de plus en plus de produits chez CIPI et en gagnant fortement sur les achats de matières et de composants.

B.U. Services :

- SERVICES :
  - ✓ L'augmentation de la production pour le compte de nos clients dynamiques et à marges satisfaisantes ont partiellement compensé les baisses ou disparitions d'activités auprès de clients plus anciens. Le désengagement auprès de clients voulant des prix de plus en plus bas et incompatibles avec les capacités de production a été amorcé. L'année 2004 a été ainsi marquée par une restructuration importante du portefeuille clients. Cette étape sera achevée courant 2005 ; elle a nécessité des modifications dans les méthodes de travail et dans les lignes de production.
  - ✓ Après une longue période de synchronisation, le transfert industriel des productions de calculateurs pour AIRBUS est entré en phase active au cours du dernier trimestre 2004.
  - ✓ Démarrage des productions automobiles (sans achat matière) à haut volume en Tunisie au second semestre.
- PERENNISATION :
  - ✓ L'activité s'est recentrée autour de prestations de type « Observatoire de l'Obsolescence » avec en particulier le gain d'un nouveau client dans le domaine militaire. Le secteur achat/revente de composants obsolètes est resté en retrait par rapport aux prévisions.
  - ✓ 2004 a vu la création du GIE PERENEO entre ACTIA et EADS Tests & Services, GIE permettant d'allier les forces respectives des deux Sociétés pour répondre au spectre complet des prestations permettant de garantir le maintien en condition opérationnelle d'équipements pour de grands comptes (COGEMA, Dassault Aviation)

1.1.8.2 Branche Télécommunications

L'année 2004 a été marquée par la fusion des 4 entités constituant la Branche (SODIELEC, DATENO, MORS Technologies et EBIM) en une seule structure elle-même organisée en 4 Centres de Profit (Business Units) pilotant les métiers principaux :

- B.U. Stations terriennes (Bretagne / Sud-Ouest) ;
- B.U. Broadcast (Provence / Sud-Ouest) ;
- B.U. Réseaux (Provence / Sud-Ouest) ;
- B.U. Aéronautique / Défense (Provence / Sud-Ouest).

Ceci permet une meilleure affectation des moyens et un regroupement des savoir-faire tout en conférant à la Branche une dimension suffisante pour assurer l'accès à des contrats importants, sans avoir recours à des partenariats extérieurs ou avec ACTIELEC Technologies.

Nous avons donc retraité les comptes de SODIELEC S.A., sur les deux exercices, pour présenter une version consolidée de la Branche Télécommunications, avec notamment le retraitement de l'intégralité des opérations liées au contrat DGA comptabilisées par ACTIELEC Technologies SA.

Libellé	**2004**	**2003**
Chiffre d'Affaires net	50.189.975 €	48.012.433 €
Produits d'Exploitation	56.089.293 €	51.580.650 €
Résultat d'Exploitation	5.189.408 €	4.998.966 €
Résultat Courant Avant Impôts	4.469.242 €	3.509.320 €
Résultat d'Ensemble Consolidé après A.E.A	4.466.619 €	1.743.636 €
Résultat Net Part du Groupe après A.E.A	4.454.698 €	1.732.243 €
Dotations aux A.E.A.	770 961 €	770.982 €
EBITDA (cf. § 1.1.8.3)	7 145 710 €	6 172 241 €

Le contrat DGA des stations terriennes tribandes s'est accéléré : 75 % a été facturé au 31 décembre 2004, 15 % du montant total restant à affermir.
Les premières livraisons des stations émissions-réémissions de la TNT ont été faites ainsi que leur validation par les principaux opérateurs.
Les activités respectives Réseaux et Aéronautique / Défense se sont maintenues à un bon niveau.

1.1.8.3 EBITDA

	31/12/2004		
	Branche Automotive	**Branche Télécom**	**Consolidé AT**
Chiffre d'Affaires Net	177 817 547	50 189 975	227 741 485
Produits d'Exploitation	184 186 059	56 089 293	240 008 667
Résultat d'Ensemble Consolidé	669 706	4 466 619	4 428 913
(+) Dotations A.E.A.	926 408	770 961	1 651 975
(+) Impôts Dus sur les Bénéfices	738 688	-776 847	-34 409
(+) Impôts Différés sur les Bénéfices	83 754	-585 870	-740 515
(+) Intérêts et Charges Assimilés	2 501 687	848 662	3 346 618
(-) Autres Intérêts et Produits Assimilés	40 650	54 571	95 227
(-) Produits Nets sur Cession Val. Mob.	3 635	492	17 449
(+) Dotations Amortissements Immobilisations	4 569 185	2 477 248	7 220 280
EBITDA	**9 445 143**	**7 145 710**	**15 760 186**

1.1.9 Objectifs 2005 – Evolution et perspectives d'avenir

1.1.9.1 Evolution du Chiffre d'Affaires

OBJECTIF 2005	Automotive	Télécommunications	TOTAL
CA Consolidé	180	50	230

1.1.9.2 Les perspectives d'avenir

1.1.9.2.1 Automotive

B.U. Diagnostic :
Plusieurs nouvelles opportunités en 2005 :

- ✓ Pour les OEM (Own Equipment Manufacturer) : appel d'offre du Groupe PSA, partenariat stratégique avec CAP GEMINI, pour la solution diagnostic groupe et nouveau partenariat avec un constructeur asiatique.
- ✓ Pour les usines : gain d'un constructeur.
- ✓ Pour le Multidiag : déploiement européen de notre gamme de solutions multimarques.

B.U. Systèmes Embarqués :

- ✓ Le gain de plusieurs affaires en 2003 et 2004 permettra de conforter notre Chiffre d'Affaires en 2005.
- ✓ Passage en production des nouveaux produits « *Instrumentation* » : Podium, ICU, Cluster,… 2005 sera aussi l'année du démarrage série du tachygraphe digital *Smartach*.

B.U. Services :

- ➢ Services
  - ✓ Poursuite du développement des productions automobiles de haut volume en Tunisie avec la mise en route d'un second produit.
  - ✓ Poursuite du transfert industriel des calculateurs Airbus et intégration.
  - ✓ Fin du désengagement auprès de différents clients peu rémunérateurs au cours du premier semestre et négociation sur les stocks restants.
  - ✓ Optimisation des stocks
- ➢ Pérennisation
  - ✓ Extension des activités « Observatoire de l'Obsolescence » à l'ensemble des sites COGEMA et pénétration du reste du Groupe AREVA.
  - ✓ Poursuite du développement dans le secteur militaire.

1.1.9.2.2 Télécommunications

B.U. Stations terriennes :
Le second contrat DGA pour les stations HD (au travers du maître d'œuvre industriel THALES) est en bonne voie ; l'activité commerciale ne démarrera réellement qu'en 2006 ; les applications civiles apportent leurs premières commandes.

B.U. Broadcast :
La mise en place du réseau TNT s'accélère, ainsi que l'ouverture à l'export.

B.U. Réseaux :
La numérisation des Réseaux de conduite et de contrôle de l'énergie doit se concrétiser dès 2005 après 2 ans de faible investissement.

B.U. Aéronautique / Défense :
De nouveaux contrats se mettent en place.

Le recentrage de la Branche Télécommunications sur 3 sites a commencé en février 2005 et conduira à une réduction notable des coûts de structure.

1.2 ACTIELEC TECHNOLOGIES : COMPTES SOCIAUX

Les comptes sociaux d'ACTIELEC Technologies S.A. font apparaître un Chiffre d'Affaires de 16,7 M€, en forte croissance (29 %) du fait de la montée en puissance du contrat DGA dont la Société est cocontractante. L'augmentation des charges est principalement liée à une provision pour rupture de contrat et à la préparation du passage aux IFRS.

Au titre de l'exercice 2004, les principaux indicateurs des comptes sociaux sont :

Chiffre d'Affaires net	16.652.359 €
Produits d'Exploitation	16.702.954 €
Résultat d'Exploitation	<1.419.291> €
Résultat Financier	403.753 €
Résultat Exceptionnel	448 €
Perte nette	<1.018.840> €

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes sociaux.

1.2.1 Les difficultés rencontrées

L'année 2004 a encore été marquée par des tensions au niveau de la trésorerie liées aux exercices 2002 et 2003. Le niveau d'intervention des banques s'est progressivement réduit (<4.156> k€ sur l'exercice). La Société a pu soutenir le BFR de ses filiales (+ 2.026 k€) et remplir ses engagements bancaires grâce à l'augmentation de capital.

1.2.2 Les évènements significatifs

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 septembre 2004 a autorisé l'appel au marché à concurrence de 4 125 000 titres maximum.
Dans le cadre de cette autorisation, le Directoire a effectué une opération de marché sous forme d'ABSEANE avec l'émission de 1 875 000 actions nouvelles assorties d'un BSA par action, au cours de 3,35 €.
Cette opération a généré une augmentation de capital de 6.281.250 €. Le Capital Social est passé de 12.806.906 € à 14.271.156 €, sur la base d'une valeur nominale de 0,75 € / action.
Les BSA liés à cette action donneront droit à la souscription d'une action nouvelle ou à l'achat d'une action existante pour 2 BSA, à la valeur de 4,50 €, au plus tard le 14 octobre 2007.
Un rapport du Directoire sur cette augmentation vous sera présenté au cours de cette Assemblée Générale.

1.2.3 L'affectation du résultat

En conformité avec la loi et à nos statuts, nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à une perte de 1.018.839,83 € au poste de Report à Nouveau.

Origine		
Report à Nouveau « solde créditeur »		12.241.113,78 €
Résultat de l'exercice : perte de		- 1.018.839,83 €
Affectation		
Compte « Report à Nouveau » qui s'établira à	11.222.273,95 €	
TOTAUX	**11.222.273,95 €**	**11.222.273,95 €**

1.2.3.1 Les distributions antérieures de dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'au cours des trois derniers exercices les distributions de dividendes par action ont été les suivantes :

Exercice	Dividende par action €	Avoir Fiscal par action €	Revenu Réel par action €	Dividende global distribué €
2001	0,06	0,03	0,09	1 029 192
2002	0,00	0,00	0,00	0
2003	0,00	0,00	0,00	0

1.2.3.2 Les charges non déductibles fiscalement (CGI 39-4)

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées par les articles 39-4 du Code Général des Impôts, soit la somme de 271,18 €, correspondant aux amortissements excédentaires sur les véhicules de fonction.
Cependant, aucun impôt n'est dû au titre de l'exercice 2004.

1.2.4 CAPITAL SOCIAL

1.2.4.1 Répartition du Capital Social

Nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 31 décembre 2004, plus de 5%, de 10%, de 20%, de 33,33 %, de 50%, ou de 66,66 % du Capital Social ou des droits de vote aux Assemblées Générales:

	Détention		Contrôle	
LP2C	8 215 208	43,17%	16 178 627	50,87%
SIDMIA International	1 147 153	6,03%	1 874 050	5,89%
SALVEPAR	3 069 617	16,13%	5 642 598	17,74%
Divers	801 388	4,21%	1 419 225	4,46%
Total Pacte d'actionnaires	13 233 366	69,55%	25 114 500	78,96%
Public	5 731 446	30,12%	6 691 219	21,04%
Autocontrôle	63 396	0,33%	-	0,00%
TOTAL	19 028 208	100,00%	31 805 719	100,00%

Au travers de deux protocoles de concert, les familles des dirigeants (Louis PECH et Pierre CALMELS), un industriel et un financier détiennent 13 233 366 titres (69,55 %) et contrôlent 25 114 500 droits de vote (78,96 %).
Le flottant s'établit donc à 30,45 % du nombre total d'actions, y compris l'autocontrôle.

Cette liste a connu des modifications au cours de l'exercice écoulé, principalement liées à l'augmentation de capital du 15 octobre 2004 et à une restructuration interne au sein du Groupe LP2C intervenue le 30 décembre 2004.

1.2.4.2 Actions propres détenues par la Société

Depuis l'opération de fusion ACTIELEC – MORS, la Société ACTIELEC Technologies détient 1 400 de ses actions.

- Par décisions successives des Assemblées Générales des 29 décembre 2000, 30 avril 2002,9 mai 2003 et 30 avril 2004, la Société a été autorisée à procéder au rachat de ses propres actions.

Au cours de l'exercice 2004, la Société n'a procédé à aucune acquisition de titres en Bourse et le nombre d'actions propres détenues par la Sociétés au 31 décembre 2004 reste identique à celui de la clôture de l'exercice précédent, soit : 63 396 actions.
La valeur d'achat reste inchangée à 443 470 € hors frais de négociation. Ce nombre d'actions, d'une valeur nominale totale de 47 547 €, représente 0,33 % du Capital Social.

1.2.4.3 Autres valeurs mobilières donnant accès au Capital Social

Nous vous rappelons que notre Société a émis des valeurs mobilières donnant accès au Capital Social, sous la forme de BSA (1 875 000 titres).
Vous trouverez en annexe le rapport spécial du Directoire relatif aux plans d'options de souscription ou d'achat d'actions relatant les opérations en cours de validité.

1.2.4.4 Vie Boursière du Titre

Comme il a été mentionné au paragraphe 1.2.2 et 1.2.4.3, une augmentation de capital a eu lieu le 15 octobre 2004 et a permis d'augmenter le flottant à 30 % contre 25 % en 2003. Depuis cette opération, la vie du titre a d'ailleurs montré une activité plus importante.

Au cours de l'exercice 2004, le total des titres échangés sur le code ISIN FR0000076655 a été de 1 871 581 soit une moyenne quotidienne de 7 226 titres sur 259 jours de Bourse

En 2004, le cours en valeur de clôture a varié :

- Plus haut 4,88 € (31/12/2004)
- Plus bas 2,65 € (23/01/2004)
- Clôture 4,73 € (31/12/2004)

Les BSA assortis aux actions nouvelles ont pu être cotés pour la première fois le 22 octobre 2004 au cours de 0,15 € contre 0,06 € à l'émission le 15 octobre 2004, sous le code ISIN FR0010121061. Le volume moyen quotidien échangé a été de 6.336 titres avec le cours le plus haut, à la clôture du 31/12/04, à 0,48 €.

1.2.4.5 Autorisation d'un programme de rachat d'actions par la Société

Nous vous proposons de conférer au Directoire, pour une période de dix huit mois, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 0,5 % du nombre d'actions du Capital Social.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2004.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue uniquement d'assurer l'animation du marché par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie admise par l'AMF.

1.2.5 Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Il est à noter la confirmation de la tendance de fin d'exercice sur la vie boursière du titre ACTIELEC Technologies avec la croissance des volumes échangés (moyenne journalière depuis le 1er janvier 2005 à 37.317) et avec un niveau de cours qui a constamment progressé (plus haut 6,89 € le 9 mars 2005 – plus bas 4,44 € le 17 janvier 2005).

La cotation du BSA a elle-même connu une belle progression en ce début d'exercice avec un cours le plus bas le 3 janvier 2005 de 0,49 €, un cours le plus haut le 9 mars 2005 de 2,00 € et des volumes moyens de 10.151 titres.
Nous pouvons par ailleurs signaler la transformation des 70 premiers BSA en actions existantes (35).

1.3 TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DES 5 DERNIERES ANNEES

En Euros	2000	2001	2002	2003	2004
Capital en fin d'exercice					
Capital social	12 864 906	12 864 906	12 864 906	12 864 906	14 271 156
Nbre d'actions ordinaires existantes	17 153 208	17 153 208	17 153 208	17 153 208	19 028 208
Nbre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	240 000	1 177 500
Opérations et Résultats de l'exercice					
Chiffre d'Affaires hors taxes	12 729 316	3 770 448	9 585 941	12 889 205	16 652 359
Résultat avant impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	-4 506 062	11 602 345	1 914 298	-2 380 375	91 623
Impôt sur les sociétés	19 056	0	3 811	15 245	3 750
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	-2 493 339	11 558 375	1 713 366	121 570	-1 018 840
Résultat distribué	0	1 029 192	0	0	0
Résultats par action					
Résultat après impôt mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-0,26	0,68	0,11	-0,14	0,00
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	-0,15	0,67	0,10	0,01	-0,05
Dividendes attribués à chaque action (Brut)	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00
Dividendes attribués à chaque action à dividende prioritaire (Brut)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif MOYEN des salariés employés pendant l'exercice	140	6	6	7	7
Montant de la masse salariale de l'exercice	5 920 010	595 984	716 135	687 909	786 270
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc…)	2 836 369	238 617	283 540	282 850	326 414

1.4 LES DIRIGEANTS SOCIAUX

1.4.1 Composition du Conseil de Surveillance et du Directoire

Louis PECH	Président du Conseil de Surveillance
Pierre CALMELS	Vice-Président du Conseil de Surveillance
SALVEPAR S.A. - représentant permanent Pierre DEGEORGE	Membre du Conseil de Surveillance
Günther THRUM	Membre du Conseil de Surveillance
Véronique VEDRINE	Membre du Conseil de Surveillance
Alain COSTES	Membre du Conseil de Surveillance
Christian DESMOULINS	Président du Directoire
Catherine MALLET	Membre du Directoire
Marine CANDELON-BONNEMAISON	Membre du Directoire

1.4.2 Liste des mandats et des fonctions exercés par les mandataires sociaux

➢ **Louis PECH**, Président du Conseil de Surveillance de la Société ACTIELEC Technologies, exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- *Mandats*

➢ Président :

✓ du Conseil d'Administration de ACTIA, Société Anonyme au Capital de 15 443 593 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 389 187 360 RCS TOULOUSE ;

✓ du Conseil d'Administration de ENERTEC HOLDING, Société Anonyme au Capital de 2 636 520 €, 185 avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART, 413 057 985 RCS NANTERRE ;

✓ Directeur Général de FONDERIES FINANCIERE MERCIE, Société Anonyme au Capital de 597.360 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 550 802 128 RCS TOULOUSE ;

✓ du Directoire de LP2C, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire au Capital de 5.876.400 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 384 043 352 RCS TOULOUSE ;

✓ du Comité d'Orientation de l'ANVAR MIDI-PYRENEES, 12 Rue Michel Labrousse, 31100 TOULOUSE ;

➢ Administrateur :

✓ de IDE INGENIERIE, Société Anonyme au Capital de 57.150 €, 4 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 381 438 076 RCS TOULOUSE ;

✓ de ENERTEC, Société Anonyme au Capital de 3 124 200 €, 185 avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART, 382 360 956 RCS NANTERRE ;

✓ de ACTIA VIDEOBUS Paher SA, Poligono Industrial « los Olivos », C/Calidad 66, 28906 GETAFE MADRID ESPAGNE ;

✓ de ACTIA DE MEXICO SA de CV, Av Central N° 176 Nueva Industrial Vallejo, CP 07700 MEXICO D.F MEXIQUE ;

✓ de KARFA CORPORATIVO SA de CV, Société de droit mexicain à Capital variable, MEXICO (CP 07700 MEXICO DF) Av Central N° 176, Nueva Industrial Vallejo Mexique, numéro d'identification fiscal KC 0940810384 ;

✓ de ACTIA ITALIA Srl, Corso Unione Sovietica 612/3/C, 10135 TORINO ITALIE ;

✓ de ACTIA INC (USA), 52765 Bridger Court ELKHART – INDIANA 46517 USA ;

✓ de ACTIA INDIA PRIVATE LIMITED, Société de droit indien au Capital de 500.000 INP, Noida 201 301 C-15 Sector 58, n° identification : U72200DL2002PTC115786, INDE ;

✓ de la Société ACTIA NORDIC AB, Société Anonyme au Capital de 125 000 SEK, Box 8081 Salagan 40, SE 163 08 SPANGA, SUEDE.

✓ de ESPACES SPORTS TECHNOLOGIES (ESPORTEC), Société Anonyme au Capital de 38.150,37 €, Parc Aéronautique, 27 Avenue Georges Guynemer, 31770 COLOMIERS, 400 557 096 RCS TOULOUSE ;

✓ de la SOCIETE D'EPARGNE LOCALE DE TOULOUSE NORD, 42 Rue du Languedoc 31000 TOULOUSE ;

- ✓ de l'Association EUROSUD TRANSPORT ATLANTIQUE MEDITERANNEE, 4 Rue Godolin, 31000 TOULOUSE ;

➢ Membre du Conseil Consultatif :

- ✓ de ACTIA DO BRASIL (Brésil), Av Sao Paulo – 555 CEP 90230-161 Sao Geraldo - PORTO ALEGRE RS BRESIL ;

➢ Membre du Comité de Direction :

- ✓ de ACTIA CORP (USA), 52765 Bridger Court ELKHART – INDIANA 46517 USA ;

➢ Représentant permanent :

- ✓ de ACTIELEC Technologies dans la Société PILGRIM, Société Anonyme au Capital de 2.515.843,26 €, 25 chemin de Pourvourville - 31400 TOULOUSE, 403 566 375 RCS TOULOUSE ;
- ✓ de ACTIELEC Technologies dans la Société SODIELEC, Société Anonyme au Capital de 3.583.056 €, route de Mayres BP 9 12100 SAINT-GEORGES DE LUZENCON, 699 800 306 RCS MILLAU ;
- ✓ de LP2C dans la Société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE, Société Anonyme au Capital de 100 000 €, Mairie de Rochefort sur Nenon - 39700 ROCHEFORT SUR NENON, 418 167 953 RCS DOLE ;
- ✓ de ACTIA dans la Société ACTIA MULLER SERVICES, Société Anonyme au Capital de 626 997,25 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 350 183 182 RCS TOULOUSE ;
- ✓ de ACTIA dans la Société AIXIA, Société Anonyme au Capital de 102.600 €, Allée B 130 BP 282 Savoie-Technolac - 73375 LE BOURGET DU LAC CEDEX, 381 805 514 RCS CHAMBERY ;
- ✓ de ACTIELEC Technologies dans la Société DATENO, Société Anonyme au Capital de 816.000 €, rue Amiral Bérenger ZAC Ville-es-Passants II - 35800 DINARD, 897 280 418 RCS SAINT-MALO (*fusion par absorption de la Société DATENO par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;
- ✓ de LP2C dans la Société CIPI, Société Anonyme au Capital de 500.000 Dinars, 2 rue des Entrepreneurs ZI Cherguia II - 2035 Tunis- Cartage, RC B 180122000 Tunis, TUNISIE ;
- ✓ de LP2C dans la Société MORS Technologies, Société par Actions Simplifiée au Capital de 130.000 €, La Confrérie BP 22 - 13610 LE PUY STE-REPARADE, 432 005 569 RCS AIX (*fusion par absorption de la Société MORS Technologies par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;
- ✓ de ACTIELEC Technologies dans la Société EBIM, Société par Actions Simplifiée au Capital de 945 600 €, ZI St-Joseph - 04100 MANOSQUE, 378 940 555 RCS MANOSQUE (*fusion par absorption de la Société EBIM par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;

➢ Gérant :

- ✓ de ORBIEU, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, rue des Vignes - FERRALS LES CORBIERES 11200 LEZIGNAN LES CORBIERES, 384 134 979 RCS NARBONNE (*fusion par absorption de la Société ORBIEU par la Société LP2C le 30 décembre 2004*) ;
- ✓ de LA VOIX, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, COZ CASTEL - 22500 PAIMPOL, 383 737 566 RCS PAIMPOL (*fusion par absorption de la Société LA VOIX par la Société LP2C le 30 décembre 2004*) ;
- ✓ de la SCI DE L'ORATOIRE, Société Civile Immobilière au Capital de 1.500 €, 10 avenue Edouard Serres - 31770 COLOMIERS, 345 291 405 RCS TOULOUSE ;
- ✓ de la SCI du 4 Rue Jules Védrines, Société Civile Immobilière au Capital de 374.544 €, 4 Rue Jules Védrines - 31000 TOULOUSE, 352 073 944 RCS TOULOUSE ;

➢ Vice-Président :

✓ de l'Association LE CERCLE D'OC, Place Marcel Dassault – 31700 BLAGNAC ;

➢ Conseiller :

✓ de la BANQUE DE FRANCE de TOULOUSE, 4 Rue Deville - 31000 TOULOUSE ;

✓ du COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE, 22 Avenue Franklin Roosevelt BP 303 - 75365 PARIS CEDEX 08 ;

➢ Censeur :

✓ de la BANQUE TOFINSO, Société Anonyme au Capital de 26.737.450,57 €, 11 allées Franklin Roosevelt BP n° 2 – 31012 TOULOUSE Cedex, 560 800 831 RCS TOULOUSE ;

- *Fonction*

Directeur dans la Société LP2C, S.A. à Conseil de Surveillance et à Directoire au Capital de 5.876.400 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE.

➢ **Pierre CALMELS**, Vice-Président du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- *Mandats*

➢ Président :

✓ du Conseil de Surveillance de LP2C, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire au Capital de 5.876.400 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 384.043.352 RCS TOULOUSE ;

✓ du Conseil d'Administration de SODIELEC, Société Anonyme au Capital de 3.583.056 €, route de Mayres BP 9 12100 SAINT-GEORGES DE LUZENCON, 699.800.306 RCS MILLAU ;

✓ Directeur Général de PILGRIM, Société Anonyme au Capital de 2.515.843,26 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 403 566 375 RCS TOULOUSE ;

➢ Vice-Président et Administrateur :

✓ de ACTIA, Société Anonyme au Capital de 15.443.593 €, 25 Chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 389.187.360 RCS TOULOUSE ;

✓ de FONDERIES FINANCIERE MERCIE, Société Anonyme au Capital de 597.360 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 550.802.128 RCS TOULOUSE ;

➢ Administrateur :

✓ de AIXIA, Société Anonyme au Capital de 102.600 €, Allée B 130 BP 282 Savoie-Technolac - 73375 LE BOURGET DU LAC CEDEX, 381.805.514 RCS CHAMBERY ;

✓ de IDE INGENIERIE, Société Anonyme au Capital de 57.150 €, 4 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 381.438.076 RCS TOULOUSE ;

- ✓ de ACTIA VIDEOBUS Paher S.A., Poligono Industrial « los Olivos », C/Calidad 66, 28906 GETAFE – MADRID ESPAGNE ;

- ✓ de ACTIA DE MEXICO SA de CV, AV Central N° 176 Nueva Industrial Vallejo, CP 07700 MEXICO D.F MEXIQUE ;

- ✓ de KARFA CORPORATIVO SA de CV, Société de droit mexicain à Capital Variable, MEXICO (CP 07700 MEXICO DF) Av Central N° 176 Nueva Industrial Vallejo, n° d'identification fiscal KC 0940810384, MEXIQUE ;

- ✓ de ENERTEC Holding Société Anonyme au Capital de 2 636 520 €, 185 Avenue du Général De Gaulle BP 316 – 92143 CLAMART Cedex, 413 057 985 RCS NANTERRE ;

- ✓ de ENERTEC Société Anonyme au Capital de 3 124 200 €, 185 Avenue du Général De Gaulle BP 316 – 92143 CLAMART Cedex, 382 360 956 RCS NANTERRE ;

- ✓ de ACTIA INC (USA), 52765 Bridger Court ELKHART – INDIANA 46517, USA ;

- ✓ de ACTIA ITALIA Srl, Corso Unione Sovietica 612/3/C, 10135 TORINO ITALIE ;

- ✓ de ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE, Société Anonyme au Capital de 100 000 €, Mairie de Rochefort sur Nenon - 39700 ROCHEFORT SUR NENON, 418.167.953 RCS DOLE ;

- ✓ de ACTIA MULLER SERVICES, Société Anonyme au Capital de 626.997,25 €, 25 Chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 350.183.182 RCS TOULOUSE ;

➢ Membre du Conseil Consultatif :

- ✓ de ACTIA DO BRASIL (Brésil), Av Sao Paulo – 555 CEP 90230-161 Sao Geraldo - PORTO ALEGRE RS BRESIL ;

➢ Membre du Comité de Direction :

- ✓ de ACTIA CORP (USA), 52765 Bridger Court ELKHART – INDIANA 46517 USA ;

➢ Représentant permanent :

- ✓ de ACTIELEC Technologies dans CIPI, Société Anonyme au Capital de 500.000 Dinars, Zone Industrielle de la Cherguia, 2 Rue des Entrepreneurs 2035 TUNIS, Carthage, RCS TUNIS B 180.122.000 ;

- ✓ de ACTIELEC Technologies dans la Société MORS Technologies, Société par Actions Simplifiée au Capital de 130.000 €, La Confrérie BP 22 - 13610 LE PUY STE-REPARADE, 432.005.569 RCS AIX EN PROVENCE ; (*fusion par absorption de la Société MORS Technologies par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;

- ✓ de SODIELEC dans la Société DATENO, Société Anonyme au Capital de 816.000 €, rue Amiral Bérenger ZAC Ville-es-Passants II - 35800 DINARD, 897.280.418 RCS SAINT-MALO (*fusion par absorption de la Société DATENO par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;

- ✓ de LP2C dans la Société FONDERIE MERCIE EUROPE, Société Anonyme au Capital de 500.000 €, 11 avenue de la Marcaissonne - 31400 TOULOUSE, 391.888.062 RCS TOULOUSE ;

- ✓ de SODIELEC dans la Société EBIM, Société par Actions Simplifiée au Capital de 945.600 €, ZI St-Joseph - 04100 MANOSQUE, 378.940.555 RCS MANOSQUE (*fusion par absorption de la Société EBIM par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;

- ✓ de ACTIA MULLER SERVICES dans la Société TECNO FRANCE, Société Anonyme au Capital de 152.000 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 342.201.563 RCS TOULOUSE ;

➢ Gérant :

- ✓ de la SCI LES COTEAUX DE POUVOURVILLE, Société Civile Immobilière au Capital de 91.500 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 343.074.738 RCS TOULOUSE ;

- ✓ de la SC LA VOIX, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, COZ CASTEL - 22500 PAIMPOL, 373.737.566 RCS PAIMPOL (*fusion par absorption de la Société LA VOIX par la Société LP2C le 30 décembre 2004*) ;

- ✓ de la SC ORBIEU, Société Civile au Capital de 3.173.058 €, rue des Vignes - FERRALS LES CORBIERES 11200 LEZIGNAN LES CORBIERES, 384.134.979 RCS NARBONNE (*fusion par absorption de la Société ORBIEU par la Société LP2C le 30 décembre 2004*) ;

- ✓ de SCIPIA, Société Civile à Capital Variable, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 344.081.278 RCS TOULOUSE ;

- ✓ de la SCI DE L'ORATOIRE, Société Civile Immobilière au Capital de 1.500 €, 10 avenue Edouard Serres - 31770 COLOMIERS, 345.291.405 RCS TOULOUSE ;

- ✓ de la SCI du 4 Rue Jules Védrines, Société Civile Immobilière au Capital de 374.544 €, 4 Rue Jules Védrines - 31000 TOULOUSE, 352.073.944 RCS TOULOUSE.

· *Fonction* : néant

➢ **La Société SALVEPAR**, Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées.

· *Mandats*

➢ Administrateur :

- ✓ de AFICA – AFFINAGE CHAMPAGNE ARDENNES, Société au Capital de 1.216.000 €, BP 13, 51100 BAZANCOURT, 336 780 408 RCS REIMS ;

- ✓ de CROMETAL, Société au Capital de 14.076.829,73 €, 251 boulevard Péreire 75582 PARIS CEDEX 17, 562 086 967 RCS PARIS (démission du poste d'Administrateur le 16 novembre 2004) ;

- ✓ de FAVI-LE LAITON INJECTE, Société au Capital de 960.000 €, LE LAITON INJECTE, BP 5, 80490 HALLENCOURT, 778 151 563 RCS ABBEVILLE ;

- ✓ de GROUPE LIPPI, Société au Capital de 1.897.000 €, La Fouillouse 16440 MOUTHIERS, 304 541 246 RCS ANGOULEME ;

- ✓ de NORINCO, Société au Capital de 2.667.857,80 €, 25 rue Aristide Briand BP 157 60111 MERU CEDEX, 592 029 425 RCS BEAUVAIS (démission du poste d'Administrateur le 28 juillet 2004) ;

- ✓ de RG SAFETY, Société au Capital de 18.563.825 €, 74 rue du Docteur Lemoine 51100 REIMS, 420 625 394 RCS REIMS ;

- ✓ de SAMSE, Société au Capital de 3.122.234 €, 26 rue du Colonel Dumont 38000 GRENOBLE, 056 502 248 RCS GRENOBLE.

➢ **Pierre DEGEORGE**, représentant permanent de la Société SALVEPAR, Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

- *Mandats*

➢ Représentant Permanent de la Société SALVEPAR aux Conseils de :

- ✓ AFICA – AFFINAGE CHAMPAGNE ARDENNES, Société à Conseil d'Administration au Capital de 1.216.000 €, BP 13 51100 BAZANCOURT, 336 780 404 RCS REIMS ;

- ✓ FAVI-LE LAITON INJECTE, Société à Conseil d'Administration au Capital de 960.000 €, LE LAITON INJECTE BP 5 80490 HALLENCOURT, 778 151 563 RCS ABBEVILLE ;

- ✓ GROUPE LIPPI, Société à Conseil d'Administration au Capital de 1.897.000 €, La Fouillouse 16440 MOUTHIERS, 304 541 246 RCS ANGOULEME ;

- ✓ RG SAFETY, Société à Conseil d'Administration au Capital de 18.563.825 €, 74 rue du Docteur Lemoine 51100 REIMS, 420 625 394 RCS REIMS ;

- *Fonction*

Directeur Général Adjoint de la SOCIETE ALSACIENNE ET LORRAINE DE VALEURS, d'ENTREPRISES ET DE PARTICIPATIONS – SALVEPAR, S.A. au Capital de 12.523.408 €, 8, rue Félix Pyat 92972 PARIS LA DEFENSE CEDEX, 552 004 327 RCS NANTERRE.

➢ **Günther THRUM,** Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes

- *Mandats*

➢ Administrateur :

- ✓ de ENERTEC Holding, Société Anonyme au Capital de 2 636 520 €, 185 avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART, 413 057 985 RCS NANTERRE ;

➢ Gérant :

- ✓ de la Société SIDMIA, Société en Commandite Simple au Capital de 353.400 €, 58 Avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, 722 044 764 RCS NANTERRE ;

- ✓ de la Société SIDMIA INTERNATIONAL, Société à Responsabilité Limitée au Capital de 15.000 €, 58 Avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, 348 900 564 RCS NANTERRE.

· *Fonction : néant*

➢ **Alain COSTES,** Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes

· *Mandats*

➢ Président :

- ✓ du Conseil d'Administration de RENATER – Le Réseau National de Télécommunications pour la Technologie, l'Enseignement et la Recherche.

➢ Vice Président :

- ✓ de l'ADERMIP – Association pour le Développement de l'Enseignement, de l'Economie et des Recherches de Midi Pyrénées – 32 Rue des cosmonautes – 31400 TOULOUSE,
- ✓ de l'IERSET – Institut Européen de Recherche sur les Systèmes Embarqués et leurs Technologies – 42, avenue du général de Croutte, 31100 Toulouse.

➢ Administrateur :

- ✓ de la Société ACTIA, Société Anonyme au Capital de 15.443.593 €, dont le Siège Social est 25 Chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 389.187.360 RCS TOULOUSE ;
- ✓ de l'Université Technologique de Compiègne.

➢ Membre :

- ✓ du Conseil de Surveillance de la Société ACTIELEC Technologies, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire au Capital de 14.271.156 €, 25, chemin de Pouvourville, 31400 TOULOUSE, 542.080.791 RCS TOULOUSE.

➢ Conseiller Technique :

- ✓ à la CCI de TOULOUSE.

· *Fonctions*

- ✓ Professeur à l'INP – 6 Allées Emile Monso – 31000 TOULOUSE ;
- ✓ Cadre scientifique au LAAS-CNRS – 7 Avenue du Colonel Roche – 31077 TOULOUSE Cedex 04 ;
- ✓ Membre de l'Académie des Technologies.

➢ **Véronique VEDRINE,** Membre du Conseil de Surveillance de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes

· *Mandats*

➢ Censeur :

- ✓ de la BANQUE TOFINSO, Société Anonyme au Capital de 26.737.450,57 €, 11 allées Franklin Roosevelt BP n° 2 – 31012 TOULOUSE Cedex, 560 800 831 RCS TOULOUSE ;

- ✓ de la Société Midi-Pyrénées Création, Société Anonyme au Capital de 6.357.210 €, 18 place Dupuy - 31000 TOULOUSE, 408.171.601 RCS TOULOUSE ;

➢ Conseiller Technique :

- ✓ de l'Institut Régional Développement Industriel, 10 place Alfonse Jourdain 31000 TOULOUSE ;

· *Fonction*

Directeur Régional à la Banque du Développement des PME Société Anonyme au Capital de 337.230.064 €, 27 avenue du Général Leclerc – 94700 MAISONS ALFORT, 320 252 489 RCS CRETEIL.

➢ **Christian DESMOULINS,** Président du Directoire de la Société exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

· *Mandats*

➢ Directeur Général et Administrateur :

- ✓ de la Société ACTIA, Société Anonyme au Capital de 15.443.593 €, Chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 389.187.360 RCS TOULOUSE ;

➢ Président du Conseil d'Administration

- ✓ de l'Ecole Nationale Supérieure Mécanique et Microtechnique de Besançon (Etablissement Public), 26 Chemin de l'Epitaphe – 25030 BESANÇON Cedex ;

➢ Administrateur

- ✓ de la Société SODIELEC , Société Anonyme au Capital de 3.583.056 €, Route de Mayres – BP 9 – 12100 SAINT GEORGES DE LUZENCON, 699.800.306 RCS MILLAU ;
- ✓ de la Société CIPI, Société Anonyme au Capital de 500.000 Dinars, Rue des Entrepreneurs, ZI Charguia II – 2080 ARIANA-Aéroport – TUNISIE ;
- ✓ de la Société ACTIA NORDIC AB, Société Anonyme au Capital de 125 000 SEK, Box 8081 Salagan 40, SE 163 08 SPANGA, SUEDE ;
- ✓ de ENERTEC Holding, Société Anonyme au Capital de 2 636 520 €, 185 avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART, 413 057 985 RCS NANTERRE ;
- ✓ de ENERTEC Société Anonyme au Capital de 3 124 200 €, 185 avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART, 382 360 956 RCS NANTERRE.
- ✓ de l'ANVAR – 43 Rue de Caumartin – 75436 PARIS Cedex 09 ;
- ✓ de l'Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs en Arts Chimiques et Technologiques, 118 Route de Narbonne – 31077 TOULOUSE Cedex ;
- ✓ du Club des Affiliés du LAAS-CNRS, 7 Avenue du Colonel Roche – 31077 TOULOUSE Cedex ;
- ✓ de l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT), 41 Boulevard des Capucines - 75002 PARIS ;

➢ Gérant

✓ de la SCI LES COTEAUX DE POUVOURVILLE, Société Civile au Capital de 91.500 €, 25 chemin de Pouvourville 31400 TOULOUSE, 343.074.738 RCS TOULOUSE ;

· *Fonction*

Contrat de travail dans la Société LP2C Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire au Capital de 5.876.400 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 384 043 352 RCS TOULOUSE .

➢ **Marine CANDELON-BONNEMAISON,** Membre du Directoire de la Société exerce également les mandats suivants dans les sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

· *Mandats*

➢ Membre du Directoire

✓ de LP2C, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire au Capital de 5.876.400 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 384.043.352 RCS TOULOUSE ;

➢ Administrateur :

✓ de ACTIA, Société Anonyme au Capital de 15 443 593 €, 25 Chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 389.187.360 RCS TOULOUSE.

· *Fonction*

Directeur dans la Société LP2C, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire au Capital de 5 876 400 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 384.043.352 RCS TOULOUSE.

➢ **Catherine MALLET,** Membre du Directoire de la Société exerce également les mandats suivants dans les Sociétés ci-après désignées et les fonctions suivantes :

· *Mandats*

➢ Membre du Directoire :

✓ de la Société LP2C, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire au Capital de 5 876 400 €, 25 Chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 384.043.352 RCS TOULOUSE ;

➢ Administrateur :

✓ de FONDERIES FINANCIERE MERCIE, Société Anonyme. au Capital de 597.360 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 384.043.352 RCS TOULOUSE ;

✓ de MORS Technologies, Société par Actions Simplifiée au Capital de 130.000 €, La Confrérie BP 22 - 13610 LE PUY STE-REPARADE, 432.005.569 RCS AIX EN PROVENCE (*fusion par absorption de la Société MORS Technologies par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;

✓ de EBIM, Société par Actions Simplifiée au Capital de 945.600 €, ZI St-Joseph - 04100 MANOSQUE, 378.940.555 RCS MANOSQUE (*fusion par absorption de la Société EBIM par la Société SODIELEC le 30 décembre 2004*) ;

- ✓ de PILGRIM, Société Anonyme au Capital de 2.515.843,26 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 403.566.375 RCS TOULOUSE ;

➢ Représentant permanent :

- ✓ de LP2C dans ENERTEC Holding, Société Anonyme au Capital de 2 636 520 €, 185 avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART, 413 057 985 RCS NANTERRE ;
- ✓ de LP2C dans ENERTEC Société Anonyme au Capital de 3 124 200 €, 185 avenue du Général de Gaulle - 92140 CLAMART, 382 360 956 RCS NANTERRE.

· *Fonction*

Contrat de travail d'Attachée de Direction dans ACTIELEC Technologies, Société Anonyme au Capital de 14.271.156 €, 25 chemin de Pouvourville - 31400 TOULOUSE, 542.080.791 RCS TOULOUSE.

1.4.3 Les nominations, renouvellements et ratification de cooptation

Aucun mandat des membres du Conseil de Surveillance n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

1.4.4 Jetons de présence et rémunérations

Aucun jeton de présence n'a été attribué aux membres du Conseil de Surveillance au cours de l'exercice 2004.

Les rémunérations versées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 sont les suivantes :

Mandataires	Dans la société			Dans les sociétés contrôlées	Dans les sociétés contrôlantes	
(quelle que soit la durée du mandat pendant l'exercice)	Rémunérations versées au titre : du mandat	Rémunérations versées au titre : Autres	Avantages en nature	Rémunérations et avantages en nature	Rémunérations	Avantages en nature
Louis PECH	0	0	0	0	242 558	3 317
Pierre CALMELS	0	0	0	0	72 000	0
Günther THRUM	0	0	0	0	0	0
Pierre DEGEORGE/SALVEPAR	0	0	0	0	0	0
Véronique VEDRINE	0	0	0	0	0	0
Alain COSTES	0	0	0	0	0	0
Christian DESMOULINS	0	0	0	0	224 648	1 782
Catherine MALLET	0	56 929	1 349	0	0	0
Marine CANDELON	0	0	0	0	30 940	1 795
TOTAL	**0**	**56 929**	**1 349**	**0**	**570 146**	**6 894**

1.4.5 Transactions effectuées sur les titres de la Société

Sur l'ensemble de l'exercice, les mandataires sociaux ont effectué les transactions suivantes :

	Flux bruts 2004		Positions ouvertes au dernier jour de l'exercice	
	Achat	**Vente**	**Positions à l'achat**	**Positions à la vente**
Nombre de mandataires concernés	5	5	Néant	Néant
Nombre de titres	1 233 975	862 854	Néant	Néant
Prix moyen pondéré	3,05	2,87	Néant	Néant

1.5 LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aucun mandat de Commissaires aux Comptes n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

1.6 LES SALARIES

1.6.1 La quotité de Capital détenu à la clôture de l'exercice

A la clôture de l'exercice il n'y a pas de participation des salariés telle que définie à l'article L225-102 du Code de Commerce dans le Capital Social de la Société.

1.6.2 Augmentation de Capital réservée

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 septembre 2004 a donné tous pouvoirs au Directoire à l'effet de réaliser une augmentation de capital réservée aux adhérents d'un P.E.E dans la limite de 3 % du Capital aux moments et conditions qu'il jugera opportuns.

1.6.3 Nomination d'actionnaires salariés en qualité de membre du Conseil de Surveillance

Nous vous informons que le Conseil n'a reçu aucune candidature.

1.6.4 Désignation de membres du Conseil de Surveillance par les salariés

La participation des salariés telle que définie à l'article L225-102 du Code de Commerce étant inférieure à 3 % du Capital Social de notre Société il n'y a pas lieu de prévoir la mise en place des dispositions relatives à la désignation de membres du Conseil de Surveillance par les salariés.

1.7 LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L 225- 86 du Code de Commerce régulièrement autorisées par le Conseil de Surveillance.
Vos Commissaires aux Comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui vous sera lu dans quelques instants.
Depuis la date de clôture, aucune convention n'a été autorisée par le Conseil de Surveillance.

1.8 LES CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITE

1.8.1 Emploi

1.8.1.1 Les effectifs

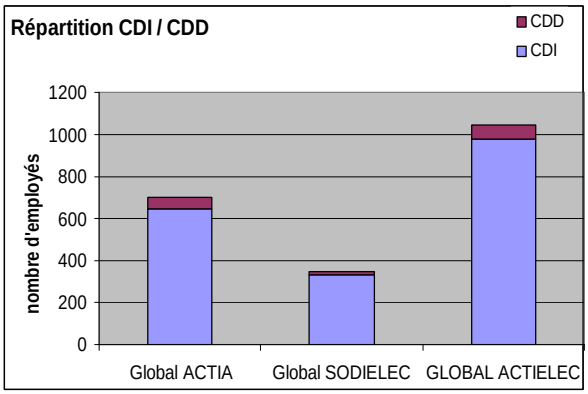
Les données au 31 décembre 2004 recueillies et présentées ci-après concernent les structures françaises suivantes, avec le nombre d'employés spécifié :

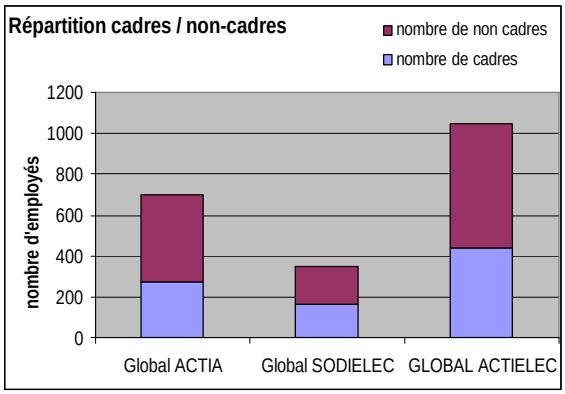
Holding : 7 salariés
Dont : ✓ ACTIELEC Technologies Pouvourville (7 salariés)

Automotive : 700 salariés
Dont : ✓ ACTIA Pouvourville (271 salariés)
✓ ACTIA Colomiers (231 salariés)
✓ ACTIA Muller Services Champlan (25 salariés)
✓ ACTIA Muller Services Lucé (147 salariés)
✓ ATON (14 salariés)
✓ AIXIA (11 salariés)
✓ PILGRIM Pouvourville (1 salarié)

Télécommunications : 347 salariés
Dont : ✓ SODIELEC Millau (95 salariés)
✓ SODIELEC Dinard (68 salariés)
✓ SODIELEC Manosque (80 salariés)
✓ SODIELEC Provence (104 salariés)

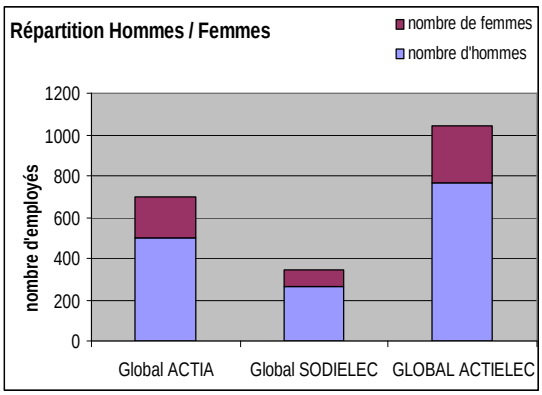
A noter que le périmètre social prend donc en compte toutes les Sociétés françaises du Groupe, à la différence de la partie environnementale, qui inclut cette année le site Tunisien de CIPI.





Au 31 décembre 2004, les effectifs du Groupe sont de 1.942 personnes. Les effectifs concernés par ce rapport sont de 1.054 personnes, contre 1.030 à la même date en 2003.

Les effectifs se répartissent comme suit :
✓ 42 % de cadres
✓ 58 % de non cadres
On constate une répartition a peu près équivalente quelle que soit la branche du Groupe considérée.



Dépendant peu de la branche considérée, la répartition Hommes / Femmes est la suivante :

- ✓ 73 % d'hommes
- ✓ 27 % de femmes

Concernant le type de contrats, le Groupe emploie surtout des CDI, avec une proportion de moins de 6 % de CDD. Les résultats sont présentés dans le graphe ci dessus.

1.8.1.2 Embauches

Tous les sites considérés, à l'exception de SODIELEC Provence, ont embauché au cours de l'année 2004. Sur le périmètre étudié, le Groupe a embauché 133 personnes (127 en 2003) dont 65 personnes en CDD, et 68 personnes en CDI. Concernant les contrats à durée déterminée, les CDD longue durée (plus de 6 mois) représentent 57 %, tandis que les CDD de moins de 6 mois représentent 43 %. Il est à noter que les recrutements n'ont pas posé de problèmes particuliers.

Le recours au travail en intérim a aussi été utilisé sur 2004, avec près de 67 intérimaires sur la totalité des filiales considérées. A noter que la Branche Télécommunications n'a fait appel qu'à 4 intérimaires (SODIELEC Bretagne), tous les autres étant intervenus sur la partie Automotive, et plus particulièrement sur le site de production d'ACTIA Colomiers. Les durées moyennes de missions d'intérim oscillent entre 1 mois et 6 mois.

La Branche Automotive emploie aussi des contrats type qualification, alternance, ou encore insertion. On distingue ainsi 13 contrats de ce type sur 2004, dont 2 ont été suivis d'embauches.

Enfin, le Groupe fait appel à des stagiaires dans le cadre de formations diplomantes : 8 personnes sur 2004, dont 3 ont été embauchées par la suite.

1.8.1.3 Licenciements et démissions

10 personnes ont été licenciées sur 2004, dont 7 cadres, et 3 non cadres, essentiellement pour faute ou faute grave. Parmi elles, 9 sont des hommes.

Concernant les démissions, le Groupe a enregistré sur ses filiales :

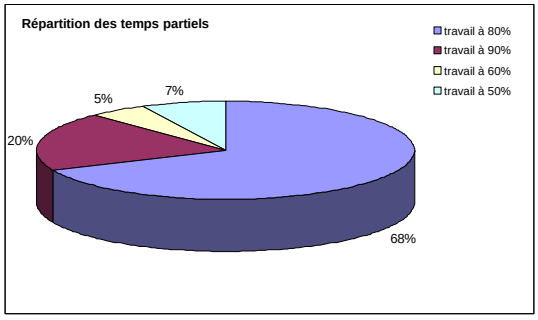
- ✓ 16 démissions d'employés non cadres
- ✓ 14 démissions de cadres

1.8.2 Organisation du temps de travail

Organisation du temps de travail:

Dans le cadre de la législation française, les filiales concernées ont signé un accord « 35 heures ». Les cadres et assimilés sont employés selon un forfait annuel de jours de travail; les autres employés bénéficient de l'horaire hebdomadaire légal de 35 h en temps plein.

Au sein des filiales, le travail est organisé en 5 jours.
Seul le site de Colomiers, qui présente une activité de production a une organisation en 2/8.



Temps partiels:
Sur les 1.054 employés du Groupe (pour le périmètre considéré), 41 personnes sont employées à temps partiel. Parmi elles, 88 % sont des femmes, et 12 % sont des hommes. La répartition du temps partiel est détaillée dans le graphe ci-contre.

Heures supplémentaires:
Le global des heures supplémentaires s'élève à 8.285 heures dont 4 % ont été effectuées par les cadres, et 96 % par les non cadres. Il convient aussi de préciser que les heures supplémentaires n'ont été enregistrées que sur la Branche Automotive, la Branche Télécommunications n'en ayant effectué aucune.

1.8.3 Relations professionnelles et sociales

Convention collective:
La totalité des sites du Groupe est rattachée à la convention nationale de la métallurgie, via ses antennes régionales.

Représentation des organisations syndicales et représentants du personnel:
Sur les 10 sites considérés, les employés de 7 d'entre eux sont représentés par des organisations syndicales. Sur le global du nombre d'employés, cela représente 81 % des employés qui ont au sein de leur structure des représentants syndicaux.

Seuls les sites d'ATON et d'AIXIA (respectivement 14 et 11 employés) n'ont pas de représentants du personnel. Tous les autres sites ont mis à disposition des locaux pour les représentants, qui sont au nombre de 61 sur tout le périmètre étudié. On compte ainsi 23 personnes pour le site ACTIA Colomiers, et 21 personnes pour ACTIA Muller Services. Ces représentants sont répartis en plusieurs collèges: cadre / ouvrier / ETAM.

Relations sociales et information des employés:
Les employés reçoivent des informations de la direction via différents moyens qui varient d'une filiale à l'autre. Globalement, l'affichage sur tableau est le moyen le plus utilisé, mais viennent ensuite les courriers électroniques, ou encore les notes de service. Les employés sont dans tous les sites informés des résultats et objectifs de l'entreprise.

Rémunération et évolutions:
En dehors des obligations légales, les prestations suivantes sont proposées aux employés:
santé: complémentaire, prévoyance… : totalité des sites
retraite complémentaire: 7 sites sur 10
tickets restaurants: 5 sites sur 10
maternité (prime naissance): 2 sites sur 10

De la même manière, et à l'exception des sites ATON et AIXIA qui n'ont pas d'activité de production, mais de bureaux d'étude, tous les sites procèdent à des entretiens annuels, dans le contexte d'une politique de suivi de carrières.

1.8.4 Santé & Sécurité

Accidents du travail:
Sur l'année 2004, 41 accidents du travail ont été recensés, dont 5 pour la Branche Télécommunications, et 36 pour la Branche Automotive. Au total, ces accidents représentent 322 jours d'arrêt de travail.

Congés maladie:
Les congés maladie représentent 5.912 jours sur 2004. Répartis par branche d'activité et par employé, cela équivaut à 5,51 jours / employé / an pour la Branche Automotive, et 5,93 jours / employé / an pour la Branche Télécommunications.

Santé et sécurité au travail:
Toutes les filiales du Groupe exceptée ATON respectent la Loi Evin concernant les zones fumeurs et non-fumeurs. Par ailleurs, certains sites ont mis en œuvre des diagnostics ou actions d'évaluation de l'ergonomie des postes de travail, la plupart du temps dans le cadre des CHSCT.
La moitié des sites considérés effectuent au delà des visites médicales réglementaires, un suivi du personnel à risque par des visites médicales supplémentaires.
Les normes de sécurité incendie sont respectées dans toutes les filiales.
Sur les 10 filiales considérées, 4 ont d'ores et déjà mis en place le document unique d'évaluation des risques.

1.8.5 Formation & Education

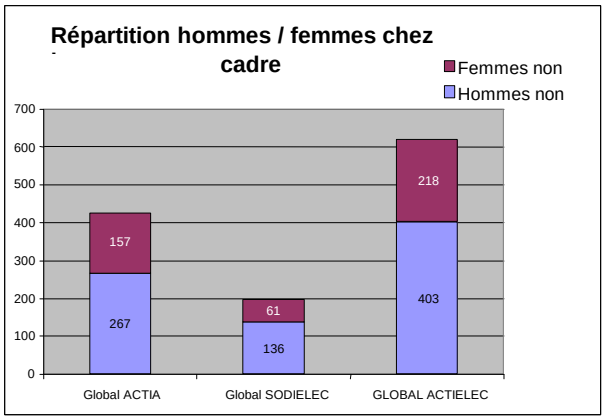
Excepté le site d'ATON, qui représente 1,3 % des employés, toutes les autres entités spécifient l'existence d'un plan de formation annuel. Ces plans sont élaborés via:
une gestion prévisionnelle des compétences
les entretiens annuels
les négociations avec les représentants du personnel.

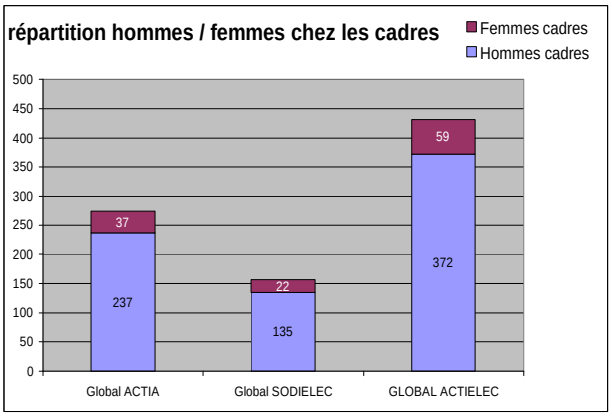
Ainsi, sur 2004, les heures de formation suivantes ont été dispensées:
9.078 heures de formation continue soit 8,7 h de formation / employé
80 heures au titre des congés individuels de formation
9.136 heures de formation en alternance soit 8,7 h de formation / employé
En majorité, les heures de formation correspondent à des formations techniques, avec une minorité de formations au management des équipes.

1.8.6 Diversité & Egalité des chances

Sur les 1.046 employés du Groupe du périmètre national, 99 % sont de nationalité française. Le dernier pourcent se partage entre des ressortissants de l'Union Européenne (0,5%) et les autres nationalités, hors UE (0,5%).

L'égalité professionnelle Hommes / Femmes est respectée au niveau des salaires.
Les graphes suivants présentent la répartition cadres / non-cadres pour les catégories hommes et femmes. Proportionnellement parlant, les femmes sont donc moins bien représentées chez les cadres que chez les non cadres.





Certains sites sont dans l'obligation d'employer des travailleurs handicapés. Sur la totalité du Groupe, les entreprises concernées employaient sur l'année 2004 seulement 10 personnes entrant dans cette catégorie. On note donc un déficit du nombre de personnes handicapées.
Par ailleurs, plusieurs sites ont recours à des travaux via des CAT pour des travaux tels que certains achats, l'entretien des espaces verts…, mais malgré cette sous-traitance, les efforts entrepris à ce niveau doivent être poursuivis.

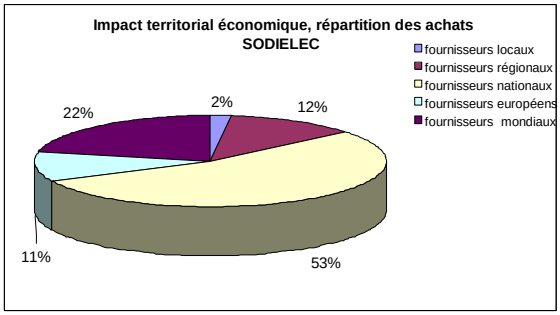
1.8.7 Sous-traitance

La plupart des sites considérés font appel à de la sous-traitance pour certains travaux. Les sous-traitants actuels varient selon les entités du Groupe, et certaines de nos filiales ont d'ores et déjà mis en place des procédures d'évaluation des sous-traitants (audits), au titre du respect des standards de qualité demandés. Concernant l'éthique des sous-traitants, aucun des partenaires des sites étudiés (territoire national) n'est aujourd'hui implanté dans des pays en voie de développement où le respect des règles de l'OIT peuvent être bafouées.

1.8.8 Impact territorial économique

Cet impact est calculé à partir de la répartition des achats. Les données n'ont pas toutes été centralisées (détails de la Branche Automotive manquants), cependant, sur la Branche Télécommunications, la répartition géographique des achats se répartit comme suit:
Cette branche d'activité fait appel à des fournisseurs proches d'elle pour 14 % de ses achats. Viennent ensuite d'autres fournisseurs français hors de la région d'implantation du site (53 %); et enfin, les fournisseurs situés hors du territoire national (33% du montant des achats).

Ainsi, l'impact territorial de nos entités de la Branche Télécommunications s'effectue majoritairement sur le territoire national (66 % des achats).
Par ailleurs, tout en ayant une croissance internationale, la pérennité du Groupe permet d'avoir des retombées positives en terme d'impact économique sur le territoire français. En effet, l'activité est créatrice d'emploi et continue à se développer sur le territoire national.



1.8.9 Relation avec les parties prenantes & œuvres sociales

Les entités du Groupe sont adhérentes à certains organismes professionnels (UIMM par exemple). Par ailleurs, le Groupe entretient d'excellentes relations avec les établissements d'enseignement via lesquels il conduit d'importantes activités de recherche.
Enfin, aucun litige, ni différend n'est à signaler avec les associations, ou même avec les particuliers vivant à proximité de nos sites.

1.9 LES CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

Les données recueillies et présentées ci-après concernent les structures suivantes :

Automotive : 1.065 salariés
Dont :
- ✓ ACTIA Pouvourville (271 salariés)
- ✓ ACTIA Colomiers (231 salariés)
- ✓ ACTIA Muller Services Champlan (25 salariés)
- ✓ ACTIA Muller Services Lucé (147 salariés)
- ✓ ATON (14 salariés)
- ✓ AIXIA (11 salariés)
- ✓ CIPI Tunis, (350 salariés)

Télécommunications : 347 salariés
Dont :
- ✓ SODIELEC Millau (95 salariés)
- ✓ SODIELEC Dinard (68 salariés)
- ✓ SODIELEC Manosque (80 salariés)
- ✓ SODIELEC Provence (104 salariés)

Une nouvelle structure entre en ligne de compte pour le rapport environnemental 2004 : CIPI Tunisie, avec ses 350 employés, et qui constitue une première extension du périmètre de prise en compte des données environnementales du Groupe ACTIELEC Technologies.

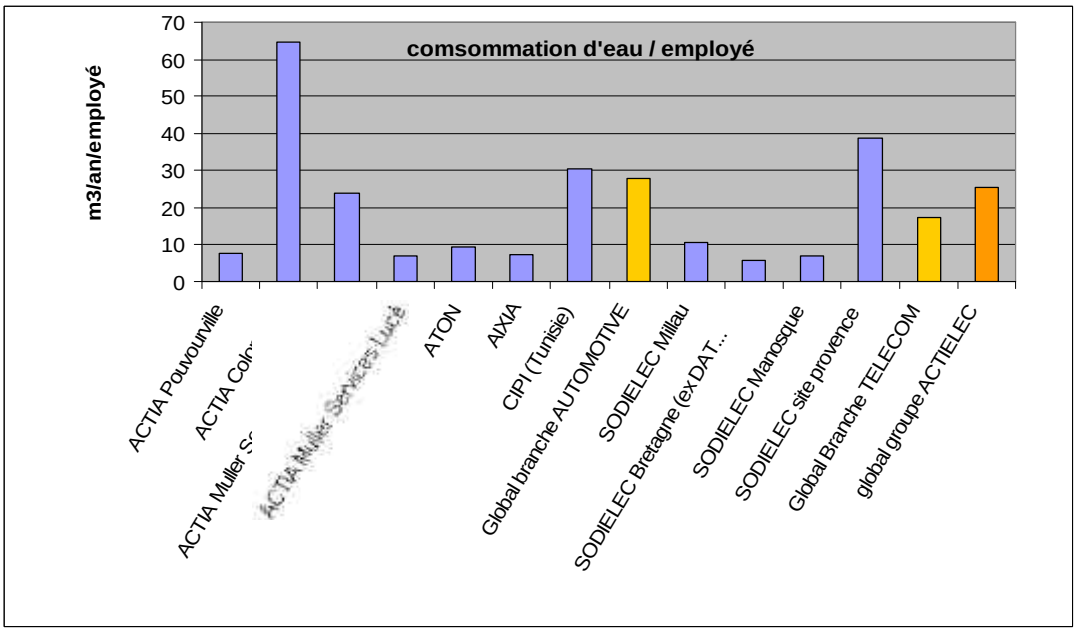
1.9.1 Consommations & Rejets

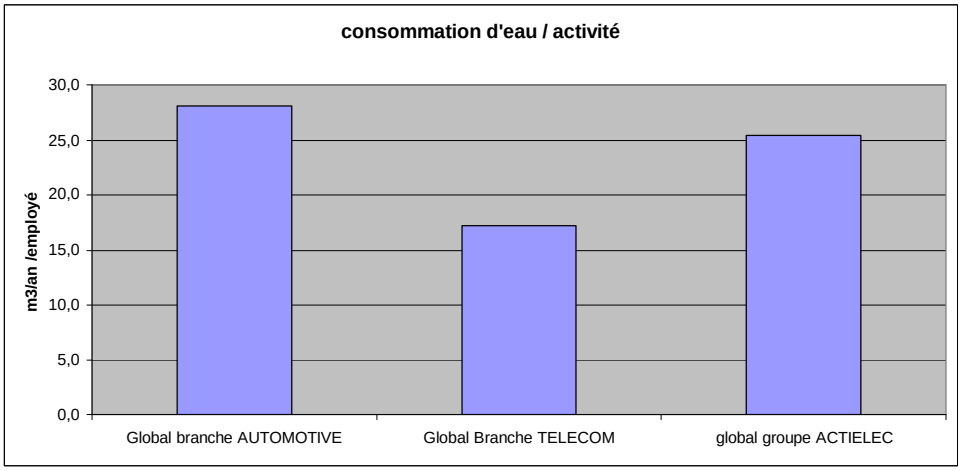
1.9.1.1 Consommation de ressources en eau

La consommation totale d'eau sur les 11 sites en 2004 est de 35.460 m^3 (21.718 m^3 en 2003), soit une augmentation globale de 63 %. La nouvelle structure de CIPI représente 10.617 m3 consommés. A périmètre constant par rapport à l'année dernière (hors CIPI), la consommation globale a donc augmenté de l'ordre de 14 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'augmentation des prélèvements privés sur le site de Colomiers, dus à une production plus importante en 2004.

L'eau consommée sur l'ensemble des sites est issue pour 45% du réseau de distribution d'eau potable (15.659 m^3 en 2004). 55 % de l'eau consommée vient de prélèvements privés. Les deux seuls sites procédant à ce type d'opérations sont ACTIA Colomiers et CIPI Tunis, qui sont par ailleurs les deux plus gros sites de production du Groupe, donc ayant la consommation d'eau la plus forte.
Ramenée au nombre d'employés, la consommation de l'ensemble des sites en 2004 avoisine les 25 m^3 / an / employé, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2003. Cette augmentation s'explique par le changement de périmètre des données, qui prennent aujourd'hui en compte le site de production de CIPI.

Indicateur de consommation d'eau par employé sur l'année 2004 (m^3 / employé / an)





Les consommations des sites (sauf les sites de production comme ACTIA Colomiers, ACTIA Muller Champlan, CIPI Tunis et SODIELEC Provence) sont significatives d'une activité « services - études » . La consommation journalière d'eau est de l'ordre de 68 litres par jour et par employé (sur la globalité du Groupe), en comparaison à la consommation moyenne d'eau à usage domestique qui est de l'ordre de 150 à 200 litres par jour et par personne.

Consommation matières premières

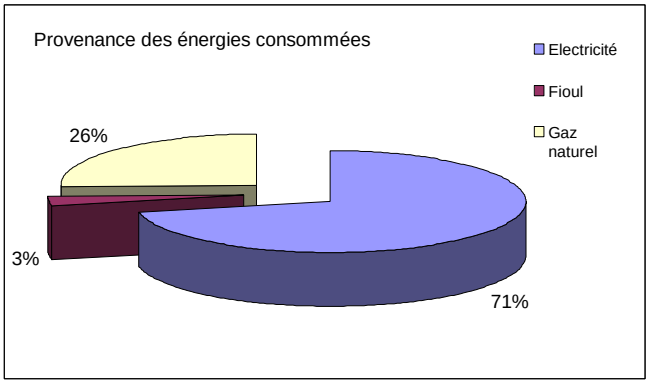
L'activité de la Société ne consomme pas directement de matières premières extraites du milieu naturel puisqu'elle intervient sur des produits déjà en partie manufacturés (composants électroniques, câbles électriques…), essentiellement composés de métaux et de matières plastiques.

1.9.1.2 Consommation énergie

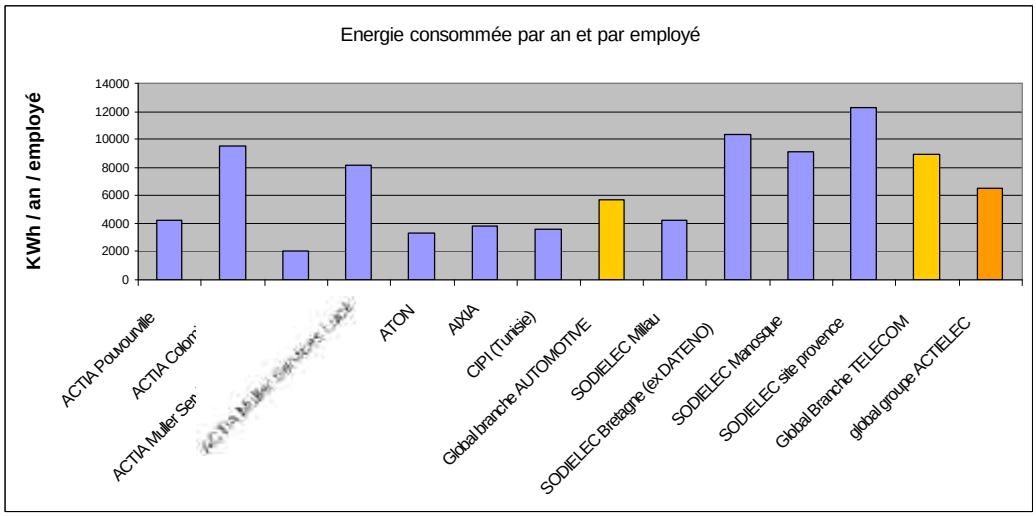
Trois types d'énergie sont utilisés sur l'ensemble des sites :
l'électricité : 6.498 MWh en 2004 (5.691 MWh en 2003), soit une augmentation de 14 % ;
le fioul : 237 MWh en 2004 (287 MWh en 2003), soit une diminution de 17 % ;
le gaz naturel : 2.318 MWh en 2004 (2.849 MWh en 2003), soit une diminution de 19 %.

La consommation totale d'énergie sur l'ensemble des sites s'élève sur l'année 2004 à 9.052 MWh (8.828 MWh en 2003), soit une augmentation globale de 2,5%. A périmètre constant par rapport à l'année dernière (hors CIPI) et comparativement au saut qui avait été effectué entre 2002 et 2003 (+ 80 % de consommation énergétique); on peut dire que la consommation est restée constante quantitativement sur les deux dernières années. En revanche les sources énergétiques ont changé, les sites du Groupe utilisant plus d'électricité, et moins de ressource énergétique non renouvelables comme le couple fioul / gaz naturel.

La consommation d'énergie par les différentes sources se répartit comme suit :



Les graphes suivants illustrent l'énergie consommée en 2004 ramenée au nombre d'employés :



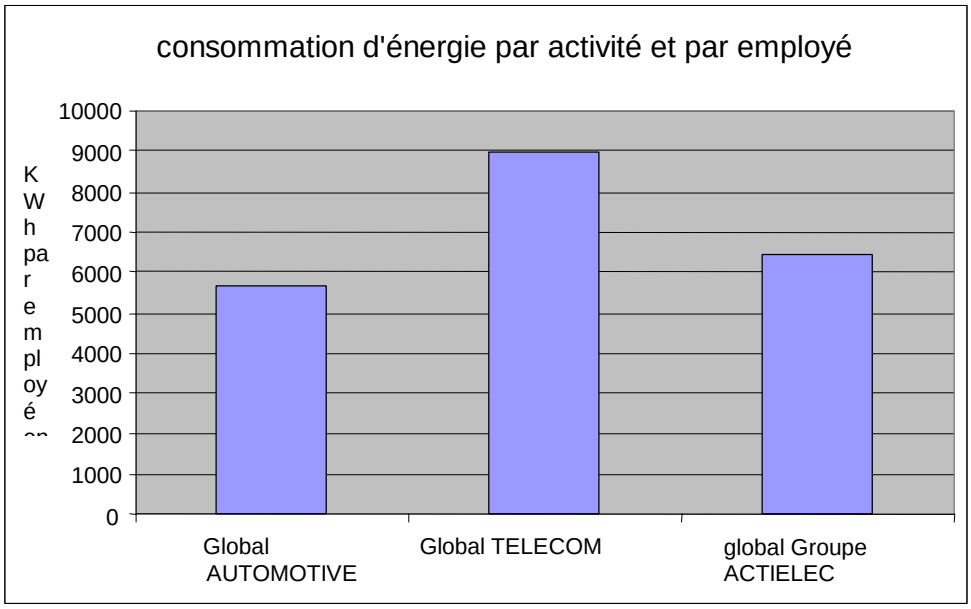


Tableau récapitulatif des consommations énergétiques :

Le ratio de consommation énergétique sur la totalité de Groupe s'élève à 6.485 kWh /an / employé, en incluant l'influence du site de CIPI. Sans l'inclure dans le périmètre, nous trouvons une consommation moyenne de 7.466 kWh / an / employé contre 8.644 kWh / an / employé sur l'année 2003. A périmètre constant, on constate donc une diminution de la consommation de 14 % par an et par employé.

1.9.1.3 Conditions d'utilisation des sols

L'activité de l'ensemble des sites n'utilise pas les sols en tant que tels, si ce n'est pour l'implantation des bâtiments.

L'ensemble des sites représente une emprise globale sur les sols de 13 hectares, le site de CIPI, rajouté cette année à la collecte de données, représentant 1 ha. Sur la totalité de la superficie des sites, 63 % de la surface est occupée par des espaces verts entretenus.

1.9.1.4 Rejets dans l'air

Les activités réalisées sur les sites ne semblent pas à l'origine de rejets significatifs dans l'atmosphère.
Un peu plus de 70 % de l'énergie consommée est électrique ce qui ne génère pas de gaz à effet de serre (CO_2, …).
A noter que le site ACTIA Colomiers, même s'il n'est soumis qu'à déclaration (absence d'obligation réglementaire en terme de rejets atmosphériques) a programmé de manière volontaire sur l'année 2005 une série de mesures destinées à évaluer plus précisément ses rejets dans l'atmosphère.

1.9.1.5 Rejets dans l'eau, dans les sols

Les activités réalisées sur les sites ne sont pas à l'origine de rejets significatifs dans l'eau ou dans les sols:

- ✓ les eaux usées présentent un caractère « domestique » et sont rejetées dans les réseaux d'assainissement communaux pour être traitées en station d'épuration,
- ✓ les produits potentiellement polluants ne sont pas stockés à même le sol, puisqu'ils sont sous rétention.

Les réseaux d'eaux du site d'ACTIA Colomiers, principal site de production, est du type séparatif : les eaux pluviales rejoignent le réseau d'eaux pluviales local.
Sur les sites de production suivants: ACTIA Muller Services Lucé, SODIELEC Millau, et SODIELEC Provence, les réseaux sont aussi de type séparatif.

1.9.1.6 Nuisances sonores ou olfactives

Au regard des activités peu bruyantes et non-odorantes exercées sur ces sites, aucune nuisance sonore ou olfactive n'a été enregistrée par les différents sites, ni même signalée par le voisinage sur l'année 2004.

1.9.1.7 Déchets

Les déchets issus des activités de l'ensemble des sites sont essentiellement des emballages (cartons, palettes, housses plastiques, …), des déchets de bureau, des rebuts de fabrication et quelques déchets dangereux. Ces déchets ne sont pas éliminés ou traités sur place, ils sont stockés provisoirement avant d'être régulièrement évacués vers les filières de recyclage, de valorisation ou de traitement.

Le recyclage déjà mis en place sur les sites concerne surtout les cartons, les papiers, les plastiques et les métaux. Certains sites ayant mis en place un tri des déchets pratiquent sur certains matériaux (cartons, palettes, caisses en bois…) une politique de réutilisation de ces matériaux.

Une politique active de tri est d'ores et déjà en place sur 7 sites. Cependant, les sites n'ayant pas encore mis en place une démarche de management environnemental ne font pas aujourd'hui de bilans quantitatifs de la quantité de déchets produite.

Les 2 sites ACTIA de Toulouse et Colomiers (représentant plus de 36 % de l'effectif du Groupe sur le périmètre environnemental considéré: filiales françaises + Tunisie), qui ont mis en place des démarches de management environnemental, ont évalué les ratios de production de déchets sur l'année 2004 qui s'élèvent à :

- 280 kg / an / employé pour les 2 sites réunis en 2004.

Ce chiffre s'élevait à 210 kg / an / employé sur 2003, soit une augmentation de 33 %, qui s'explique par un réaménagement ponctuel du site de production de Colomiers. Ce réaménagement a ainsi généré près de 30 tonnes de déchets. En ôtant la part de déchet relative à cet aspect, la quantité de déchets par an et par employé a très peu évoluée, puisqu'elle s'élève alors en 2004 à 212 kg / an / employé.
A titre de comparaison, les déchets ménagers représentent environ 370 kg/an/habitant.

1.9.2 Mesures prises pour limiter les atteintes à l'environnement naturel

Les activités des sites n'entraînent pas d'atteintes significatives à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales :

- ✓ quasi absence de rejets atmosphériques (peu de gaz à effet de serre), d'émissions sonores et d'utilisation directe du milieu naturel (utilisation des sols, consommations de matières premières, …),
- ✓ les mesures pour limiter les rejets liés aux eaux usées, aux produits potentiellement polluants sont déjà en place :
- ✓ les eaux usées (essentiellement domestiques) rejoignent le réseau d'assainissement et sont traitées en station d'épuration,
- ✓ les produits potentiellement polluants pour les eaux et les sols sont stockés sous rétention, ils ne sont pas en contact direct avec le sol.

Rappelons ici que les espaces verts présents sur les sites occupent 63 % de la surface totale, ce qui témoigne d'un souci d'intégration paysagère des activités dans leur contexte local.

1.9.3 Démarches d'évaluation et de certification

Les deux sites d'ACTIA Toulouse et d'ACTIA Colomiers (près de 36 % de l'effectif total des 11 sites) ont obtenu leur certification ISO 14001 en juillet 2003.

Il est à noter que le site de production de CIPI en Tunisie (25 % des effectifs des 11 sites considérés) a programmé de s'engager dans une démarche de certification similaire sur l'année 2006.

1.9.4 Mesures prises pour assurer la conformité

A travers les systèmes de management environnemental en place sur les sites d'ACTIA (Toulouse et Colomiers), la veille réglementaire et les processus de suivi qui en découlent assurent le maintien de leur conformité réglementaire.
Sur l'année 2004, le site de Colomiers, via sa veille réglementaire, a mis à jour 2 non conformités au regard du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la ville. Les investissements nécessaires à la mise en conformité (agrandissement des parkings, plantation d'arbres …) sont planifiés sur l'année 2005.

1.9.5 Dépenses engagées pour prévenir les conséquences

Compte tenu :

- des dangers très limités en cas de dysfonctionnement des sites,
- des mesures déjà en place pour limiter les impacts des sites, en fonctionnement normal, sur l'environnement (évacuation des déchets, raccordement des eaux usées au réseau, …)
- des démarches de certification environnementale engageant les sites sur une amélioration continue et une meilleure maîtrise de leurs impacts environnementaux,

aucune dépense significative n'a été nécessaire sur l'exercice 2004 pour prévenir les conséquences de l'activité de la Société sur l'environnement.

1.9.6 Organisation interne de la gestion de l'environnement

Une personne au sein de la Direction Administrative du Groupe ACTIELEC Technologies a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales, avec le soutien d'un bureau d'études et de conseils en environnement.

Lors de la mise en œuvre des démarches de management environnemental des deux sites ACTIA Toulouse et ACTIA Colomiers, un poste de coordinateur environnement, supervisé par la Direction des Systèmes ACTIA - Qualité /Environnement, a été mis en place. En outre, un technicien est en place sur le site de ACTIA Colomiers pour la gestion des déchets du site.

Le coordinateur environnement a suivi des formations relatives au management environnemental.

La mise en place de la norme ISO 14001 exigeant la formation et l'information des salariés en matière d'environnement, la session générale de sensibilisation a été effectuée. Un plan de formation et un planning de sensibilisation ont été établis dans le cadre du SME (Système de Management Environnemental).

L'organisation interne de la gestion des risques en cas d'accident a été menée sur les sites ayant engagé une démarche de mise en place d'un système de management environnemental (ACTIA Toulouse et ACTIA Colomiers, via la méthode AMDEC), système qui exige l'identification et l'évaluation des situations d'urgence (comme les accidents de pollution) afin de mieux y pallier avec obligation de rédiger une procédure de « réponse aux situations d'urgence », ainsi que d'identifier ces dernières.

1.9.7 Montants des provisions et garanties

Au regard des activités du Groupe qui ne représentent pas de risque significatif en matière d'environnement, aucune provision et garantie n'a été contractée sur l'année 2004, ni sur les exercices antérieurs.

1.9.8 Montants des indemnités versées sur l'exercice et actions réparatrices

Aucune indemnité n'a dû être versée en 2004 suite à un problème ou accident environnemental.
Aucune action réparatrice en matière d'environnement n'a été nécessaire en 2004.

1.9.9 Objectifs assignés pour les filiales à l'étranger

Les sites français se sont engagés dans une voie de progression visant à mieux prendre en compte les différents aspects de l'environnement dans les activités des sites.

L'année 2004, constitue le 3ème exercice de reporting environnemental de la plupart des sites français du Groupe. Qui plus est, elle marque le début d'un processus de collecte d'informations plus élargie, avec l'inclusion dans le périmètre du site de production tunisien de CIPI.
De la même manière, les autres filiales étrangères se sont vues informées de la démarche suivie par le Groupe dans le cadre du droit français, et relative à la loi NRE. Ainsi, 2005 devrait être, dans la même lignée que 2004, incrémentée par des données des filiales étrangères d'ACTIELEC Technologies.
Cela dit, les sites implantés à l'étranger présentent les mêmes caractéristiques que les sites français : les conséquences des activités sur sites sont limitées.

Toutefois, la prise en compte de l'environnement sera progressivement étendue aux filiales étrangères, conformément aux réglementations en vigueur sur chacun des territoires et au-delà, dans le cadre de l'engagement volontaire du Groupe ACTIELEC Technologies.

1.9.10 Synthèse

A périmètre constant, il n'y a pas de modifications significatives des consommations et rejets. La consommation d'énergie s'est stabilisée, et la consommation d'eau a légèrement augmenté.
Ces augmentations par rapport à 2003, s'expliquent tout simplement par la hausse de l'activité des sites et donc à une production plus importante.
Les deux sites principaux, Toulouse et Colomiers, qui représentent 502 salariés (soit près de 26% d'ACTIELEC Technologies), ont été certifiés ISO 14001, ce qui représente un engagement actif de progrès en matière environnementale.
De la même manière, le site Tunisien de CIPI, qui est avec Colomiers le site de production le plus important, prévoit de se lancer dans un processus de management environnemental sur l'année 2006.
Par ailleurs, le site de Colomiers a programmé de manière volontaire sur l'année à venir, une série de mesures destinée à évaluer plus précisément les rejets dans l'air émis par l'activité.

Enfin, l'effort de rationalisation des collectes de données environnementales sur l'ensemble des sites du Groupe sera poursuivi en 2005, à la fois sur le territoire national, mais aussi avec les filiales étrangères.

1.10 PRESENTATION DES RESOLUTIONS

Conformément à l'ordre du jour de l'Assemblée, nous allons soumettre à votre approbation un certain nombre de résolutions.

Dans la première résolution, nous vous demandons d'approuver les comptes annuels de l'exercice écoulé.

Dans la deuxième résolution, nous vous demandons d'approuver les comptes de l'exercice de consolidation clos le 31 décembre 2004, faisant ressortir un Résultat d'Ensemble Consolidé de 1.997.398 €.

Vous aurez ensuite, dans une troisième résolution, à approuver les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de Commerce.

Si vous approuvez les comptes et le bilan du dernier exercice clos de ACTIELEC Technologies S.A., nous vous proposons, dans une quatrième résolution de procéder à l'affectation du résultat.

La cinquième résolution portera sur l'autorisation à donner au Directoire de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de Commerce.

1.11 ANNEXES AU PRESENT RAPPORT

Nous vous rappelons que, conformément à la loi, se trouve annexé au présent rapport :

- ✓ le tableau récapitulatif des délégations en cours de validités accordées par l'Assemblée Générale des Actionnaires au Directoire dans le domaine des augmentations de capital ainsi que l'utilisation de ces délégations au cours de l'exercice.
- ✓ un rapport sur les conditions d'utilisation de ces délégations au cours de l'exercice précédent sera également annexé au présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article L225-68 du Code du Commerce sera joint au présent rapport, le rapport du Président du Conseil de Surveillance, rendant compte :

- ✓ des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance,
- ✓ des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société,

1.12 CONCLUSION

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre Directoire de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2004, ainsi qu'aux Commissaires aux Comptes pour l'accomplissement de leur mission qu'ils vous relatent dans leur rapport général.

Votre Directoire vous invite à approuver par votre vote, le texte des résolutions qu'il vous propose.

LE DIRECTOIRE

2. COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2004

2.1 BILAN CONSOLIDE

Actif Consolidé en €	31/12/04			31/12/03	31/12/02
Rubriques	*Brut*	*Amortissement / Prov*	*Net*	*Net*	*Net*
Capital souscrit non appelé					
Ecart d'acquisition	28 225 713	7 972 827	20 252 886	21 094 528	22 605 993
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	9 159	6 740	2 419	141 759	7 800
Frais de recherche	24 594 723	6 041 738	18 552 985	17 443 354	14 386 479
Concessions, brevets et marques	6 635 217	4 933 230	1 701 987	951 077	1 420 150
Fonds commercial	76 466	12 000	64 466	70 415	16 161
Autres immobilisations incorporelles					69 285
Avances et acomptes	9 487		9 487	5 671	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	1 570 904	13 292	1 557 612	1 627 985	1 676 903
Constructions	11 361 900	5 458 930	5 902 970	6 533 680	7 500 850
Installations techniques, matériel, outillage	25 885 348	19 881 955	6 003 393	4 772 169	5 626 345
Autres immobilisations corporelles	13 090 353	9 625 360	3 464 993	3 203 104	3 133 791
Immobilisations en cours	306 353		306 353	58 468	172 314
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Titres de participation	723 607	317 987	405 620	405 621	405 413
Titres de sociétés M.E.	627 572		627 572	647 397	586 247
Créances sur participations	600 619	385 585	215 034	215 817	257 212
Autres titres immobilisés	161 521	95 537	65 984	70 790	75 500
Prêts	3 664		3 664	1 816	602
Autres immobilisations financières	288 421		288 421	296 485	196 213
ACTIF IMMOBILISE	**114 171 027**	**54 745 181**	**59 425 846**	**57 540 136**	**58 137 258**
ACTIF CIRCULANT					
Matières premières	24 698 258	2 556 254	22 142 004	18 684 626	18 745 572
En-cours de biens	4 483 493		4 483 493	3 404 508	2 882 914
En-cours de services	8 848 920	124 288	8 724 632	7 305 826	5 986 926
Produits intermédiaires et finis	9 781 841	604 543	9 177 298	7 045 921	8 454 055
Marchandises	9 440 660	1 684 685	7 755 975	9 594 445	7 056 574
Avances et acomptes sur commandes	501 139		501 139	428 459	534 311
Clients	57 688 547	1 671 737	56 016 810	48 860 325	41 599 790
Actif d'impôts différés	8 564 484		8 564 484	7 770 206	7 341 907
Autres créances	7 564 268	58 879	7 505 389	7 410 283	9 065 161
Capital, appelé non versé	2 879		2 879	2 984	
Actions propres	443 470	146 531	296 939	203 501	123 792
Autres valeurs mobilières	90 460	809	89 651	223 382	90 475
Disponibilités	10 463 875	42 863	10 421 012	6 331 829	5 192 757
Charges constatées d'avance	1 424 135		1 424 135	1 528 608	999 510
ACTIF CIRCULANT	**143 996 429**	**6 890 589**	**137 105 840**	**118 794 903**	**108 073 744**
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges à répartir				74 806	112 646
Primes remboursement obligations					
Ecart de conversion actif					
TOTAL GENERAL	**258 167 456**	**61 635 770**	**196 531 686**	**176 409 845**	**166 323 648**

Passif Consolidé en €	*31/12/04*	*31/12/03*	*31/12/02*
Capital social	14 271 156	12 864 906	12 864 906
Primes d'émission	13 792 304	9 276 980	9 276 980
Ecarts de réévaluation du Groupe			
Réserve légale	1 286 491	1 286 491	1 286 491
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	189 173	189 173	189 173
Autres réserves			
Réserves Groupe	5 290 691	3 429 924	6 913 339
Ecart de conversion du Groupe	(1 698 694)	(1 697 185)	(788 942)
Report à nouveau	12 241 114	12 119 544	10 406 178
Résultat du Groupe	**3 866 442**	**1 941 038**	**(3 369 749)**
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Titres en autocontrôle			
CAPITAUX PROPRES	**49 238 677**	**39 410 871**	**36 778 376**
Intérêts hors Groupe	2 883 501	2 839 217	3 045 353
Résultat hors Groupe	562 471	56 360	(100 854)
INTERETS MINORITAIRES	**3 445 972**	**2 895 577**	**2 944 499**
Produits émissions titres participatifs			
Avances conditionnées	412 998	647 880	1 205 430
AUTRES FONDS PROPRES	**412 998**	**647 880**	**1 205 430**
Ecarts d'acquisition négatif			
Provisions pour risques	2 073 097	1 421 827	376 085
Provisions pour charges	3 703 665	1 984 186	2 162 489
Passifs d'impôts différés	42 769	16 685	3 264
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**5 819 531**	**3 422 698**	**2 541 838**
Emprunts obligataires convertibles	1 554 761	1 499 159	1 443 600
Autres emprunts obligataires			
Emprunts, dettes auprès établiss. crédit	58 633 532	63 060 278	64 575 180
Emprunts et dettes financières divers	1 850 249	1 116 545	1 842 523
Avances, acomptes reçus sur commandes	3 235 222	2 637 772	3 098 747
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 568 399	33 312 345	27 157 577
Dettes fiscales et sociales	15 610 700	16 436 299	12 891 699
Dettes sur immobilisations	993 218	1 013 352	2 078 489
Autres dettes	7 785 855	5 782 005	3 673 198
Produits constatés d'avance	6 382 572	5 175 064	6 092 492
DETTES et régularisations	**137 614 508**	**130 032 819**	**122 853 505**
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL	**196 531 686**	**176 409 845**	**166 323 648**

2.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Rubriques	*31/12/04*	*31/12/03*	*31/12/02*
Ventes de marchandises	34 029 451	33 175 718	25 354 711
Production vendue de biens	160 951 400	138 505 405	121 804 687
Production vendue de services	32 760 634	26 898 395	28 936 899
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	227 741 485	198 579 518	176 096 297
Production stockée	4 780 149	300 071	(410 844)
Production immobilisée	2 820 528	4 285 059	4 851 883
Subventions d'exploitation	658 719	281 330	208 998
Reprises amortis., provisions, transfert	3 672 486	3 052 890	3 716 656
Autres produits	335 300	276 846	67 770
PRODUITS D'EXPLOITATION	**240 008 667**	**206 775 714**	**184 530 760**
Achats de marchandises	21 866 043	23 338 912	16 067 936
Variation de stock de marchandises	1 661 919	(1 567 908)	1 137 485
Achats de matières premières	88 817 646	69 417 210	67 417 395
Variation de stock de matières premières	(2 974 827)	676 973	2 084 466
Autres achats et charges externes	42 759 893	32 494 337	31 510 764
Impôts, taxes et versements assimilés	3 615 702	3 176 305	2 621 334
Salaires et traitements	46 030 188	43 379 635	39 847 144
Charges sociales	16 478 229	16 403 033	13 950 450
Dotations amortissements immobilisations	7 220 280	5 833 127	5 671 426
Dotations provisions sur immobilisations			
Dotations provisions sur actif circulant	1 763 511	1 357 094	2 598 100
Dotations provisions risques et charges	3 178 783	1 135 823	409 541
Autres charges	528 127	868 661	703 787
CHARGES D'EXPLOITATION	**230 945 494**	**196 513 202**	**184 019 828**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**9 063 173**	**10 262 512**	**510 932**
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers de participations	117 205	21 142	23 361
Produits des autres valeurs mobilières	383	13 567	3 570
Autres intérêts et produits assimilés	95 227	108 814	156 872
Reprises provisions, transferts charges	116 106	249 483	126 197
Différences positives de change	1 132 533	1 606 655	1 303 601
Produits nets / cessions valeurs mobil.	17 449	4 714	10 544
Ecart de conversion			
PRODUITS FINANCIERS	**1 478 903**	**2 004 375**	**1 624 145**
Dotations financ. Amortissem. Provisions	23 222	1 374	323 718
Intérêts et charges assimilées	3 346 618	3 693 567	4 266 866
Différences négatives de change	1 375 105	2 663 693	2 124 756
Charges nettes / cessions valeurs mobil.			
CHARGES FINANCIERES	**4 744 945**	**6 358 634**	**6 715 340**
RESULTAT FINANCIER	**(3 266 042)**	**(4 354 259)**	**(5 091 195)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**5 797 131**	**5 908 253**	**(4 580 263)**

Rubriques	*31/12/04*	*31/12/03*	*31/12/02*
Produits except. sur opérations gestion	242 096	593 498	1 252 983
Produits except. sur opérations capital	107 970	261 451	5 669 952
Reprises sur provisions, transferts charges	275 429	258 670	624 090
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**625 495**	**1 113 619**	**7 547 025**
Charges except. sur opérations gestion	498 672	588 141	473 414
Charges except. sur opérations capital	221 591	618 841	4 297 923
Dotations except. Amortissem. Provisions	477 224	141 034	291 283
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**1 197 487**	**1 348 016**	**5 062 620**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(571 992)**	**(234 397)**	**2 484 405**
Participations des salariés			
Impôts dûs sur les bénéfices	(34 409)	2 688 140	1 395 245
Impôts différés sur les bénéfices	(740 515)	(413 340)	(1 509 568)
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	**6 000 063**	**3 399 056**	**(1 981 535)**
Résultat sociétés mises en équivalence	80 825	151 900	134 439
Dotations amortissem. écarts acquisition	1 651 975	1 553 558	1 623 507
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	**4 428 913**	**1 997 398**	**(3 470 603)**
RESULTAT GROUPE	**3 866 442**	**1 941 038**	**(3 369 749)**
RESULTAT HORS GROUPE	**562 471**	**56 360**	**(100 854)**
Bénéfice par action (part du Groupe avant AEA)	**0,221**	**0,114**	**(0,102)**

2.3 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

2.3.1 Principes de Consolidation

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les règles comptables applicables en France et notamment les dispositions du Règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.
L'application en 2004 du règlement CRC 2004-03 n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres et le résultat du Groupe.

2.3.1.1 Périmètre et Critères de Consolidation

Les comptes des sociétés contrôlées de façon exclusive par ACTIELEC TECHNOLOGIES sont consolidés par intégration globale. Les comptes des sociétés dans lesquelles ACTIELEC TECHNOLOGIES possède une influence significative sont consolidés par mise en équivalence.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels le 31 décembre.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation figure au paragraphe 2.3.3.

2.3.1.2 Elimination des Opérations entre les Sociétés Consolidées

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées, ainsi que les résultats internes réalisés, compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées, sont éliminés.

2.3.1.3 Ecarts d'Acquisition

Lors de la prise de contrôle d'une nouvelle société ou entreprise, les actifs et passifs identifiables de la société ou entreprise acquise sont inscrits au bilan consolidé pour leur valeur réestimée à cette date. L'écart résiduel entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part des capitaux propres réestimés est inscrit à l'actif sous la rubrique « Ecart d'Acquisition » ou au passif sous la rubrique « Provisions pour charges ».

L'écart d'acquisition est rapporté au compte de résultat conformément à un plan d'amortissement linéaire actuellement compris entre 5 et 20 ans. Le détail des écarts en cours est produit au paragraphe 2.3.4.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'analyses en fonction :
- de l'évolution de la situation des filiales concernées à chaque arrêté,
- des perspectives de rentabilité future attendue.

Une provision pour dépréciation serait comptabilisée si ces analyses conduisaient à constater une perte de valeur.

2.3.1.4 Conversion des Comptes Annuels des Filiales Libellés en Monnaies Etrangères

Les comptes annuels des sociétés étrangères, hors zone Euro, sont convertis de la manière suivante :

- Les actifs et passifs sont convertis au taux de clôture,
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice. En cas d'activité située dans des pays à forte inflation, les postes du compte de résultat de la filiale concernée seraient convertis au taux de clôture,
- La différence de conversion est incluse dans les capitaux propres et n'affecte pas le résultat,
- Conformément au règlement CRC 99-02, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres.

2.3.2 Principes Comptables

2.3.2.1 Immobilisations Incorporelles

Recherche & Développement

Les dépenses de Recherche et de Développement (R & D) qui concernent des opérations de R & D sans application commerciale immédiate au cours de la période comptable considérée, peuvent être comptabilisées en immobilisations incorporelles, à condition de déboucher sur une application commerciale quasi-assurée et de présenter de sérieuses chances de réussite technique.

Les dépenses concernées par les critères d'immobilisation peuvent comprendre :
- La partie non couverte par le client des travaux de R & D faisant l'objet d'une commande de participation ;
- Les travaux de R & D entrepris en fonction de clients « potentiels » ;
- L'activité de R & D correspondant à la mise en œuvre de plans et études pour la production de matériaux, appareils, produits, procédés, systèmes ou services nouveaux ou fortement améliorés, en application de découvertes réalisées ou de connaissances acquises, avant le commencement d'une production commercialisée.
- L'activité correspondant aussi aux opérations entreprises pour modifier profondément un produit afin de lui donner une prolongation de vie importante.

Ces dépenses ne comprennent pas les opérations de simple maintenance d'un produit qui sont systématiquement constatées en charge.

Les opérations en cause sont clairement **individualisées**, chaque projet ayant à la date de l'établissement des situations comptables de **sérieuses chances de réussite technique et d'application commerciale**.

Les dépenses afférentes à un projet sont distinctement établies par la comptabilité analytique.

Les immobilisations incorporelles des frais de R & D par projet sont amorties selon un plan, dans un délai maximal de cinq ans, sauf opération demandant un amortissement exceptionnellement plus long adapté à une situation particulière. En aucun cas le délai maximal ne pourra excéder 10 ans.

A chaque clôture d'exercice, les immobilisations liées à un projet peuvent être totalement amorties en cas d'insuccès du projet ou d'absence de perspective commerciale.

2.3.2.2 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition y compris, le cas échéant, les frais financiers encourus lors des périodes de construction. Les incidences d'apports partiels d'actifs internes ont été entièrement neutralisées.

Les amortissements sont calculés linéairement sur les durées de vie ou d'utilisation probables suivantes :
- Constructions et Agencements : sur 10 à 20 ans
- Installations Techniques, Matériel et Outillage : sur 6 à 10 ans
- Autres Immobilisations Corporelles : sur 3 à 10 ans
- Immobilisations Financées en Crédit-Bail : Voir ci-dessus selon la nature de l'immobilisation.

Les biens immobiliers et mobiliers significatifs acquis au moyen de contrats de crédit-bail sont inscrits en immobilisations. Les dettes correspondantes sont incluses dans les dettes financières.

2.3.2.3 Immobilisations Financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan au coût d'acquisition.
Si la valeur d'utilité de la société détenue est inférieure à sa valeur d'acquisition, une provision est constituée du montant de la différence. La valeur d'utilité est estimée à partir de la quote-part de situation nette détenue et des perspectives de rentabilité future attendue.

2.3.2.4 Stocks et En-Cours

Les stocks et les en-cours de production sont évalués au prix de revient selon la méthode du coût moyen pondéré, ou à la valeur probable de réalisation si celle-ci est inférieure.

Les en-cours de services sont évalués au prix de revient. Des commandes fermes (ou à très fort potentiel de réalisation) relatives à des ventes futures de produits finis peuvent le cas échéant être prises en compte dans la détermination de la rentabilité du projet. Dans ce cas, l'excédent du coût de l'étude est réparti sur les ventes de produits finis.

Les contrats à long terme sont évalués selon la méthode de l'avancement. Lorsqu'une perte à terminaison est estimée probable, une provision est constituée.

2.3.2.5 Clients et Comptes Rattachés

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques d'irrécouvrabilité relatifs aux clients faisant l'objet d'un contentieux ou connaissant des difficultés financières. Les effets escomptés non échus et les dailly sans recours ne font pas partie des clients et comptes rattachés.

2.3.2.6 Impôt sur les Bénéfices

Les impositions différées sont comptabilisées selon la méthode du report variable.

Elles résultent notamment :

- Des pertes fiscales reportables,
- Du décalage temporaire pouvant exister entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur,
- Des retraitements de consolidation.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés lorsque leur recouvrement est probable (cf.§ 2.3.10), dans un délai maximum de cinq ans.

2.3.2.7 Conversion des Eléments en Devise

Les dettes et créances libellées en devises sont converties au taux en vigueur au 31 décembre 2004. Les différences de change latentes dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

2.3.2.8 Indemnités de Départ à la Retraite

Les indemnités conventionnelles ou légales à verser lors du départ en retraite des salariés sont provisionnées dans les comptes consolidés sur la base d'une estimation des droits potentiels acquis par les salariés à la date du bilan, effectuées selon la recommandation N° 2003-R.01 du CNC.

2.3.2.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont établies en conformité avec le règlement N° 2000-06 sur les passifs.

2.3.2.10 Produits Constatés d'Avance

Dans le cadre des contrats d'abonnement, les sociétés sont amenées à facturer en début de période des prestations qui sont livrées de manière échelonnée. Les produits sont pris en compte de manière linéaire sur les périodes concernées.

2.3.3 Sociétés Consolidées

Nom	Siège Social	N° Siren	% de Contrôle		Méthode de Consolidation		Secteur d'Activité
			déc-03	déc-04	déc-03	déc-04	
ACTIELEC Technologies	Toulouse	542 080 791	Société consolidante				Holding
Automotive							
ACTIA	Toulouse	389 187 360	99,97	99,97	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA MULLER SERVICES	Toulouse	350 183 182	99,99	99,99	I.G.	I.G.	Fabrication et distribution de matériels mécaniques pour garages et centres de contrôle
TECNOFRANCE	Méry sur Oise	342 201 563	99,50	99,50	I.G.	I.G.	Sans activité industrielle
AUTOTECH	Méry sur Oise	392 235 586	71,58	71,58	I.G.	I.G.	Sans activité industrielle
PARMA	Méry sur Oise	400 812 897	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Immobilier
AIXIA	Le Bourget du Lac	381 805 514	99,91	99,91	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ATON Systemes	Maison Alfort	384 018 263	75,97	87,80	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA UK	Newtown *(Pays de Galles)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
TEKHNE	Farnborough *(Angleterre)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Sans activité industrielle
ACTIA VIDEOBUS	Getafe Madrid *(Espagne)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications matériels audio et vidéo
ACTIA AUTOMOTIVE	Getafe Madrid *(Espagne)*		80,01	80,01	I.G.	I.G.	Distribution de produits de diagnostic
SCI Los Olivos	Getafe Madrid *(Espagne)*		39,99	39,99	M.E.	M.E.	Immobilier
KARFA	Mexico (*Mexique*)		90,00	90,00	I.G.	I.G.	Gestion de participations
ACTIA DE MEXICO	Mexico (*Mexique*)		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Fabrication et distribution de matériels audio et vidéo
ACTIA DO BRASIL	Porto Alegre (*Brésil*)		80,00	90,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA INC	Elkhart-Indiana (*USA)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Société sans activité
ATAL	Tabor (*Rep.Tchèque*)		89,98	89,98	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA ITALIA	Torino *(Italie)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
I + ME ACTIA	Braunsweig (*Allemagne*)		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA Corporation	Elkhart-Indiana (*USA)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA NL	Nuenen *(Pays-Bas)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA POLTIK SP	Lodz *(Pologne)*		70,00	70,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
CIPI	Tunis (*Tunisie*)		65,60	65,60	I.G.	I.G.	Fabrications électroniques
ACTIA INDIA	New Delhi *(Inde)*		51,00	51,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA SHANGAI	Shanghai *(Chine)*		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
ACTIA NORDIC (1)	Spanga *(Suède)*		-	52,00	-	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
Télécommunications							
SODIELEC	St Georges de Luzençon	699 800 306	90,47	90,47	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
DATENO (2)	Dinard	897 280 418	99,97	-	I.G.	-	
MORS Technologies (2)	Puy-Sainte-Réparade	432 005 569	99,96	-	I.G.	-	
EBIM (2)	Manosque	278 940 555	100,00	-	I.G.	-	
SCI Sodimob	St Georges de Luzençon	419 464 490	60,00	60,00	I.G.	I.G.	Immobilier
PILGRIM	Toulouse	403 566 375	99,99	99,99	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques
SCI de l'Oratoire (3)	Colomiers	345 291 405	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Immobilier
SCI Les Coteaux de Pouvourville	Toulouse	343 074 738	27,50	27,50	M.E.	M.E.	Immobilier

(1) ACTIA NORDIC a été acquise le 1er avril 2004

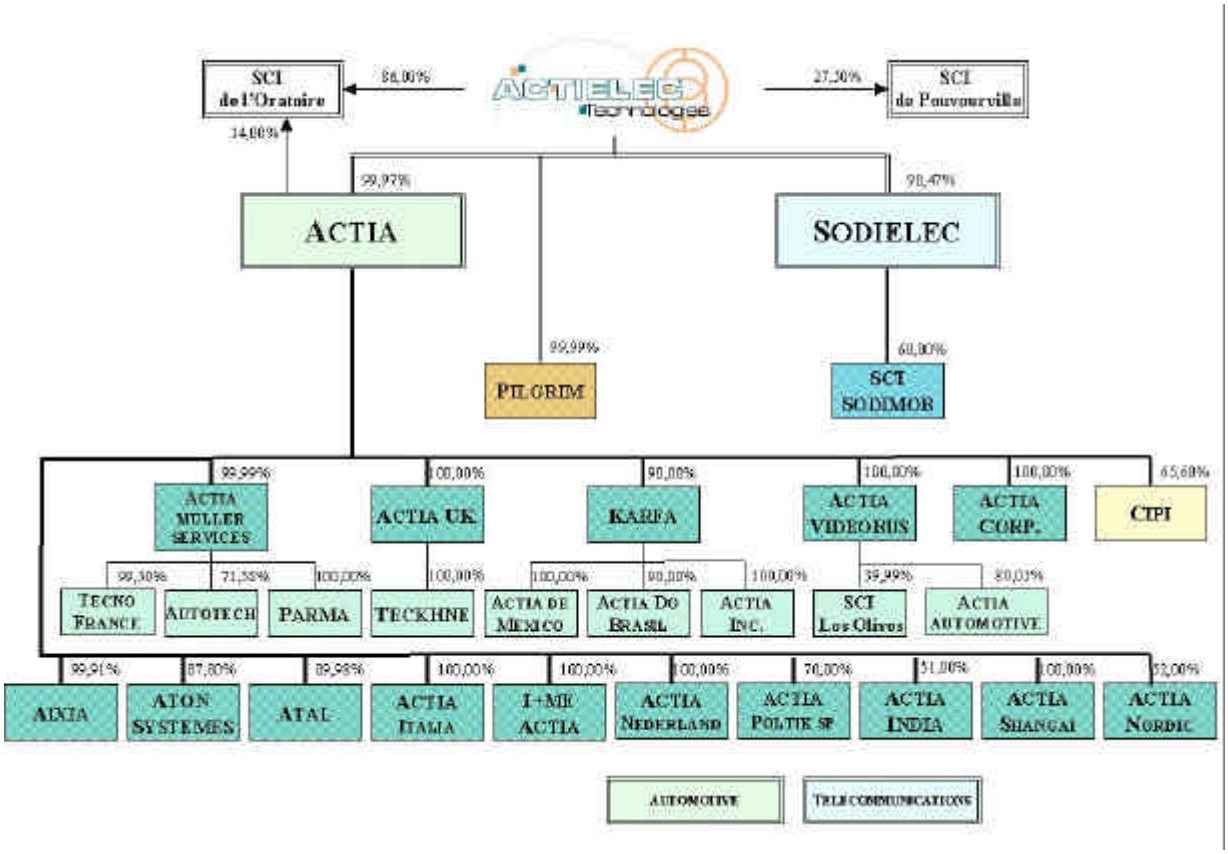
(2) DATENO, MORS Technologies et EBIM ont été absorbées par SODIELEC par décision de l'assemblée générale du 30 décembre 2004 avec effet rétroactif au 1er janvier 2004

(3) SCI de l'Oratoire est détenue à 86% par ACTIELEC Technologies et 14% par ACTIA

Au cours de l'exercice 2004, le Groupe a renforcé son contrôle dans les sociétés :

- ✓ ATON Systèmes : le pourcentage de contrôle passant de 75,97 % à 87,80 %,
- ✓ ACTIA do Brasil : de 80,00 % à 90,00 %.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION 31 DÉCEMBRE 2004



2.3.4 Immobilisations Incorporelles

Les valeurs brutes des **immobilisations incorporelles** ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en k€	au 31/12/03	Variation périmètre Ecarts de conversion	Acquisitions <Transfert>	Cessions et autres diminutions	au 31/12/04
Ecarts d'acquisition	27 415		811		28 226
Frais d'Etablissement	147	2		140	9
Frais de Recherche et Développement	20 724	445	3 426		24 595
Concessions, brevets et licences	5 153	164	1 333	15	6 635
Fonds de Commerce	76				76
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances et acomptes	6		3		9
Total	**53 521**	**611**	**5 573**	**155**	**59 550**

et les **amortissements** :

Chiffres exprimés en k€	au 31/12/03	Variation périmètre Ecarts de Conversion	Dotations <Transfert>	Reprises et autres diminutions	au 31/12/04
Ecarts d'acquisition	6 321		1 652		7 973
Frais d'Etablissement	5		2		7
Frais de Recherche et Développement	3 281	178	2 583		6 042
Concessions, brevets et licences	4 202	15	724	8	4 933
Fonds de commerce	6		6		12
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Total	**13 815**	**193**	**4 967**	**8**	**18 967**

Le détail des **écarts d'acquisition** est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	Valeurs Brutes					Amortissements						Valeurs Nettes	
	au 31/12/03	Acquisitions et autres augment.	Cessions et autres diminutions	Sortie de Bilan	au 31/12/04	Durées d'amortis-sement	au 31/12/03	Dotations	Reprises Cessions	Sortie de Bilan	au 31/12/04	au 31/12/03	au 31/12/04
CIPI	2 633				2 633	10 ans	1 711	263			1 974	922	659
ATON Systemes	352	223			575	5 ans	185	67			252	167	323
KARFA	85				85	5 ans	54	15			69	31	16
ACTIA Corp.	9 093				9 093	20 ans	1 592	455			2 047	7 501	7 046
ACTIA POLTIK	298				298	10 ans	75	30			105	223	193
ACTIA Automotive	42				42	5 ans	4	9			13	38	29
ACTIA Nordic		588			588	5 ans		88			88		500
SODIELEC	1 680				1 680	20 ans	685	56			741	995	939
MORS Techno.	5 763				5 763	20 ans	988	296			1 284	4 775	4 479
EBIM	7 469				7 469	20 ans	1 027	373			1 400	6 442	6 069
Total	27 415	811			28 226		6 321	1 652			7 973	21 094	20 253

L'acquisition le 1er avril 2004 de ACTIA NORDIC (52,00% pour 710 k€) a généré **un nouvel écart d'acquisition** de 588 k€ qui sera amorti sur une durée de 5 ans.

Lorsque les écarts d'acquisition sont entièrement amortis, ils sont sortis du Bilan tant en valeur brute qu'en amortissement.

Suivi de la valeur actuelle des écarts d'acquisition :
Les valeurs actuelles des écarts d'acquisition sont appréciées en utilisant, notamment, la méthode des flux futurs actualisés. Cette approche repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité futures, qui sont apparues les plus probables à la date d'arrêté de ces comptes. A noter que cette approche qui comporte les aléas et incertitudes propres à toute démarche prévisionnelle, confirme l'absence de perte de valeur des éléments d'actifs concernés.

L'augmentation des **immobilisations de Recherche et Développement (R & D)** provient essentiellement de :
- ✓ ACTIA SA (chronotachygraphe : + 1 M€),
- ✓ ACTIA DE MEXICO (projets Multibus/IAMSA+ 0,3 M€),
- ✓ l'acquisition de ACTIA NORDIC (+ 0,5 M€),
- ✓ SODIELEC SA (+1,7 M€ dont 0,6 M€ pour des projets aéronautiques et 0,5 M€ concernant l'activité numérique).

Le tableau ci-dessous résume l'évolution du **coût total** de la R & D :

Chiffres exprimés en k€		**2003**	**2004**
Automotive		19 174	24 422
	dont coût des études commandées par les clients	*7 603*	*11 337*
	dont immobilisations	*2 827*	*1 708*
	dont charges de l'année	*8 744*	*11 377*
Télécommunications		9 606	11 273
	dont coût des études commandées par les clients	*938*	*1 553*
	dont immobilisations	*1 894*	*1 718*
	dont charges de l'année	*6 774*	*8 002*
	Total	**28 780**	**35 695**
Amortissement des immobilisations de R&D n'entrant pas dans le calcul du coût total		1 387	2 583

2.3.5 Immobilisations Corporelles

Les valeurs brutes des **immobilisations corporelles** ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en k€	**au 31/12/03**	**Variation périmètre Ecarts de Conversion Autres variations**	**Acquisitions et Transferts**	**Cessions et autres diminutions**	**au 31/12/04**
Terrains	1 641	<70>			1 571
Constructions	11 459	<178>	81		11 362
Installations Techniques Matériel Outillage	23 424	36	3 051	626	25 885
Autres immobilisations	11 572	470	1 355	307	13 090
Immobilisations en cours	58	<30>	303	25	306
Total	**48 155**	**228**	**4 790**	**958**	**52 215**
Dont crédit bail:					
Terrains	62				62
Constructions	2 257				2 257
Matériel et Outillage	2 090		1 361		3 451
Autres immobilisations	2 050		20		2 070

L'acquisition de ACTIA NORDIC impacte la rubrique variation de périmètre pour :
- ✓ Installations Techniques Matériel Outillage + 0,4 M€,
- ✓ Autres Immobilisations + 0,5 M€.

Les écarts de conversion sont principalement liés aux variations des cours des devises suivantes :
- ✓ Dinar Tunisien (Tunisie) - 0,5 M€,
- ✓ Dollar US (Etats Unis) - 0,6 M€.

En 2004, les acquisitions les plus significatives concernent :

- ✓ ACTIA : 2,2 M€ (2 M€ d'installations techniques, dont 1,4 M€ en Crédit Bail liés au financement de l'outil de production de la filiale Tunisienne CIPI pour un contrat significatif, et 0,2 M€ d'autres immobilisations)
- ✓ CIPI : 0,6 M€ d'installations techniques,
- ✓ ACTIA NORDIC 0,4 M€ d'autres immobilisations.

Les **amortissements :**

Chiffres exprimés en k€	au 31/12/03	Variation périmètre Ecarts de Conversion Autres variations	Dotations	Reprises	au 31/12/04
Terrains	13				13
Constructions	4 926	<19>	554	2	5 459
Installations Techniques Matériel Outillage	18 652	<105>	1 902	567	19 882
Autres immobilisations	8 369	390	1 151	285	9 625
Total	**31 959**	**266**	**3 607**	**854**	**34 978**
Dont crédit bail:					
Constructions	792		102		894
Matériel et Outillage	1 818		371		2 189
Autres Immobilisations	1 722		301		2 023

2.3.6 Titres de Participations Immobilisés

Chiffres exprimés en k€	au 31/12/03		au 31/12/04		Détention
	Valeurs Brutes	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Valeurs Nettes	31/12/04
Titres de Participations					
C.Y.T.	33	0	33	0	15%
STEM	23	0	23	0	NS
C.G.C.	1	1	1	1	NS
ACTIMUR	53	53	53	53	37%
EURODIO	23	0	23	0	En cours dissolution
CAST	8	0	8	0	En cours dissolution
3 I S	27	0	27	0	45%
MIDI PYRENEES CREATION	2	2	2	2	NS
INTECS	350	350	350	350	14%
S.T.A.	203	0	203	0	5%
Total	**723**	**406**	**723**	**406**	
Autres Titres Immobilisés					
GTI Siglo XXI	94	3	94	3	
Titres Tunisiens	52	52	52	47	
Divers (parts sociales banques liées aux emprunts)	16	16	16	16	
Total	**162**	**71**	**162**	**66**	

2.3.7 Titres des Sociétés Mises en Equivalence

Chiffres exprimés en k€	Valeur des titres		Quote-part du Résultat	
	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2004
SCI Los Olivos	96	122	19	25
SCI de Pouvourville	551	506	133	56
Total	**647**	**628**	**152**	**81**

2.3.8 Stocks

Chiffres exprimés en k€	31/12/2003	31/12/2004
Par Nature		
Matières Premières	18 684	22 142
En cours de Biens	3 405	4 483
En cours Services	7 306	8 725
Produits Interm. et Finis	7 046	9 177
Marchandises	9 594	7 756
Total	**46 035**	**52 283**
Par Branche d'activité		
Automotive	28 720	35 093
Telecommunications *	17 315	17 190
Total	**46 035**	**52 283**

* y compris stock DGA porté par ACTIELEC Technologies (Comptes Sociaux)

En 2004, les stocks ont augmenté de 6,2 M€. Cette augmentation est principalement liée à l'activité de ACTIA SA (+ 4,5 M€) et l'activité de ACTIA Nordic (+ 1,0 M€, dont impact directement lié à l'acquisition 0,4 M€).

2.3.9 Créances et Comptes Rattachés, Autres Créances

Les **créances clients** sont à échéance à moins d'un an.

Les **autres créances** comprennent notamment:

- Du Crédit Impôt Recherche à hauteur de 1,7 M€ dont 0,9 M€ chez ACTIA SA et 0,8 M€ chez SODIELEC SA. Dans le cas où ces sommes ne seraient pas imputées sur des impôts dus, elles seraient remboursées par l'administration selon le calendrier suivant :
  - ✓ en 2005 0,2 M€
  - ✓ en 2006 1,0 M€
  - ✓ en 2007 0,5 M€

- Du Crédit d'Impôt sur les sociétés à hauteur de 1,8 M€ avec comme principales sociétés concernées :
  - ✓ ACTIA SA 0,4 M€
  - ✓ ACTIA MULLER SERVICES SA 0,2 M€
  - ✓ SODIELEC SA 0,5 M€

- De la TVA déductible à hauteur de 2,4 M€ répartie de la façon suivante :
  - ✓ ACTIA SA 0,2 M€
  - ✓ ACTIA MULLER SERVICES SA 2,0 M€
  - ✓ SODIELEC SA 0,2 M€

2.3.10 Impôts Différés

Chiffres exprimés en k€	31/12/03	31/12/04
Actifs d'impôts constatés au titre des :		
Décalage entre fiscal et social	790	866
Déficits reportables	6 980	7 698
Total Net des Actifs d'impôts	**7 770**	**8 564**
Passifs d'impôts constatés au titre des:		
Passifs d'impôts différés	17	43
Total Net des Passifs d'impôts	**17**	**43**
Total Net des Actifs ou Passifs d'impôts différés	**7 754**	**8 521**

Les moins-values long terme des sociétés françaises du Groupe qui n'ont pas été activées représentent une base totale d'impôt de 2,3 M€ (9,4 M€ au 31 décembre 2003 y compris déficits reportables) soit un impôt récupérable de 0,4 M€ (2,9 M€ au 31 décembre 2003).

2.3.11 Programme de Rachat d'Actions Propres

Le programme de rachat d'actions propres a été initialement autorisé par l'AMF (COB) le 14 décembre 2000 sous le VISA n°00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le VISA n° 02-357. Deux nouveaux programmes de rachat d'actions propres ont été successivement autorisés par les Assemblées Générales des 9 mai 2003 et 30 avril 2004 pour des durées de 18 mois. Ces nouveaux programmes n'ont pas nécessité d'autorisation préalable de l'AMF car :

- ✓ les actions rachetées ne peuvent plus être annulées,
- ✓ le plafond de rachat autorisé est de 0,5 % du Capital Social,
- ✓ les deux objectifs des programmes sont la régularisation des cours par intervention systématique à contre-tendance et l'intervention par achats et ventes en fonction des situations du marché.

Au 31 décembre 2004, ACTIELEC TECHNOLOGIES SA a racheté, depuis l'origine du programme, 61 996 actions propres comptabilisées dans l'Actif Circulant pour une valeur brute de 290 318 €, soit un prix moyen d'achat de 4,68 €.

Hors programme de rachat, ACTIELEC TECHNOLOGIES détient également 1 400 actions propres comptabilisées pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par MORS SA au moment de la fusion.

Une provision sur ces actions est effectuée en fonction du cours de clôture, qui s'élève au 31 décembre 2004 à 146 531 € pour un cours de 4,73 €.

2.3.12 Dettes Financières et Comptes Rattachés, Avances Conditionnées

Les dettes financières par nature de crédit et par échéance se repartissent de la façon suivante au 31 décembre 2004 :

Chiffres exprimés en k€	31/12/03				31/12/04			
	<31/12/04	>01/01/05 <31/12/08	>01/01/09	**Total**	<31/12/05	>01/01/06 <31/12/09	>01/01/10	**Total**
Avances Conditionnées	396	252		**648**	145	268		**413**
Emprunt Obligataire Convertible		1 499		**1 499**	495	1 060		**1 555**
Emprunts et Dettes Financières auprès des établissements de crédit	8 791	20 214	2 022	**31 027**	7 557	17 189	3 154	**27 900**
Dettes Financières de Crédit Bail	536	729	817	**2 082**	582	1 499	668	**2 749**
Emprunts et Dettes Financières Diverses	1 117			**1 117**	1 850			**1 850**
Concours Bancaires et Soldes Créditeurs de Banque	29 951			**29 951**	27 985			**27 985**
Total	**40 791**	**22 694**	**2 839**	**66 324**	**38 614**	**20 016**	**3 822**	**62 452**

- Les Concours Bancaires et Soldes Créditeurs de Banque au 31 décembre 2004 sont accordés généralement pour une durée de un an et sont renouvelables à la mi-année.

- L'Emprunt Obligataire Convertible en Actions a été émis fin décembre 2001 par SODIELEC SA aux conditions suivantes :
  - ✓ Obligations nominatives émises à 18 € de nominal au pair,
  - ✓ Durée de l'emprunt : 6 ans à compter de l'émission,
  - ✓ Intérêt annuel : 2,5 % l'an payable les 30 juin et 31 décembre de chaque année,
  - ✓ Droit de conversion : une action pour une obligation,
  - ✓ Exercice du droit de conversion : à tout moment.

  En cas de non-conversion, les obligations seront remboursées pour un tiers les 4ème, 5ème et 6ème année; elles donneront droit dans ce cas à une prime de non-conversion calculée à un taux tel que le taux actuariel brut global sera de 6 % l'an. Au 31 décembre 2004, aucun droit de conversion n'a été exercé.

- Fin 2003, ACTIA SA a obtenu un emprunt de 4 M€ dans le cadre du financement des coûts de développement du chronotachygraphe. Une première tranche de 2 M€ avait été tirée au 31 décembre 2003. Suite à l'homologation du chronotachygraphe, le déblocage du solde interviendra début juillet 2004. Cet emprunt est assorti du respect de convenants au 31 décembre en fonction de l'endettement de la Branche Automotive.

- Les garanties données sur les emprunts et dettes financières sont listées au paragraphe 2.3.24.

En fonction de la prise en compte des concours bancaires, les ratios « Endettement Net / Fonds Propres » sont les suivants au 31 décembre 2004 :

Chiffres exprimés en k€	**31/12/03**	**31/12/04**
Avances conditionnées à plus d'un an	252	268
Emprunts obligataires convertibles	1 499	1 555
Dettes Financières étab. Crédits	31 027	27 900
Dettes Financières de Crédit Bail	2 083	2 749
Sous-Total A	**34 861**	**32 472**
Disponibilités	6 332	10 421
Sous-Total B	**6 332**	**10 421**
Total Endettement Net = A - B	**28 529**	**22 051**
Total Fonds Propres	**42 954**	**53 098**
Ratio Endettement Net / Fonds Propres	**66%**	**42%**

Chiffres exprimés en k€	**31/12/03**	**31/12/04**
Emprunts obligataires convertibles	1 499	1 555
Dettes Financières étab. Crédits	31 027	27 900
Dettes Financières de Crédit Bail	2 083	2 749
Emprunts et dettes financières diverses	1 117	1 850
Concours Bancaires et Découverts	29 951	27 985
Sous-Total A	**65 677**	**62 039**
Actions propres	204	297
Autres valeurs mobilières	223	90
Disponibilités	6 332	10 421
Sous-Total B	**6 759**	**10 808**
Total Endettement Net = A - B	**58 918**	**51 231**
Total Fonds Propres	**42 954**	**53 098**
Ratio Endettement Net / Fonds Propres	**137%**	**96%**

2.3.13 Variation des Capitaux Propres

Le détail des variations de Capitaux Propres est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	Part de Groupe							Intérêts Minoritaires			Total Capitaux Propres
	Capital	Primes	Report à nouveau	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conversion	**Total Part de Groupe**	Intérêts Hors Groupe	Résultat Hors Groupe	**Total Intérêts Minori-taires**	
Situation au 31.12.2002	**12 865**	**9 277**	**10 406**	**8 389**	**-3 370**	**-789**	**36 778**	**3 046**	**-101**	**2 945**	**39 723**
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1713	-5083	3 370			-101	101		
Bons de Souscription d'Actions ACTIA				1600			**1 600**				1 600
Résultat de l'exercice					1 941		**1 941**		56	**56**	1 997
Ecarts de conversion et autres						-908	**-908**	-106		**-106**	-1 014
Situation au 31.12.2003	**12 865**	**9 277**	**12 120**	**4 906**	**1 941**	**-1 697**	**39 411**	**2 839**	**56**	**2 895**	**42 306**
Affectation du résultat de l'exercice précédent			122	1819	-1 941			56	-56		
Résultat de l'exercice					3 866		**3 866**		562	**562**	4 428
Augmentation de capital	1406	4515,3					**5 922**				5 922
Ecarts de conversion et autres				41		-2	**40**	-12		**-12**	28
Situation au 31.12.2004	**14 271**	**13 792**	**12 241**	**6 766**	**3 866**	**-1 699**	**49 239**	**2 883**	**563**	**3 446**	**52 685**

En 2003, l'ANVAR, Agence Française de l'Innovation, et ACTIELEC TECHNOLOGIES ont signé un accord pour convertir une aide à l'innovation, versée initialement sous forme d'avance remboursable, en bons de souscription d'actions (BSA), sur la Société ACTIA, filiale du Groupe ACTIELEC TECHNOLOGIES. Le 11 juin 2003, l'ANVAR a souscrit 943 bons de souscription d'actions aux conditions suivantes :

- ✓ les bons émis permettront chacun la souscription d'une action de la Société,
- ✓ les actions nouvelles souscrites au moyen de l'exercice des bons devront être intégralement libérées lors de leur souscription à un prix de 283 € par action,
- ✓ les bons pourront être exercés à tout moment dans un délai de 8 ans à compter de l'autorisation d'émission. Au delà, les bons non exercés perdront toute valeur.

Au 31 décembre, aucun bon de souscription n'a été utilisé.

Par ailleurs, ACTIELEC TECHNOLOGIES s'est engagée à racheter à compter du 1er janvier 2008 jusqu'au 11 juin 2011 les BSA émis par ACTIA SA et entièrement souscrits par l'ANVAR, dès la première demande de cette dernière. Le prix de rachat de ces BSA par ACTIELEC TECHNOLOGIES dépendrait alors de la valeur du titre ACTIELEC TECHNOLOGIES au moment du rachat.

2.3.14 Capital Social

Après l'augmentation de capital du 14 octobre 2004, le capital social de la Société ACTIELEC TECHNOLOGIES est composé de 19 028 208 actions de 0,75 Euros chacune, soit un capital social de 14.271.156 Euros. La Société est cotée au Second Marché d'Euronext Paris (Code ISIN FR 0000076655).

Cette augmentation de capital a été effectuée aux conditions suivantes :

- ✓ 1 875 000 actions nouvelles créées,
- ✓ le prix de souscription de l'action a été fixé à 3,35 €,
- ✓ à chaque action est attaché un bon de souscription d'action.

La différence entre la valeur nominale des nouvelles actions (0,75 € l'action soit au total 1 406 250 €) et leur prix de souscription (3,35 € l'action soit au total 6 281 250 €) a été affectée au poste « Prime d'émission » après déduction des frais inhérents à l'augmentation de Capital (359 675,58 €).

Les caractéristiques des bons de souscription ou d'achat d'actions sont les suivantes :

- ✓ le seul droit attaché aux Bons est celui de souscrire ou d'acquérir contre paiement du prix d'exercice des actions de la Société à émettre ou existantes,
- ✓ la parité d'exercice a été fixée à deux bons pour une action de la Société,
- ✓ le prix d'exercice a été fixé à 4,50 Euros,
- ✓ le titulaire de Bons a la faculté d'exercer les Bons à tout moment à partir du 15 octobre 2004 jusqu'au 14 octobre 2007. Passé ce délai de trois ans, les Bons qui n'auront pas été exercés deviendront caducs,
- ✓ En cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital, de fusion, de scission et d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des Actionnaires de la Société, la Société se réserve le droit de suspendre l'exercice des Bons pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois,
- ✓ Les Bons font l'objet d'une cotation indépendante de la cotation des actions d'origine sur le Second Marché d'Euronext Paris (Code ISIN FR 0010121061). Au 31décembre 2004, le cours unitaire était fixé à 0,48 €.

La situation nette d'ACTIELEC TECHNOLOGIES SA a évolué comme suit pendant l'exercice :

Chiffres exprimés en k€	**Solde au 31/12/03 avant Affectation**	**Affectation du Résultat 2003**		**Augmentation de Capital**	**Solde au 31/12/2004**
		Dividendes	**Autres**		
Capital	12 865			1 406	14 271
Prime d'Emission et de Fusion	9 277			4 515	13 792
Réserves Légales	1 286				1 286
Réserves Indisponibles	189				189
propres)	12 120		122		12 241
Résultat Social ACTIELEC Technologies 2003	122		<122>		
Résultat Social ACTIELEC Technologies 2004					<1 019>
Situation Nette	**35 859**			**5 922**	**40 761**

Un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'options de souscription ou d'achat d'actions porte sur 240 000 actions au prix unitaire de 1,92 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2004, aucune option n'a été exercée.
Mis à part ce plan, il n'existe aucun autre plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la Société ou le Groupe.

2.3.15 Résultat par action

Le calcul du résultat de base par action au 31 décembre 2004 a été effectué sur la base du résultat consolidé part de groupe de l'exercice de 3 866 442 € (1 941 038 € au 31 décembre 2003) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2004 de 17 480 437 titres (17 090 681 titres au 31 décembre 2003), calculé comme suit :

	2004	2003
Résultat consolidé part de groupe *(en €)*	**3 866 442**	**1 941 038**
Nombre moyen pondéré d'actions		
Actions émises au 1er janvier	17 153 208	17 153 208
Actions propres détenues au 31 décembre	63 396	63 396
Actions émises en octobre 2004	1 875 000	
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre *(en nombre)*	**17 480 437**	**17 090 681**
Résultat de base par action *(en Euros)*	**0,221**	**0,114**

2.3.16 Provisions pour Risques et Charges

Elles ont évolué de la manière suivante :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/03	Variation Périmètre Ecart de conversion	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/04
Provisions pour Risques	1 422	<6>	1 882	1 225	2 073
Provisions pour Charges Sociales	389	<2>	361	49	699
Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite	1 595		1 410		3 005
Provisions Impôts Différés	17		26		43
Total	**3 423**	**<8>**	**3 679**	**1 274**	**5 820**

Les provisions pour risques concernent principalement des garanties sur produits.

L'augmentation de la provision pour indemnité de départ à la retraite concerne principalement une provision pour rupture de contrat (1 190 k€).

Le détail des reprises est le suivant :

- ✓ Provisions utilisées :
  - Redressement Fiscal : ACTIA SA 52 k€
  - Garantie produit : ACTIA SA 381 k€
  - ACTIA MULLER SERVICES 322 k€
  - I + ME ACTIA 140 k€
- ✓ Provisions non utilisées
  - ACTIA SA : 52 k€

2.3.17 Information sectorielle

Le **Résultat d'exploitation** par **Branche d'activité** est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	2003 Branche Automotive	2003 Branche Télécom-munications	2003 Autres	2003 Comptes Consolidés Groupe	2004 Branche Automotive	2004 Branche Télécom-munications	2004 Autres	2004 Comptes Consolidés Groupe
Produits d'exploitation								
Chiffre d'Affaires	151 228	48 012	-661	198 580	177 818	50 190	-266	227 741
Production stockée	-265	565	0	300	2 369	2 411	0	4 780
Production Immobilisée	2 380	1 905	0	4 285	1 091	1 730	0	2 821
Subventions d'exploitation	186	95	0	281	508	150	0	659
Reprises amort., provisions, transferts	2 081	940	32	3 053	2 267	1 406	-1	3 672
Autres produits	215	62	-0	277	133	202	0	335
Total Produits d'Exploitation	**155 824**	**51 581**	**-629**	**206 776**	**184 186**	**56 089**	**-267**	**240 009**
Charges d'explotation								
Achats consommés	70 866	21 803	-804	91 865	85 394	24 336	-359	109 371
Charges externes	27 795	5 957	-1 258	32 494	38 123	6 140	-1 503	42 760
Impôts et taxes	2 072	988	116	3 176	2 442	1 032	142	3 616
Charges de personnel	42 961	15 801	1 020	59 783	45 259	15 997	1 253	62 508
Dot. aux amortissements	4 053	1 594	186	5 833	4 569	2 477	174	7 220
Dot. aux provisions	2 319	174	0	2 493	2 858	878	1 206	4 942
Autres produits et charges	605	263	0	869	488	40	0	528
Total Charges d'Exploitation	**150 672**	**46 582**	**-740**	**196 513**	**179 133**	**50 900**	**912**	**230 945**
Résultat d'exploitation	**5 153**	**4 999**	**111**	**10 263**	**5 053**	**5 189**	**-1 179**	**9 063**

Le Chiffre d'Affaires Net Consolidé se répartit **par activité** de la manière suivante :

Chiffres exprimés en k€	2003 CA Consolidé de Branche	2003 CA Consolidé Groupe Contribution Nette	2004 CA Consolidé de Branche	2004 CA Consolidé Groupe Contribution Nette
Automotive	151 228	150 824	177 818	177 742
Télécommunications	48 012	47 756	50 190	49 999
Total		**198 580**		**227 741**

Le Chiffre d'Affaires Net Consolidé **par zone géographique** se répartit comme suit :

Chiffres exprimés en k€	2003	2004
Chiffre d'Affaires Réalisé par des Sociétés Françaises	128 087	146 758
** dont Réalisé avec la France*	*109 020*	*110 709*
** dont Réalisé à l' Exportation (A)*	*19 067*	*36 049*
Chiffre d'Affaires Réalisé par des Sociétés Etrangères (B)	70 493	80 983
** dont Zone Europe*	*46 213*	*55 782*
** dont Zone Amérique*	*24 276*	*24 904*
** dont Zone Asie*	*4*	*298*
Total	**198 580**	**227 741**
Dont Chiffre d'Affaires réalisé pour l'étranger (A+B)	*89 560*	*117 032*

Pour des raisons de protection des réseaux de vente, il n'est pas fait mention de la répartition par pays étranger.

2.3.18 Impôts sur les Bénéfices

Chiffres exprimés en k€	2003	2004
Résultat des sociétés intégrées après dotation aux amortissements d'écarts d'acquisitions	1 845	4 348
Impôt <crédit>	2 275	<775>
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	**4 120**	**3 573**

Le Groupe ACTIELEC TECHNOLOGIES, par ses branches Automotive et Télécommunications, assume des dépenses de R&D importantes. Sur les trois dernières années, la moyenne s'établit à 17,6 % du Chiffre d'Affaires Consolidé (Cf. § 2.3.4). La conséquence de cette politique volontariste se traduit d'un point de vue fiscal, par l'obtention d'un Crédit d'Impôt Recherche, ayant pour effet de réduire le taux d'impôt habituel applicable en France.

Le tableau détaillé ci-après, permet d'expliquer l'impôt dans les comptes consolidés :

Chiffres exprimés en k€	2003	2004
Impôt Théorique calculé avec un taux français normal	1 284	1 440
IFA & Crédit Impôt Recherche	<164>	<1 284>
Dotations Amortissements Ecarts d'Acquisition	533	567
Effet sur l'Impôt Théorique:		
- Différentiel de taux (pays étrangers, taux français)	288	174
- Pertes fiscales non activées	168	339
- Actualisation des perspectives d'utilisation des pertes fiscales	31	<1 651>
- Ajustement de l'impôt sur exercice antérieur	69	
- Autres (y compris différences permanentes)	66	<360>
Impôt comptabilisé	**2 275**	**<775>**

Nous vous rappelons que les impôts différés sont détaillés au paragraphe 2.3.10.

La répartition de l'impôt entre les résultats courant et exceptionnel est la suivante :

Chiffres exprimés en k€	2003	2004
Résultat Courant	2 355	<584>
Résultat Exceptionnel	<80>	<191>
Total	**2 275**	**<775>**

2.3.19 Note sur le Résultat Financier

Dans les charges financières, les éléments significatifs sont :	**2003**	**2004**
✓ Intérêts et Charges Financiers Etablissements de Crédit :	3 694 k€	3 347 k€
✓ Différence Négative de Change :	2 664 k€	1 375 k€

Dans les produits financiers, les éléments significatifs sont :	**2003**	**2004**
✓ Différence Positives de Change :	1 607 k€	1 133 k€

2.3.20 Note sur le Résultat Exceptionnel

Aucun élément significatif n'est à signaler dans le résultat exceptionnel sur l'année 2004.

2.3.21 Opérations avec les entreprises liées

Chiffres exprimés en k€	2003	2004
Bilan ACTIF		
Autres Créances	776	1
Bilan PASSIF		
Dettes Fournisseurs	43	369
Compte de Résultat :		
Charges d'exploitation	1 796	2 053
Charges financières	2	
Produits financiers		26

2.3.22 Rémunération aux Membres de l'Organe de Direction

Le Président du Directoire et le Président du Conseil de Surveillance d'ACTIELEC TECHNOLOGIES SA ne sont pas rémunérés par ACTIELEC TECHNOLOGIES. Un seul membre du Directoire est rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail et a perçu au cours de 2004 un salaire brut de 58 278 €.

2.3.23 Effectif

Effectif moyen par zone géographique	2003	2004
France	1 030	1 014
Etranger	843	928
Total	**1 873**	**1 942**

L'accroissement de l'effectif moyen à l'étranger est lié à :
- ✓ l'acquisition de la Société ACTIA NORDIC en Suède (17 salariés),
- ✓ l'embauche de 22 salariés chez CIPI,
- ✓ l'embauche de 22 salariés chez ACTIA INDIA.

La ventilation de l'effectif moyen par branche est la suivante :

	Cadres	TAM	Ouvriers Employés	Total
AUTOMOTIVE	474	572	535	**1 581**
TELECOMMUNICATIONS	154	106	94	**354**
ACTIELEC Technologies	6		1	**7**
Total	**634**	**678**	**630**	**1 942**

2.3.24 Engagement Hors Bilan

Au 31 décembre 2004, les Engagements Hors Bilan se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en k€	31/12/03	31/12/04
Engagements reçus		
Cautions Bancaires	194	312
Total des Engagements reçus	**194**	**312**
Engagements donnés		
Rachat des BSA émis par ACTIA (1)	1 600	1 600
Effets escomptés non échus et cessions DAILLY (2)	8 672	9 147
Prime sur contrat		1 332
Total des Engagements donnés	**10 272**	**12 079**

(1) Montant évoluant en fonction de la valeur du titre ACTIELEC Technologies (cf.§ 2.3.13)

(2) Branche AUTOMOTIVE uniquement

Les informations ci-dessus ne reprennent pas les encours de Crédit Bail qui sont traités au paragraphe 2.3.5.

2.3.25 Garanties sur Eléments d'Actifs

Les Garanties sur éléments de l'Actif se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en k€	31/12/03	31/12/04
Nantissement de créances professionnelles *	10 995	8 757
Nantissement matériel	172	246
Nantissement CIR	1 738	104
Hypothèques	2 463	2 169
Total des Garanties sur Elements d'Actif	**15 368**	**11 276**

* Dont ACTIA SA 3 069 k€ et SODIELEC SA 5 688 k€ au 31/12/2004 (respectivement 2 091k€ et 8 904 k€ au 31/12/2003)

2.3.26 Politique de Couverture de Risque :

Risque de Change : Le Groupe, dans les pays où les risques sur les monnaies sont les plus sensibles, pratique depuis 1999, des facturations en Euros pour tous les flux intragroupes et limite la durée du Crédit Client sur les pays à monnaie fondante.

Risque de Taux : Le Groupe a souscrit 35 % de ses crédits Moyen et Long Terme à taux fixe contre 65 % à taux variable (dont les encours sont garantis par des contrats de CAP ou de SWAP pour 62 %).

Les en-cours de Crédits Court Terme sont utilisés sur des bases de taux variables.

Au 31 décembre 2004, ACTIELEC TECHNOLOGIES S.A. avait souscrit :

- ✓ un CAP sur 2,6 M€ d'emprunts au taux maximum de 4,5% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003,

- ✓ un SWAP (taux variable vers taux fixe) sur 2,6 M€ d'emprunts au taux de 2,76% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003.

ACTIA S.A. exerce une surveillance quotidienne des taux. Au 31 décembre 2004, la Société avait souscrit :
- ✓ un CAP sur 3,0 M€ d'emprunts au taux maximum de 4,25% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003,
- ✓ un SWAP (taux variable vers taux fixe) sur 3,0 M€ au taux de 2,77% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003.

2.3.27 Passage aux Normes IAS / IFRS :

En tant que Groupe coté, ACTIELEC Technologies a l'obligation de présenter ses comptes consolidés 2005 selon le référentiel comptable unique lié à l'application des normes IAS / IFRS.

L'analyse détaillée des normes et de leurs incidences, commencée en 2003, a permis d'identifier les normes susceptibles d'avoir des incidences significatives :

- ✓ **Immobilisations Incorporelles (IAS 38)**
  Pour le Groupe, cette norme devrait avoir peu d'incidence sur l'actif du bilan car les frais de développement sont déjà immobilisés lorsqu'ils respectent certains critères. L'analyse menée projet par projet permettra de confirmer le respect des critères spécifiques de la norme IAS 38.
  Les modalités d'amortissement appliquées aujourd'hui à ces projets (amortissement linéaire) pourraient également évoluer, selon les projets concernés (amortissement selon la méthode des unités de production).

- ✓ **Reconnaissance du Revenu (IAS 18 – IAS 11)**
  L'application stricte de la norme IAS 11 aux Contrats Long Terme du Groupe pourrait générer certaines différences.

- ✓ **Information Sectorielle (IAS 14)**
  Le Groupe poursuit l'évolution de son process de reporting, afin d'affiner et de fiabiliser l'information sectorielle disponible.
  La ventilation primaire qui sera retenue sera une ventilation par secteurs d'activité.

- ✓ **Présentation des Etats Financiers (IAS 1)**
  Le Groupe présentera ses comptes consolidés conformément à la recommandation N° 2004-R-02 du Conseil National de la Comptabilité, en optant pour une présentation du Compte de Résultat par Nature.

2.3.28 Evènements Post-Clôture :

Le 4 février 2005, SCI ORATOIRE a vendu son bâtiment situé à Colomiers (31700) à NATIOCREDITMURS dans le cadre d'une cession-bail.

2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

RUBRIQUES En euros	31/12/03		31/12/04	
Résultat net des sociétés intégrées	1 845 498		4 348 088	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:				
- Amortissements et Provisions (1)	7 843 563		11 309 674	
- Autres produits et charges	(28 215)		(718 798)	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	9 660 846		14 938 964	
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	90 750		100 650	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 274 686		(2 566 749)	
Flux net de trésorerie généré par l'activité		11 026 282		12 472 865
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement:				
Acquisition d'immobilisations	(8 695 480)		(8 171 381)	
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	259 259		77 400	
Incidence des variations de périmètres (2)	(967 000)		(1 108 740)	
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(9 403 221)		(9 202 721)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement:				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				
Dividendes versés aux actionnaires des sociétés intégrées	(8 860)		(23 400)	
Augmentations de capital en numéraire			5 967 042	
Emissions d'emprunts	2 649 516		6 076 454	
Remboursements d'emprunts	(6 698 244)		(9 311 300)	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(4 057 588)		2 708 796
Incidence des variations de cours de devises	229 721		36 405	
Variations de trésorerie		(2 204 806)		6 015 345
Trésorerie d'ouverture	(20 987 718)		(23 192 524)	
Trésorerie de clôture	(23 192 524)		(17 177 179)	

(1) A l'exclusion des provisions sur actifs circulants.
(2) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée.
(3) Détail de la Trésorerie de clôture :

Disponibilités Nettes	10 421 012 €
Actions Propres	296 939 €
Autres Valeurs Mobilières	89 651 €
Concours Bancaires Courants (inclus dans le poste Emprunts et Dettes auprès des Etablissements de Crédits)	(27 984 781) €

2.5 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG

KPMG Audit

9, avenue Parmentier
B.P. 2398
31086 Toulouse Cedex 02
France

Eric Blache

14, rue Clapeyron

75008 Paris
France

Actielec Technologies S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 25, chemin de Pouvourville – B.P. 74215 – 31432 Toulouse Cedex 04
Capital social : €.14.271.156

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Actielec Technologies S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes I.3 et IV de l'annexe aux comptes consolidés exposent les méthodes de suivi de la valeur des écarts d'acquisition.

  Les règles et méthodes comptables relatives aux dépenses de recherche et développement ainsi que les règles et méthodes comptables relatives aux encours d'études et aux contrats long terme valorisés selon la méthode de l'avancement sont exposées dans les notes II.1 et II.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

  La note II.6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la constatation des impôts différés et à la reconnaissance des impôts différés actifs.

  Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et les informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à des ruptures de contrat, telles que décrites en note XVI de l'annexe aux comptes consolidés.

  Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

  Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Toulouse et Paris, le 21 mars 2005

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre
Associé

Eric Blache

3. COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2004

3.1. BILAN

Bilan Actif en €	31/12/04			31/12/03	31/12/02
Rubriques	*Montant Brut*	*Amortissements*	*Net*	*Net*	*Net*
Capital souscrit non appelé					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires	45 411	34 999	10 412	437	1 416
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	50 171	50 171	0	0	0
Installations techniques, matériel, outillage					
Autres immobilisations corporelles	332 938	306 548	26 389	34 135	38 583
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations	40 362 316	2 572 097	37 790 219	37 790 791	37 791 120
Créances rattachées à des participations	12 340 140	306 724	12 033 416	10 007 329	10 272 074
Autres titres immobilisés	233 008		233 008	233 008	233 008
Prêts	339		339		
Autres immobilisations financières	12 909		12 909	7 382	7 382
ACTIF IMMOBILISE	**53 377 231**	**3 270 539**	**50 106 692**	**48 073 082**	**48 343 583**
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	418 111		418 111	1 975 440	2 148 733
Avances et acomptes versés sur commandes	1 089 544		1 089 544		
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés	8 390 942		8 390 942	3 940 976	3 602 489
Autres créances	1 709 344		1 709 344	3 012 491	2 143 198
Capital souscrit et appelé, non versé					
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement	444 279	147 340	296 940	203 501	123 792
(dont actions propres : 443 470)					
Disponibilités	1 717 103	42 863	1 674 240	181 457	113 639
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance	81 998		81 998	94 523	101 048
ACTIF CIRCULANT	**13 851 322**	**190 203**	**13 661 120**	**9 408 388**	**8 232 900**
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					
Ecarts de conversion actif					
TOTAL GENERAL	**67 228 554**	**3 460 742**	**63 767 812**	**57 481 470**	**56 572 483**

Bilan Passif en €	*31/12/04*	*31/12/03*	*31/12/02*
Capital social ou individuel (dont versé : 14 271 156)	14 271 156	12 864 906	12 864 906
Primes d'émission, de fusion, d'apport	13 792 304	9 276 980	9 276 980
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence)			
Réserve légale	1 286 491	1 286 491	1 286 491
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluctuation cours)	189 173	189 173	189 173
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)			
Report à nouveau	12 241 114	12 119 544	10 406 178
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**(1 018 840)**	**121 570**	**1 713 366**
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES	**40 761 398**	**35 858 664**	**35 737 094**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES	**0**	**0**	**0**
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	1 189 649		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**1 189 649**	**0**	**0**
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 340 658	14 497 020	13 407 777
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. Participatifs)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	170 900		
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 088 505	2 965 388	4 790 122
Dettes fiscales et sociales	228 390	229 203	148 294
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	655 531	981 772	1 311 050
Autres dettes	4 332 782	2 949 423	1 182 146
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES	**21 816 765**	**21 622 806**	**20 839 389**
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL	**63 767 812**	**57 481 470**	**56 576 483**

3.2. COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	*France*	*Exportation*	*31/12/04*	*31/12/03*	*31/12/02*
Ventes de marchandises	12 484 621		12 484 621	9 205 696	6 109 174
Production vendue de biens					
Production vendue de services	4 167 738		4 167 738	3 683 508	3 476 766
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**16 652 359**		**16 652 359**	**12 889 205**	**12 889 205**
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			50 594	46 289	58 986
Autres produits					
PRODUITS D'EXPLOITATION			**16 702 954**	**12 935 493**	**9 644 926**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			10 927 293	9 032 402	4 493 484
Variation de stock (marchandises)			1 557 328	173 294	1 615 690
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)					
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes			3 218 946	2 874 789	2 802 685
Impôts, taxes et versements assimilés			105 842	80 999	80 353
Salaires et traitements			786 270	687 909	716 135
Charges sociales			326 414	282 850	283 540
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			10 503	12 085	24 857
Sur immobilisations : dotations aux provisions					
Sur actif circulant : dotations aux provisions					
Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 189 649		
Autres charges					
CHARGES D'EXPLOITATION			**18 122 244**	**13 144 32**	**10 016 744**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**(1 419 291)**	**(208 835)**	**(371 817)**
OPERATIONS EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations			648 456	677 406	1 586 550
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			124 299	122 400	109 562
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charges			181 758	2 580 754	7 852
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			13 255		9 627
PRODUITS FINANCIERS			**967 767**	**3 380 561**	**1 713 591**
Dotations financières aux amortissements et provisions			18 385		172 334
Intérêts et charges assimilées			545 630	596 082	782 329
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
CHARGES FINANCIERES			**564 015**	**596 082**	**954 663**
RESULTAT FINANCIER			**403 753**	**2 784 478**	**758 928**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**(1015 538)**	**2 575 643**	**387 111**

Rubriques	*31/12/04*	*31/12/03*	*31/12/02*
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	144 339	296 403	3 241
Produits exceptionnels sur opérations en capital	7 009	2 083	3 851 993
Reprises sur provisions et transferts de charges	121 928	266 513	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**273 276**	**564 999**	**3 855 234**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	121 933	362 374	56 008
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	150 895	2 641 453	2 469 160
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**272 828**	**3 003 828**	**2 525 168**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**448**	**(2 438 828)**	**1 330 066**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			
Impôts sur les bénéfices	3 750	15 245	3 811
TOTAL DES PRODUITS	**17 943 997**	**16 881 053**	**15 213 751**
TOTAL DES CHARGES	**18 962 837**	**16 759 483**	**13 500 386**
BENEFICE OU PERTE	**(1 018 840)**	**121 570**	**1 713 366**

3.1 ANNEXE

3.1.1 Règles et Méthodes Comptables

3.1.1.1 Evènements Significatifs

La Société ACTIELEC TECHNOLOGIES a rempli son rôle de Holding animatrice de Groupe en 2004.

Le 14 octobre 2004, la Société a procédé à une augmentation de capital sous forme d'émission d'actions assorties de bons d'acquisition d'actions existantes et/ou de souscription d'actions nouvelles (ABSEANE). Les conditions et modalités de cette augmentation sont détaillées au paragraphe 3.3.2.8.

Par ailleurs, la signature en 2001 du contrat avec la DGA, contrat pour des stations terriennes au nom de ses filiales SODIELEC et DATENO, a entraîné en 2004 l'enregistrement d'achats auprès de ses filiales et de refacturation à la DGA en augmentation de 36 % par rapport à l'exercice 2003.

3.1.1.2 Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.
L'application en 2004 du règlement CRC 2004-03 n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres et le résultat de la Société.

3.1.1.3 Immobilisations Incorporelles

Les droits et concessions sont amortis en linaire sur deux ans.

3.1.1.4 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes comptables suivantes :

- ✓ Constructions, Aménagements : Linéaire en 10 à 20 ans
- ✓ Autres : Linéaire en 4 à 10 ans

3.1.1.5 Immobilisations Financières

Les titres de participation figurent au Bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la situation nette de la Société détenue est inférieure au prix d'acquisition et si son évolution ne prévoit pas un rétablissement, une dépréciation peut être constituée, pour autant que la valeur d'utilité soit inférieure à la valeur comptable des titres détenus sur cette société.

La valeur d'utilité est appréciée en utilisant, notamment, la méthode des flux futurs actualisés. Cette approche repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité futures, qui sont apparues les plus probables à la date d'arrêté de ces comptes. A noter que cette approche qui comporte les aléas et incertitudes propres à toute démarche prévisionnelle, confirme l'absence de perte de valeur des titres concernés.

3.1.1.6 Engagements de Retraite

Dans les Engagements Hors Bilan, les Engagements de Retraite représentent un montant de 98 051 €.

3.1.2 Compléments d'Informations Relatifs aux Bilan et Compte de Résultat

Les comptes sont arrêtés au 31 décembre 2004 pour une période de douze mois.

3.1.2.1 Immobilisations Incorporelles

Les valeurs brutes des **immobilisations incorporelles** ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en €	Au 31/12/2003	Acquisitions	Cessions Virements	Au 31/12/2004
Frais d'Etablissement	0			0
Autres Immobilisations Incorporelles	34 361	19 350	8 300	45 411
TOTAL	**34 361**	**19 350**	**8 300**	**45 411**

et les **amortissements** :

Chiffres exprimés en €	Au 31/12/2003	Dotations	Reprises	Au 31/12/2004
Frais d'Etablissement	0			0
Autres Immobilisations Incorporelles	33 924	2 425	1 350	34 999
TOTAL	**33 924**	**2 425**	**1 350**	**34 999**

3.1.2.2 Immobilisations Corporelles

Les Valeurs brutes des **immobilisations corporelles** ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en €	Au 31/12/2003	Acquisitions	Cessions Virements	Au 31/12/2004
Terrains	0			0
Constructions	50 171			50 171
Installations Techniques, Matériel, Outil.	0			0
Autres	332 605	332		332 937
Immobilisations en cours	0			0
TOTAL	**382 776**	**332**	**0**	**383 108**

et les amortissements :

Chiffres exprimés en €	Au 31/12/2003	Dotations	Reprises	Au 31/12/2004
Terrains	0			0
Constructions	50 171			50 171
Installations Techniques, Matériel, Outil.	0			0
Autres	298 470	8 078		306 548
TOTAL	**348 641**	**8 078**	**0**	**356 719**

3.1.2.3 Immobilisations Financières

Elles ont évolué de la manière suivante :

Chiffres exprimés en €	Montants des Titres au Bilan				Pourcentage de détention au 31/12/04	Capitaux Propres avant affectation de l'exercice au 31/12/03	Chiffres d'Affaires HT 2004	Résultats Nets au 31/12/04
	au 31/12/03		au 31/12/04					
	Valeurs Brutes	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Valeurs Nettes				
TITRES DE PARTICIPATION								
Filiales et Participations > 10 %								
ACTIA	17 974 389	17 974 389	17 974 059	17 974 059	99,97%	24 994 288	94 544 194	2 285 568
SODIELEC	19 563 240	19 563 240	19 563 230	19 563 230	90,47%	33 906 847	48 632 647	5 927 978
PILGRIM	2 515 791	0	2 515 791	0	99,99%	8 658	185 794	18 974
MORS INC	0	0	0	0	100,00%	NC	NC	NC
CYT	33 494	0	33 494		0,00%	NC	NC	NC
SCI ORATOIRE	199 098	199 098	199 098	199 098	86,00%	<34 674>	309 741	79 705
SCI POUVOURVILLE	41 161	41 161	41 161	41 161	27,50%	4 043 651	595 630	3 204 887
ACEM (liquidée en 2003)								
Filiales et Participations < 10 %								
DATENO	206	206	0	0	0,000%	NC	NC	NC
CIPI	10 138	10 138	10 138	10 138	0,200%	1 350 437	3 884 048	225 502
MORS Technologies	10	10	0	0	0,000%	NC	NC	NC
EBIM	17	17	0	0	0,000%	NC	NC	NC
Hors-Groupe								
MPC	1 525	1 525	1 524	1 524	0,024%	NC	NC	NC
CONTINENTALE	47	47	47	47	NS	NC	NC	NC
STEM	22 813	0	22 812	0	NS	NC	NC	NC
CGC	960	960	960	960	NS	NC	NC	NC
Total	**40 362 888**	**37 790 791**	**40 362 313**	**37 790 217**				
AUTRES TITRES IMMOBILISES								
1% Construction	15 550	15 550	15 550	15 550				
Obligations convertibles SODIELEC	217 458	217 458	217 458	217 458				
Total	**233 008**	**233 008**	**233 008**	**233 008**				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
Prêt	0	0	339	339				
Cautionnement	30	30	30	30				
Créances Diverses	7 352	7 352	12 879	12 879				
Total	**7 382**	**7 382**	**13 248**	**13 248**				

N.S. : Non significatif

N.C. : Non communiqué

3.1.2.4 Stocks

Dans le cadre du contrat avec la DGA, la Société ACTIELEC TECHNOLOGIES procède à des achats à sa filiale SODIELEC. Au 31 Décembre 2004, les stocks s'élèvent à 418 111 €, du fait du décalage dans le temps de la facturation, selon les règles édictées par le contrat.

3.1.2.5 Avances et acomptes versés sur commandes

Dans le cadre du contrat avec la DGA, la Société ACTIELEC TECHNOLOGIES procède à des achats à sa filiale SODIELEC. Au 31 Décembre 2004, le montant des avances versées sur commandes s'élève à 1 089 544 €, du fait du décalage dans le temps des livraisons et paiements, selon les règles édictées par le contrat.

3.1.2.6 Créances et Comptes Rattachés, Autres Créances

Chiffres exprimés en €	Valeurs Brutes	Valeurs Nettes	Échéance < 1 an	Échéance > 1 an
Créances Ratt. à des Participations	12 340 140	12 033 416	1 232 447	10 800 969
Clients, Comptes Rattachés	8 390 942	8 390 942	8 390 942	
Comptes Courants Rattachés à des Participations	1 628 509	1 628 509	1 628 509	
Autres Créances *(y compris charges constatées d'avance)*	162 834	162 834	145 378	17 456
TOTAL	**22 522 424**	**22 215 700**	**11 397 275**	**10 818 425**

3.1.2.7 Actions Propres

Le programme de rachat d'actions propres a été initialement autorisé par la COB le 14 décembre 2000 sous le VISA n° 00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le VISA n° 02-357. Un nouveau programme de rachat d'actions propres a été autorisé par l'Assemblée Générale du 9 mai 2003 pour une durée de 18 mois. Ce nouveau programme n'a pas nécessité d'autorisation préalable de la COB car la possibilité d'annuler les actions rachetées (prévue dans les deux premiers programmes) a été supprimée. Nous rappelons que l'objectif de ce programme est la régularisation des cours en fonction des situations de marché.

Au 31 décembre 2004, ACTIELEC Technologies SA a racheté, depuis l'origine du programme, 61 996 actions propres comptabilisées dans l'Actif Circulant pour une valeur brute de 290 318 €, soit un prix moyen d'achat de 4,68 €.

Hors programme de rachat, ACTIELEC Technologies détient également 1 400 actions propres comptabilisées pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par MORS SA au moment de la fusion.

Une provision sur ces actions est effectuée en fonction du cours de clôture, soit au 31 Décembre 2004 une provision totale de 146 530,21 € pour un cours de 4,73 €.

3.1.2.8 Capitaux Propres

L'augmentation de Capital Social du 14 octobre 2004 a porté le nombre d'actions à 19 028 208 actions de 0,75 € chacune, soit un capital social de 14 271 156 €.

Cette augmentation de capital a été effectuée aux conditions suivantes :

- 1 875 000 actions nouvelles créées,
- le prix de souscription de l'action a été fixé à 3,35 €,
- à chaque action est attaché un bon.

La différence entre la valeur nominale des nouvelles actions (0,75 € l'action soit au total 1 406 250 €) et leur prix de souscription (3,35 € l'action soit au total 6 281 250 €) a été affecté au poste « Prime d'émission » après déduction des frais inhérents à l'augmentation de Capital (359 675,58 €).

Les caractéristiques des bons de souscription ou d'achat d'actions sont les suivantes :

- Le seul droit attaché aux Bons est celui de souscrire ou d'acquérir contre paiement du prix d'exercice des actions de la Société à émettre ou existantes,
- La parité d'exercice a été fixée à deux bons pour une action de la Société,
- Le prix d'exercice a été fixé à 4,50 Euros,
- Le titulaire de Bons a la faculté d'exercer les Bons à tout moment à partir du 15 octobre 2004 jusqu'au 14 octobre 2007. Passé ce délai de trois ans, les Bons qui n'auront pas été exercés deviendront caducs,
- En cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital, de fusion, de scission et d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des Actionnaires de la Société, la Société se réserve le droit de suspendre l'exercice des Bons pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois,
- Les Bons font l'objet d'une cotation indépendante de la cotation des actions d'origine. Au 31 décembre 2004, le cours unitaire était fixé à 0,49 €.

La situation nette a par conséquent évolué comme suit pendant l'exercice :

Chiffres exprimés en €	Solde au 31/12/2003 avant Affectation	Affectation du Résultat 2003		Augmentation de Capital Social	Solde au 31/12/2004 Avant Affectation Proposée
		Réserves R.A.N.	Dividendes		
Capital	12 864 906			1 406 250	14 271 156
Prime d'Emission	6 409 976			4 515 324	10 925 301
Prime de Fusion	2 867 003				2 867 003
Réserves Légales	1 286 491				1 286 491
Réserves Indisponibles	189 173				189 173
Réserves Réglementées	0				0
Report à Nouveau	12 119 544	121 570			12 241 114
Résultat Exercice 2003	121 570	<121 570>			0
Résultat Exercice 2004					<1 018 840>
Situation Nette (avant affectation du résultat)	**35 858 664**	**0**	**0**	**5 921 574**	**40 761 398**

Un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'options de souscription ou d'achat d'actions porte sur 240 000 actions au prix unitaire de 1,92 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2004, aucune option n'a été exercée.
Mis à part ce plan, il n'existe aucun autre plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la Société.

3.1.2.9 Provision pour charges

La provision pour charges est exclusivement constituée par une provision pour rupture de contrat.

3.1.2.10 Dettes

Les dettes par nature et par échéance se répartissent de la façon suivante à la clôture de l'exercice :

Chiffres exprimés en €	Échéances <31/12/05	>01/01/06 <31/12/09	>01/01/10	**Total**
Emprunts & Dettes auprès des Etablis.de Crédit				
* Emprunts MLT	2 297 491	3 622 651		**5 920 142**
* Billets Trés. et Concours Bancaires CT	4 402 778			**4 402 778**
* Intérêts Courus sur dettes financières	17 737			**17 737**
Av. et acomptes reçus sur commandes	170 900			**170 900**
Dettes fournisseurs & Comptes rattachés	6 414 746	329 290		**6 744 036**
Dettes fiscales & sociales	228 390			**228 390**
Autres dettes	4 332 782			**4 332 782**
TOTAL	**17 864 824**	**3 951 941**	**0**	**21 816 765**

Le détail des emprunts à moyen et long terme est le suivant :

Chiffres exprimés en €	Montant Initial	Date de Souscription	Durée	Capital Restant dû au 31/12/2004
Crédit Agricole	424 000	27.12.04	2 ans	424 000
Banque Courtois	500 000	30.09.02	4 ans	250 000
Banque Populaire Toulouse-Pyrénées	1 000 000	23.12.02	5 ans	619 410
Société Bordelaise de CIC	457 347	09.03.01	5 ans	182 938
Société Bordelaise de CIC	457 347	11.12.01	5 ans	114 250
Société Bordelaise de CIC	400 000	25.11.02	5 ans	240 000
Natexis Banque	762 245	28.06.01	5 ans	300 000
Crédit Lyonnais	1 524 490	20.12.00	7 ans	729 718
Crédit Lyonnais	3 048 980	08.02.01	6 ans	1 306 706
Crédit Lyonnais	912 000	28.12.01	4 ans	228 000
Société Générale	3 048 980	19.04.01	7 ans	1 525 120
TOTAL				**5 920 142**

3.1.2.11 Résultat Financier

Dans les **produits financiers**, les éléments les plus significatifs sont :

- Les intérêts sur comptes courants des filiales : 547 749,33 €
- Les dividendes reçus des filiales : 100 707,00 €
- Les revenus des Engagements Hors - Bilan en faveur des filiales : 118 636,97 €

Les **charges financières** sont principalement constituées :

- Des intérêts et charges assimilées liées aux dettes financières auprès des établissements de crédit : 502 589,88 €

3.1.2.12 Résultat Exceptionnel

Dans les **produits exceptionnels**, les éléments significatifs sont :

- Les intérêts moratoires payés par la DGA : 143 712,50 €
- Les pénalités sur marché DGA (prises en charge de SODIELEC) : 121 927,99 €

Dans les **charges exceptionnelles**, les éléments significatifs sont :

- Les intérêts moratoires sur marché DGA (restitués à SODIELEC) : 143 712,50 €
- Les pénalités sur marché DGA (prises en charge par SODIELEC) : 121 927,99 €

3.1.2.13 Engagements Financiers et Sûretés Réelles Donnés

Les sûretés délivrées par ACTIELEC TECHNOLOGIES pour le compte des ses filiales en faveur des Banques s'élèvent à 10 111 255 € au 31 décembre 2004.

Par ailleurs, ACTIELEC Technologies s'est engagée à racheter à compter du 1er janvier 2008 jusqu'au 11 juin 2011 les BSA émis par ACTIA SA et entièrement souscrits par l'ANVAR (1,6 M€), dès la première demande de cette dernière. Le prix de rachat de ces BSA par ACTIELEC Technologies dépendrait alors de la valeur du titre ACTIELEC Technologies au moment du rachat.

3.1.3 Autres Informations

3.1.3.1 Situation Fiscale Latente

Au 31 décembre 2004, la situation fiscale latente se décompose de la façon suivante :

- Déficits fiscaux reportables : 2 181 372 €,
- ARD utilisables : 527 029 €,
- Déficits reportables au titre des MVL LT : 2 076 442 €.

3.1.3.2 Effectif en fin d'année

	2003	2004
Cadres et agents de maîtrise	6	6
Employés	1	1
Stagiaire	-	-
Ouvriers	-	-
TOTAL	**7**	**7**

3.1.3.3 Opérations avec les Entreprises Liées

Montant concernant les entreprises au 31/12/04	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
Bilan ACTIF		
Créances rattachées à des participations	12 340 140	
Provision sur Créances rattachées à des participations	-306 724	(*)
Autres titres immobilisés	217 458	
Autres immobilisations financières	8 306	
Av. et acomptes versés sur commandes	1 089 544	
Créances clients et comptes rattachés	1 190 172	117
Autres créances	1 587 634	
Bilan PASSIF		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 608 070	368 649
Autres dettes		
Compte de Résultat		
Charges d'exploitation	13 081 899	2 052 729
Charges financières		
Charges exceptionnelles	129 111	
Produits d'exploitation	4 223 595	147
Produits financiers	816 713	25 841
Produits exceptionnels	128 937	

(*) Provision sur Créance CYT détenue par MORS SA au moment de la fusion.

3.1.3.4 Politique de Couverture de Risque :

ACTIELEC Technologies a souscrit :

- ✓ un CAP le 11 juillet 2002 sur 4,1 M€ d'emprunts au taux de 4,5% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003. L'encours au 31 décembre 2004 s'élève à 2,6 M€.

- ✓ un SWAP (taux variable vers taux fixe) le 13 mars 2003 sur 3,6 M€ d'emprunts au taux de 2,76% sur une période de 2 ans à compter du 1er juillet 2003. L'encours au 31 décembre 2004 s'élève à 2,6 M€.

3.1.3.5 Rémunération aux Membres de l'Organe de Direction

Le Président du Directoire et le Président du Conseil de Surveillance d'ACTIELEC Technologies SA ne sont pas rémunérés par ACTIELEC Technologies. Un seul membre du Directoire est rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail et a perçu sur l'exercice 2004 un salaire brut de 58 278,34 €.

3.1.3.6 Société Consolidante

S.A. **LP2C** au capital de 5 876 400 €
Siège Social : 25, Chemin de Pouvourville
31400 TOULOUSE
R.C.S. : Toulouse B 384 043 352

3.2 RAPPORT GENERAL ET RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG

KPMG Audit

9, avenue Parmentier
B.P. 2358
31086 Toulouse Cedex 02
France

Eric Blache

14, rue Clapeyron

75008 Paris
France

Actielec Technologies S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 25, chemin de Pouvourville – B.P. 74215 – 31432 Toulouse cedex 04
Capital social : €.14.271.156

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Actielec Technologies S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note I.5 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives au suivi de la valeur des titres de participation.

  Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à des ruptures de contrat, telles que décrites en note II.9 de l'annexe.

  Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

  Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital (ou des droits de vote) vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Toulouse et Paris, le 21 mars 2005

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre
Associé

Eric Blache

KPMG

Eric Blache

KPMG Audit

9, avenue Parmentier
B.P. 2398
31086 Toulouse Cedex 02
France

14, rue Clapeyron

75008 Paris
France

Actielec Technologies S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 25, chemin de Pouvourville – B.P. 74215 - 31432 Toulouse cedex 04
Capital social : €. 14.271.156

Rapport spécial
des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Avec la société Actia

- Personnes concernées :
  - Actielec Technologies, représentée par Jean Louis Pech
  - Monsieur Pierre Calmels
  - Madame Marine Candelon – Bonnemaison
  - Monsieur Christian Desmoulins
  - Monsieur Louis Pech

- **Nature et objet** : Caution solidaire
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire de votre filiale Actia dans le cadre d'un prêt moyen terme de 1.500.000 €. Cette caution fait l'objet d'une facturation de commissions aux conditions habituelles appliquées aux filiales.

  Le capital restant dû au 31 décembre 2004 s'élève à 1.261.522 €

  Le montant des commissions versées par votre société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 s'élève à 8.979 €.

- **Nature et objet :** Caution solidaire
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire de votre filiale Actia dans le cadre d'un prêt moyen terme de 900.000 €. Cette caution fait l'objet d'une facturation de commissions aux conditions habituelles appliquées aux filiales.

  Le prêt n'a pas été débloqué en intégralité au 31 décembre 2004, le capital débloqué s'élève à 300.000 €.

  Le montant des commissions perçues par votre société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 s'élève à 200 € H.T.

- **Nature et objet :** Caution
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution en faveur de votre filiale Actia au profit d'Airbus dans le cadre de la signature d'un contrat pour la fabrication, la pérennisation et la réparation d'équipements avioniques relatifs aux programmes ATR et AIRBUS.

  Au 31 décembre 2004 le contrat n'est pas encore signé, aucune facturation d'intérêts n'a été réalisée sur l'exercice.

Avec la société Sodielec

- Personnes concernées :
  - Actielec Technologies, représentée par Jean Louis Pech
  - Monsieur Pierre Calmels

- **Nature et objet** : Lettre d'intention
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention rémunérée aux conditions habituelles appliquées aux filiales en faveur d'une banque, en vue de garantir un emprunt de 500.000 € d'une durée de 5 ans accordée par la banque à la société Sodielec.

  Le capital restant dû au 31 décembre 2004 s'élève à 500.000 €.

  Le montant des commissions perçues par votre société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004 s'élève à 2.083 € H.T. conformément aux conditions habituelles au sein du groupe.

- **Nature et objet** : Renouvellement de lettre de confort
- Modalités :

  Votre société a renouvelé une lettre de confort rémunérée aux conditions habituelles applicables aux filiales en faveur du Crédit Agricole en vue de garantir une avance de trésorerie d'une durée d'un an maximum pour un montant de 300.000 €.

  L'encours de cette autorisation de découvert au 31 décembre 2004 s'élève à 300.000 €.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 1.500 € H.T.

Avec la société SCI Les Coteaux de Pouvourville

- Personnes concernées :
  - Monsieur Louis Pech
  - Monsieur Pierre Calmels

- **Nature et objet** : Autorisation de nantissement de parts
- Modalités :

  Dans le cadre du contrat de lease-back de l'ensemble immobilier pour un montant maximum de 4,5 M€ sur une durée de 12 ans votre société a donné en garantie le nantissement de la totalité des parts de la SCI Les Coteaux de Pouvourville qu'elle détient pour la durée de l'opération.

Avec la société SCI L'Oratoire

- Personnes concernées :
  - Monsieur Louis Pech
  - Monsieur Pierre Calmels
- Nature et objet : Autorisation de nantissement de parts
- Modalités :

  Dans le cadre du contrat de lease-back de l'ensemble immobilier pour un montant maximum de 3 M€ sur une durée de 12 ans votre société a donné en garantie le nantissement de la totalité des parts de la SCI L'Oratoire qu'elle détient pour la durée de l'opération.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Avec la société Actia

- **Nature et objet** : Convention de groupe
- Modalités :

  La convention de groupe avec votre filiale a donné lieu au titre de l'exercice aux prestations et rémunérations suivantes :

  - Prestations continues et récurrentes : 2.132.083 € H.T.
  - Prestations financières :

    Votre société perçoit des intérêts sur avances en compte courant rémunéré au taux moyen de la ressource plus un point.

    Le solde du compte courant au 31 décembre 2004 est de 10.800.968 €.

    Les intérêts perçus au titre de l'exercice s'élèvent à 408.252€ H.T.

- **Nature et objet :** Caution solidaire auprès d'une banque
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 762.245 € contracté par la société Actia.

  L'encours de cet emprunt est soldé au 31 décembre 2004.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société au titre de l'exercice 2004 s'élève à 2.668 € H.T.

- **Nature et objet :** Caution solidaire auprès d'une banque
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 457.347 € contracté par la société Actia.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 91.531 € au 31 décembre 2004.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société au titre de l'exercice 2004 s'élève à 1.655 € H.T.

- **Nature et objet :** Caution en faveur d'une banque
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution en garantie de l'autorisation de découvert de 300.000 € accordée à votre filiale Actia.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société sur l'exercice 2004 s'élève à 0 €.

- **Nature et objet :** Lettre d'intention en faveur de la BDPME
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention non rémunérée en faveur de la BDPME, en vue de garantir un emprunt de 564.061 € accordé par la banque à la société Actia. Ce crédit a été souscrit par la société Actia afin d'effectuer une avance en compte courant à la société CIPI.

  L'encours de l'emprunt est soldé au 31 décembre 2004.

- **Nature et objet** : Lettre d'intention en faveur d'une banque
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur d'une banque, en vue de garantir la convention de crédit de 500.000 € accordée à la société Actia. Ce crédit a été souscrit par la société Actia afin de financer son besoin en fonds de roulement.

  L'encours du crédit de trésorerie s'élève à 200.000 € au 31 décembre 2004. Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 3.000 € H.T. au titre de l'exercice 2004.

- **Nature et objet** : Caution solidaire auprès d'une banque
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 1.000.000 € contracté par la société Actia.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 571.432 € au 31 décembre 2004.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société sur l'exercice 2004 s'élève à 6.607 € H.T.

- **Nature et objet** : Prestations diverses
- Modalités :
- Votre société met à disposition de sa filiale des locaux. Cette prestation ainsi que les frais attachés, affectés au prorata des mètres carrés utilisés ont été facturés pour un montant de 534.888 € H.T.

  La taxe foncière a été facturée pour un montant de 47.119 € H.T.
- Votre société a donné en concession à la société Actia des brevets non compris dans l'apport partiel du fonds d'industrie électronique (art. 2 et 9 du traité d'apport). Cette prestation n'a pas donné lieu à facturation.

- **Nature et objet** : Caution solidaire sur encours fournisseur
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire pour le compte d'Actia S.A. en faveur de la société Classic Composants, ceci afin de garantir le règlement de la créance de votre filiale.

  L'encours de cette créance au 31 décembre 2004 s'élève à 398.092 €.

  Le montant des commissions perçues par votre société s'élève à 6.760 € H.T.

- **Nature et objet** : Caution solidaire auprès de l'ANVAR
- Modalités :

  L'ANVAR a consenti à votre filiale Actia S.A. une avance remboursable de 1.200.000 €, dans le cadre de l'aide à l'innovation, liée à une partie du programme de développement et d'industrialisation du chronotachygraphe digital sécurisé. Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'avance remboursable de 1.200.000 € contractée par la société Actia S.A. auprès de l'ANVAR.

  L'encours de cette avance au 31 décembre 2004 s'élève à 1.200.000 €.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 12.000 € H.T.

- **Nature et objet** : Caution solidaire en faveur de deux banques
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir l'emprunt de 4.000.000 € contracté par la société Actia. Cet emprunt a été contracté dans le but de financer une partie des dépenses de recherche et développement déjà engagées dans le projet du chronotachygraphe.

  L'encours de cet emprunt au 31 décembre 2004 s'élève à 4.000.000 €.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 30.000 € H.T.

Avec la société Actia Muller Services

- Nature et objet : Caution solidaire en faveur de la SCI Luce Investissement
- Modalités :

  Votre société s'est portée caution solidaire afin de garantir le parfait règlement du loyer, charges et accessoires du bail consenti par la société Luce Investissement à votre filiale AMS.

  L'encours de cet engagement est de 2.235.000 € au 31 décembre 2004.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 24.212 € H.T.

Avec la société Sodielec

- **Nature et objet** : Convention de groupe
- Modalités :

  La convention de groupe avec votre filiale a donné lieu au titre de l'exercice aux prestations et rémunérations suivantes :

  - Prestations continues et récurrentes : 599.988 € H.T.
  - Prestations financières :

  Votre société perçoit des intérêts sur avances en compte courant rémunéré au taux moyen de la ressource plus un point.

  Le solde du compte courant s'élève à 1.232.447 € au 31 décembre 2004.

  Les intérêts perçus au titre de l'exercice s'élèvent à 7.632 € H.T.

- **Nature et objet** : Lettre d'intention en faveur d'une banque
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur d'une banque en vue de conforter le remboursement d'un emprunt de 2.286.735 € contracté par la société Sodielec.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 1.260.716 € au 31 décembre 2004.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 14.590 € H.T.

- **Nature et objet** : Lettre d'intention en faveur d'une banque
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur d'une banque en vue de conforter le remboursement d'un emprunt de 762.245 € contracté par la société Sodielec.

  L'encours de cet emprunt s'élève à 252.652 € au 31 décembre 2004.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 3.512 € H.T.

- **Nature et objet** : Lettre d'intention en faveur d'une banque
- Modalités :

  Votre société a accordé une lettre d'intention en faveur d'une banque dans le cadre d'une avance de trésorerie d'une durée de 1 an maximum pour un montant de 300.000 € à votre filiale Sodielec, ceci en préfinancement des tranches conditionnelles 3 et 4 du contrat DGA.

  L'encours de cette autorisation de découvert au 31 décembre 2004 est soldé.

  Le montant des frais d'engagement perçus par votre société s'élève à 870 € H.T.

Avec la société Mors Technologies S.A.S. (absorbée par la société Sodielec le 30 décembre 2004 avec effet au 1er janvier 2004)

- Nature et objet : Convention de groupe
- Modalités :

  La convention de groupe avec votre filiale a donné lieu au titre de l'exercice aux prestations et rémunérations suivantes :

  - Prestations financières :

  Votre société perçoit des intérêts sur avances en compte courant rémunéré au taux moyen de la ressource plus un point.

  Le compte courant est soldé au 31 décembre 2004.

  Les intérêts perçus au titre de l'exercice s'élèvent à 105.830 € H.T.

Avec la société LP2C

- **Nature et objet** : Convention de groupe
- Modalités :

  La convention de groupe conclue avec LP2C a donné lieu au titre de l'exercice aux facturations de prestations et rémunérations suivantes :

  - Prestations continues et récurrentes :
    - Forfait annuel : 91.469 € H.T.
    - 0,85% du chiffre d'affaires consolidé : 1.935.217 € H.T.
  - Prestations financières :

  L'avance en compte courant rémunérée accordée par LP2C à votre société est soldée au 31 décembre 2004.

  Les intérêts facturés au titre de l'exercice 2004 s'élèvent à 0 € H.T.

- **Nature et objet** : Avance en compte courant
- Modalités :

  Votre société a consenti à la société LP2C une avance en compte courant rémunérée aux conditions de la convention groupe.

  L'avance en compte courant rémunérée accordée par votre société à LP2C est soldée au 31 décembre 2004.

  Les intérêts facturés au titre de l'exercice 2004 s'élèvent à 25.841 € H.T.

Avec la S.C.I. Les Coteaux de Pouvourville

- Nature et objet : Contrat de bail
- Modalités :

  Selon un bail de 12 ans du 1er décembre 1987 renouvelé en 1999, la SCI Les Coteaux de Pouvourville loue à votre société des locaux sis chemin de Pouvourville à Toulouse avec prise en charge de la moitié des frais de gardiennage, conformément à l'avenant au bail.

  Le montant des loyers versés sur l'exercice s'élève à 595.630 € H.T.

Avec les sociétés Actia et Sodielec

- Nature et objet : Convention de groupe
- Modalités :

  Votre société met à disposition des ses filiales du personnel de management. Cette prestation est facturée au franc le franc, charges sociales comprises (y compris provision congés payés).

  Au titre de l'exercice 2004, le montant perçu par votre société s'élève à 899.350 € H.T.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Toulouse, le 21 mars 2005

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre
Associé

Eric Blache

4. ORDRE DU JOUR & RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 9 MAI 2005

4.1 ORDRE DU JOUR

- Rapport de gestion du Directoire sur l'exercice clos le 31 décembre 2004, incluant le rapport de gestion du Groupe,
- Rapport du Directoire sur l'utilisation des délégations consenties en matière d'augmentation de capital,
- Rapport du Directoire sur les options de souscription et achats d'actions prévu à l'article L225-184 du Code de Commerce,
- Rapport du Conseil de Surveillance,
- Rapport du Président du Conseil de Surveillance visé à l'article L225-68 du Code de Commerce,
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur le contrôle interne,
- Rapports des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission et sur les conventions visées à l'article L225-86 du Code de Commerce,
- Approbation des Comptes Annuels et de ces Conventions,
- Approbation des Comptes Consolidés,
- Affectation du Résultat,
- Autorisation à donner au Directoire à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de Commerce

4.2 RESOLUTIONS

Ce sujet est développé dans le Rapport de Gestion 2004, au paragraphe 1.10.

5. CONTACTS

Pour nous contacter

ACTIELEC TECHNOLOGIES

Société Anonyme au Capital de 14 879 024,25 €
Immatriculée au RCS TOULOUSE : 542 080 791 – NAF : 741J

25, Chemin de Pouvourville
B.P.74215
31432 TOULOUSE Cedex 4

Tél. : 05.61.17.61.08
Fax : 05.61.55.42.31

Par email : contact@actielec.com

Informations actionnaires :
Catherine MALLET : catherine.mallet@actia.fr

Notre site internet :

www.actielec.com